

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'INTERVENTIONNISME ÉTATIQUE ET LE CLIVAGE POLITIQUE EN
TERMES DE DÉPENSES PUBLIQUES AU QUÉBEC.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MOUNIR SEBBANE

AVRIL 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Pierre P Tremblay, de m'avoir soutenue tout au long de ma démarche. Sans vos commentaires, vos conseils avisés, votre générosité et votre disponibilité, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Je vous en serai éternellement reconnaissant .J'aimerais également, remercie mon frère Saddek pour son soutien. Je tiens finalement, à remercier ma femme de m'avoir supportée tout au long du processus de rédaction de ce mémoire, ainsi qu'à remercier ma famille et mes amis pour leurs encouragements et leur soutien indéfectible.

DÉDICACE

Je dédie ce mémoire À ma mère,

Houria, et mon épouse Abla.

Ainsi qu'à toute ma famille et mes amis.

Ma plus profonde reconnaissance pour votre

Soutien et vos encouragements

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
REVEUE DE LA DOCUMENTATION ET CADRE THEORIQUE	5
1.1 Revue de la documentation	5
1.2 Cadre théorique.....	14
1.2.1 Les différentes conceptions de l'intervention de l'État.....	14
1.2.2.1 L'interventionnisme	15
1.2.2.2 Le libéralisme.....	16
1.2.2.3 Le Néolibéralisme	19
1.2.2.4 La social-démocratie	20
1.2.2 L'approche cognitive et son rôle dans l'analyse des politiques publiques.....	21
1.2.3 Le changement cognitif et les mutations dans l'action publique	25
CHAPITRE II	
MÉTHODOLOGIE.....	31
2.1 La nomenclature des outils de l'interventionnisme	31
2.2 Les dépenses publiques comme indicateur principal de l'interventionnisme	33
2.3 Les différentes méthodes de mesure des dépenses publiques	34
2.4 Les démarches de notre analyse comparative	36
CHAPITRE III	
PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	40

3.1	L'évolution des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013	41
3.2	Les profils dépensiers des libéraux et ceux des péquistes au niveau du volume général des dépenses publiques.....	44
3.2.1	Les dépenses exprimées en dollars courants et en dollars constants.....	44
3.2.2	Les dépenses par habitant	46
3.2.3	Les dépenses exprimées en pourcentages du PIB	47
3.3	L'évolution des dépenses des administrations publiques sous les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes.....	49
3.4	Les profils dépensiers des libéraux et des péquistes au niveau de certaines catégories de dépenses.....	58
3.4.1	Les catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007	59
3.4.2	Les catégories de dépenses par habitant.....	63
3.4.3	Les catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB	66
3.5	L'évolution des catégories de dépenses sous les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes pendant la période 1981-2013	69
3.6	Les profils dépensiers des libéraux et ceux des péquistes au niveau des dépenses sectoriels	80
3.6.1	L'aide financière aux études	81
3.6.2	L'aide aux justiciables	84
3.7	L'évolution des dépenses sectorielles sous les gouvernements libéraux et sous les gouvernements péquistes	86
 CHAPITRE IV		
	DISCUSSION ET ANALYSE	92
4.1	La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau du volume général des dépenses publiques	92

4.2	La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau des catégories de dépenses	96
4.3	La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses sectorielles.	98
	CONCLUSION	100
	ANNEXE A	
	LES CATÉGORIES DE DEPENSES SELON LES DIFFÉRENTES MESURES	103
	BIBLIOGRAPHIE	117

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
3. 1 Dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec exprimées en dollars courants et en dollars constants de 2007, lors de la période 1981-2013.	54
3. 2 Dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec par habitant pendant la période 1981-2013.	55
3. 3 Dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.	56
3. 4 Taux de variations annuelles des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007, pendant la période 1981-2013.	57
3. 5 Dépenses du gouvernement du Québec en santé et services sociaux et en éducation exprimées en dollars constants pendant la période 1981-2013.	73
3. 6 Dépenses du gouvernement du Québec en justice, en transports et en gouvernances exprimées en dollars constants de 2007, pendant le période 1981-2013.	74
3. 7 Les dépenses par habitant en santé et services sociaux et en éducation du gouvernement du Québec, pendant la période 1981-2013.	75
3. 8 Les dépenses par habitant du gouvernement du Québec en justice, dans les transports et en gouvernance pendant la période 1981-2013.	76
3. 9 Les dépenses du gouvernement du Québec en santé et services sociaux et en éducation exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.	77
3. 10 Les dépenses du gouvernement du Québec en justice, dans les transports et en gouvernance exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.	78

- 3. 11 Budget annuel du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013, en dollars constants de 2007. ... 89
- 3. 12 Budget annuel par habitant du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013..... 90
- 3. 13 Budget annuel du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013, en pourcentage du PIB. 91

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3. 1 Budget annuel du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.	43
3. 2 Budget du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.	46
3. 3 Budget annuel moyen des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes pendant la période 1981-2013.	48
3. 4 Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec entre 1981 et 2013.	58
3. 5 Budgets des catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007, pendant la période 1981-2013.	61
3. 6 Budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007 pendant la période 1981-2013.	62
3. 7 Budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses par habitant pendant la période 1981-2013.	65
3. 8 Budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB pendant la période 1981-2013.	68
3. 9 Taux de croissance annuels moyens des catégories de dépenses mesurées en dollars constants de 2007, pendant le période 1981-2013.	79
3. 10 Taux de croissance annuels moyens des catégories des dépenses par habitant, pendant la période 1981-2013.	79

3. 11	Taux de croissance annuels moyens des catégories des dépenses mesurées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.....	80
3. 12	Dépenses du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures....	82
3. 13	Budget annuel moyen du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures	83
3. 14	Dépenses du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide aux justiciables pendant la période 1981-2013 selon les différentes mesures....	85
3. 15	Budget annuel moyen du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide aux justiciables pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures	86
3. 16	Taux de croissance moyen des dépenses en aide financière aux études selon les différentes mesures pendant la période 1981-2013.	88
A. 1	Dépenses en santé et services sociaux pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	103
A. 2	Dépenses en santé et services sociaux pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	104
A. 3	Dépenses en éducation pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.	105
A. 4	Dépenses en éducation pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	106
A. 5	Dépenses en justice pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	107
A. 6	Dépenses en justice pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	108
A.7	Dépenses dans les transports pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	109

A. 8	Dépenses dans les transports pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	110
A. 9	Dépenses en gouvernance pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	111
A. 10	Dépenses en gouvernance pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures	112
A. 11	Dépenses en aide financière aux études pendant les périodes des libéraux, selon les différentes mesures	113
A. 12	Dépenses en aide financière aux études pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	114
A. 13	Dépenses en aide aux justiciables pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	115
A. 14	Dépenses en aide aux justiciables pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.....	116

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti Québécois
LÉB	Loi sur l'équilibre budgétaire

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse au phénomène du clivage politique en termes de dépenses publiques au Québec. Plus précisément, cette recherche s'intéresse à la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes en ce qui a trait à leur choix en matière de politiques de dépenses publiques, pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Dans notre démarche, nous avons comparé entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes afin de savoir s'il y a une différence significative entre leurs profils dépensiers qui ont été enregistrés au niveau des dépenses des administrations publiques, au niveau de certaines catégories de dépenses et au niveau des dépenses sectorielles. À la lumière des résultats de notre analyse, nous avons constaté que les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes affichent des différences significatives au niveau certaines catégories de dépenses, et des différences moyennes ou négligeables au niveau des autres catégories de dépenses. Entre autres, nous avons constaté que l'évolution des dépenses publiques au Québec sont influencées non seulement par les politiques adoptées par les libéraux et celles qui ont été adoptées par les péquistes, mais également par des problèmes qui pèsent considérablement sur les finances publiques, dont la dette publique, les transferts du gouvernement fédéral et le vieillissement de la population.

Mots-clés : Québec, PLQ, PQ, l'interventionnisme, clivage politique, finances publiques, politiques de dépenses publiques, l'État.

INTRODUCTION

L'État moderne et contemporain est un État interventionniste. Il occupe une place très importante dans l'économie générale ainsi que dans la vie sociale et culturelle des sociétés. Il existe bien peu de domaines dans la société moderne qui ne sont pas règlementés par l'État et qui échappent à son intervention.¹ La présence de l'État et son intervention dans les différentes sphères de la société sont un fait accepté et partagé par tous les gouvernements, quel que soit le parti politique dont ils sont originaires. Cependant, les partis politiques se distinguent quant au modèle de société qu'ils proposent aux citoyens. Ils se distinguent également au niveau de l'intensité et la façon de faire intervenir l'État dans les différentes sphères de la société. À cet égard, les partis politiques de type libéral peuvent avoir tendance à limiter l'intervention de l'État à certains champs et à favoriser certains modes d'intervention, alors que les partis politiques de type social-démocrate auraient plutôt tendance à étendre les champs d'intervention de l'État en mettant l'accent sur certains domaines de la société.

La distinction entre les partis politiques quant au modèle de société qu'ils proposent aux citoyens peut être expliquée par la divergence en ce qui a trait à leurs conceptions qui portent sur le rôle de l'État, ses modes d'intervention et son rapport à la société. À cet égard, les États-providence peuvent se distinguer entre eux au niveau de leur mode d'intervention et leur façon de prendre en charge les problèmes sociaux. Sur le plan économique, Streeck et Wolffgang² soutient qu'il peut y avoir trois types d'États-providence qui se distinguent entre eux au niveau de leur mode d'intervention dans l'économie. Le type de laisser-faire et de laissez-passer, qui favorise les mécanismes

¹ - Pierre P Tremblay. *L'argent de l'État : pourquoi et comment*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 3.

² - Wolfgang Streeck, « Le capitalisme allemand : existe-t-il? A-t-il des chances de survivre? » Dans. *Le capitalisme en Europe*. Dir. de Colin Crouch et Wolfgang Streeck, Paris, Éditions La Découverte. 1996, P 47-76.

du marché, le type keynésien qui prône l'intervention de l'État et le type d'État facilitateur qui tente à concilier entre l'intervention de l'État et les forces du marché.³ Sur le plan social, les États-providence peuvent également se distinguer au niveau de leur mode de redistribution des richesses et leur façon de prendre en charge les risques et les problèmes sociaux. Dans ce contexte, Esping Anderson dans son ouvrage, « *les trois mondes de l'État-providence* », ⁴ soutient qu'il peut y avoir trois modèles d'État-providence qui se distinguent au niveau de leur mode d'intervention sur le plan social. Le modèle résiduel-providence, qui limite sa protection aux plus faibles, et qui exerce un contrôle de ressources et conditionne l'octroi des droits sociaux. Le modèle actif-providence, qui tente de combiner entre les droits et les obligations et qui se base sur un régime d'assurance sociale généralisé et obligatoire notamment pour les travailleurs. Le modèle passif-providence, qui est basé sur l'universalité des droits sociaux et se caractérise par une forte production des services sociaux et un niveau très élevé de la protection sociale.⁵

Dans cette perspective, les partis politiques dans leur exercice du pouvoir et à travers leurs programmes politiques peuvent s'identifier à certains modèles d'États-providence et s'inspirer des idées qui caractérisent un mode d'intervention donné. Cette identification se manifeste souvent à travers leurs décisions politiques et leurs choix budgétaires. Ce qui peut expliquer d'ailleurs le clivage politique qui règne sur la scène publique et les controverses qui sont souvent soulevées par les décisions du gouvernement en matière de politique budgétaire. Tant au niveau des politiques de financements, d'investissements qu'au niveau des politiques de dépenses publiques, les choix du gouvernement suscitent souvent tant de critiques et de débats sur la scène

³ - Louis Coté, Benoit Lévesque et Guy Morneau, « L'évolution du modèle québécois de gouvernance : le point de vue des acteurs ». *Politique et société*, vol 26, n 1, 2007, p, 7.

⁴ - Gosta Esping-Andersen. *Les trois mondes de l'État-providence : essai sur le capitalisme moderne*. Paris, Presses universitaires de France, 1999, 310 p.

⁵ - Merrien François-Xavier, « L'État-providence dans perspective historique et conceptuelle ». *L'État-providence : « Que sais-je? »* Paris, Presses Universitaires de France, 2007, p. 28.

publique. L'actualité médiatique ne manque pas d'événements qui reflètent en quelque sorte ce clivage qui règne sur les débats politiques quand il s'agit de la place occupée par l'État dans l'économie et des modalités de son intervention dans la société. À titre d'exemple, au moment de rédiger ces lignes, le gouvernement du Québec sous la gouverne du parti libéral du Québec a décidé d'injecter une somme de 1 milliard de dollars américains dans Bombardier, et cela afin d'aider l'entreprise à compléter le développement de la Cseries et la soutenir dans sa commercialisation de l'avion⁶. Même si les partis politiques de l'opposition étaient tous d'accord sur le fait qu'il fallait soutenir Bombardier, et sauver le projet de la Cseries, mais leur désaccord reste néanmoins présent quant à l'entente qui a été signée et à la manière dont le montant a été investi. Toutefois, ces controverses qui sont soulevées par les décisions du gouvernement en matière de politique de dépenses publiques semblent avoir tendance à s'accroître dans le contexte actuel des finances publiques, qui se caractérise par une demande accrue des citoyens en biens et services publics qui ne cesse d'augmenter, et un manque à gagner qui perdure depuis des années. Il est intéressant, à cet égard, de s'interroger sur la différence entre le parti libéral et le parti québécois quant à leur façon de faire intervenir l'État dans les différents domaines de la société. De ce questionnement général découle une autre question plus précise qui s'interroge s'il existe une différence significative entre le parti libéral et le parti québécois quant à leur mode de répartition des dépenses publiques.

La présente démarche sera développée en quatre principaux chapitres. Le premier chapitre consistera à présenter une revue de littérature et à mettre le point sur les recherches antérieures, ainsi qu'à présenter le cadre théorique dans lequel se situe notre recherche. Le second chapitre quant à lui consistera à présenter la partie méthodologique de notre recherche, soit l'indicateur principal de notre analyse, les

⁶ - Maxime Bertrand, « Québec investit 1 milliard \$US dans Bombardier », Radio Canada, 29 octobre 2015, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2015/10/29/001-bombardier-quebec-investissement-cseries.shtml>. Consulté le 15 août 2016.

différentes méthodes de mesures des dépenses publiques et les étapes de notre analyse comparative des profils dépensiers des gouvernements libéraux et ceux des gouvernements péquistes. Le troisième chapitre consistera à présenter les résultats de notre recherche et à mettre le point sur les profils dépensiers des gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes en ce qui a trait aux dépenses des administrations publiques, à certaines catégories de dépenses et aux dépenses sectorielles. Ainsi, à présenter l'évolution de ces dépenses pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. Le dernier chapitre sera consacré à répondre à notre question de recherche, et à mettre le point sur la différence qui se remarque entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes en ce qui a trait aux politiques de dépenses publiques.

CHAPITRE I

REVEUE DE LA DOCUMENTATION ET CADRE THEORIQUE

Dans le présent chapitre, nous mettrons le point en premier lieu, sur la littérature qui touche à la question de l'intervention de l'État et à sa fonction redistributive. Ainsi qu'au clivage entre les partis politiques quant à leur façon de gérer les dépenses publiques de l'État. En second lieu, nous présenterons le cadre théorique dans lequel se situe notre démarche, en commençant par définir les différents concepts abordés dans le cadre de cette recherche, et en présentant brièvement l'approche cognitive de l'action publique et son rôle dans l'analyse des politiques publiques de l'État. Nous tenterons par la suite de démontrer comment la variable des idées avait participé à l'évolution du modèle de l'État, et comment ces idées ont influencé les façons de concevoir l'action de l'État et son rôle dans la société en particulier son intervention dans la sphère économique et sa gestion des finances publiques.

1.1 Revue de la documentation

Les politiques de dépenses publiques comme indicateur - qui révèle certains angles de l'action publique et de l'intervention de l'État dans la société- ont suscité l'intérêt de plusieurs études empiriques antérieures. De nombreuses recherches ont été menées sur les facteurs qui peuvent expliquer la croissance des dépenses publiques et l'influence de l'idéologie politique du gouvernement sur la fonction redistributive de l'État et sa répartition des dépenses publiques. Le corpus de littérature qui a été choisi pour illustrer notre question de recherche est composé à la fois de recherches qui confirment l'existence d'une corrélation entre l'idéologie politique du gouvernement et la répartition de dépenses publiques, et des recherches qui soutiennent que les choix du gouvernement en matière de dépenses publiques ne sont influencés qu'à la

marge par la couleur du parti politique au pouvoir. Il convient de souligner par ailleurs qu'en dépit de la différence qui peut se remarquer au niveau des résultats obtenus par ces recherches, nous estimons que ce sont des études qui offrent des pistes de réflexion intéressantes sur l'impact que peut avoir l'idéologie politique du gouvernement sur les modes d'intervention de l'État et l'intensité dans l'utilisation des ressources publiques à des fins du progrès.

Alexandre Siné,⁷ soutient que le budget général de l'État augmente de façon incrémentale et non selon l'idéologie politique du gouvernement. Selon l'auteur, cela s'explique par le fait que le parti politique au pouvoir doit prendre en considération les données du budget précédent au moment de l'élaboration de sa politique budgétaire et cela, quelle que soit son idéologie politique. D'ailleurs, les taux de variations entre les budgets de dépenses pendant une période donnée indiquent que les augmentations inscrites dans ces budgets de dépenses sont souvent de nature incrémentale et non partisane. L'auteur prétend en soulignant que dans le contexte actuel des finances publiques et compte tenu de la rigidité de la plupart des dépenses de l'État, la couleur politique du gouvernement en réalité a peu d'effet sur le volume général des dépenses publiques de l'État.

Dans son étude menée sur les dépenses publiques en France, l'auteur soutient également que lors de l'élaboration et la présentation de la politique budgétaire de l'État, il se produit un phénomène qui donne l'impression qu'il y a une différence entre le gouvernement précédent et celui en place en ce qui a trait aux politiques de dépenses publiques. Ce phénomène l'auteur le surnomme l'illusion budgétaire qui s'explique par le fait de présenter un budget au parlement et d'obtenir un vote sur des dépenses qui ne sont en réalité que des crédits initiaux basés sur des prévisions et qui peuvent s'avérer inexacts ou imprécises à la fin de l'exercice budgétaire. L'auteur écrit dans ce contexte en soulignant:

⁷ - Alexandre Sine. *L'ordre budgétaire : l'économie politique des dépenses de l'État*. Paris, Economica, Collection Études politiques, 2006, p. 121.

« On a donc un phénomène extraordinaire puisque nous avons un clivage gauche-droite qui est pertinent au moment de la formulation de la politique budgétaire et de son affichage et qui s'estompe complètement ex post, dans la mise en œuvre et l'exécution». ⁸

Après avoir comparé les taux de variation des crédits initiaux avec ceux de dépenses effectives, l'auteur constate que les gouvernements de gauche et ceux de droite enregistrent des profils dépensiers similaires en ce qui a trait aux dépenses effectives. Or, pour ce qui est des crédits initiaux, les gouvernements de gauche enregistrent des profils dépensiers à la hausse comparés à ceux des gouvernements de droite. Sur la période qui s'étend de 1976 à 1999, les gouvernements de gauche en ce qui concerne les crédits initiaux ont enregistré une hausse de 2.5% en moyenne, tandis que les gouvernements de droite n'ont enregistré qu'une hausse de 1% en moyenne. L'écart entre les profils dépensiers qui ont été enregistrés par les gouvernements de gauche et ceux de la droite en termes des dépenses effectives est tout à fait négligeable.

Cependant, même si la marge de manœuvre des gouvernements est très limitée en ce qui concerne le volume général des dépenses, cela ne veut pas dire pour autant que l'exercice budgétaire échappe complètement à l'influence du politique. Car les gouvernements disposent toujours d'un pouvoir budgétaire qu'ils peuvent utiliser dans la répartition interne des masses budgétaires. Selon l'auteur, ce pouvoir budgétaire s'exerce au niveau des budgets emblématiques qui représentent souvent une partie du budget général et qui changent fréquemment selon l'idéologie du parti politique au pouvoir.⁹ Dans cette perspective, chaque gouvernement aura tendance à favoriser les programmes de dépenses qui répondent le mieux à son idéologie politique, soit en réduisant les dépenses de certains secteurs pour augmenter les

⁸ - *Ibid*, p.138.

⁹ - *Ibid*. p.148.

dépenses d'autres secteurs, soit en injectant directement les surplus dans les secteurs qui répondent à son idéologie politique. Ce pouvoir de répartir les dépenses publiques pour atteindre certains objectifs qui donne naissance aux budgets emblématiques colorés permet également d'avoir une distinction entre les gouvernements au niveau des champs et les modes d'interventions de l'État dans les différentes sphères de la société. À titre d'exemple, compte tenu de l'idéologie politique du parti politique au pouvoir, un parti de gauche aurait tendance à dépenser davantage dans les secteurs de l'éducation, la santé, les services sociaux, tandis que le parti de droite aurait tendance à favoriser le secteur de la sécurité et la défense.

Cette thèse de distinction entre les partis politiques en ce qui a trait aux modalités de l'intervention de l'État dans la société, en privilégiant certains domaines plutôt que d'autres, se confirme également dans l'étude menée par Bradford G Reid, sur les facteurs qui peuvent expliquer la croissance des dépenses publiques du gouvernement du Canada.¹⁰ Selon l'auteur, les partis politiques peuvent se distinguer dans leur façon d'utiliser les ressources de l'État, ainsi que dans leur mode d'intervention en privilégiant les catégories de dépenses publiques qui répondent le mieux à leur stratégie politique. Sur les quatre catégories de dépenses que l'auteur avait analysées, la différence se remarque manifestement entre les sommes dépensées par les gouvernements de gauche et ceux de droite. Et cela advient par le fait que les gouvernements de droite ont enregistré des profils dépensiers à la hausse dans quatre catégories de dépenses, dont les achats en biens et services des administrations provinciales, les paiements de transferts aux particuliers, les paiements de transferts aux entreprises et l'investissement des administrations publiques. Tandis que les gouvernements de gauche n'ont enregistré des profils dépensiers à la hausse que dans les deux catégories de dépenses, qui sont liées aux achats en biens et services des

¹⁰ - Reid Geoff-Bradford « Endogenous elections, electoral budget cycles and Canadian provincial governments ». *Public Choice*, 1998, vol. 97, p.35-48.

administrations provinciales, et les dépenses qui sont liées à l'investissement des administrations publiques.

Cependant, le clivage politique au niveau de l'intensité et les modalités d'intervention de l'État dans les différentes sphères de la société peut être constaté même pendant les années dans lesquelles les partis politiques sont susceptibles d'avoir des comportements similaires. C'est-à-dire, malgré le fait que les partis politiques ont souvent tendance à accentuer l'intervention de l'État et à augmenter les dépenses publiques lors des rendez-vous électoraux, mais il en demeure néanmoins que leurs choix en termes de dépenses publiques peuvent être différents quant aux domaines qui sont choisis et les modes d'intervention qui sont adoptés pour attirer les électeurs.

André Blais confirme cette thèse dans l'étude qui a mené sur les dépenses publiques des provinces canadiennes.¹¹ Sur la période qui s'étend de 1951 à 1984, l'auteur constate qu'à l'échelle de toutes les provinces canadiennes, les gouvernements de gauche comme ceux de la droite adoptent tous les deux des comportements clientélistes afin de satisfaire leur clientèle et remporter les élections. Ce comportement clientéliste s'observe dans la favorisation des programmes de dépenses dans les secteurs les plus visibles qui touchent directement à la vie quotidienne des citoyens. Il s'accroît souvent durant les années préélectorales et électorales, en mettant l'accent par les gouvernements sur les services publics qui sont utilisés par le grand nombre de citoyens. Selon l'auteur l'importance de ce cycle électoral peut être observée dans certains domaines d'interventions plutôt que d'autres, et peut varier selon l'idéologie politique du gouvernement.¹²

¹¹- André Blais, « Les élections affectent-elles les politiques gouvernementales? Le cas des dépenses publiques ». *Revue de Science politique*, vol. 53, 2003, p. 929-940.

¹² -*Ibid*, p. 937.

Geneviève Tellier,¹³ dans son étude sur les facteurs qui peuvent influencer la croissance des dépenses publiques des provinces canadiennes, confirme également que les partis politiques peuvent adopter des modes d'intervention différents pendant les années électorales. Sur la période qui s'étend de 1981 à 2000, l'auteur constate que l'idéologie politique du gouvernement et le cycle électoral influencent la répartition et la croissance des dépenses publiques presque au niveau de toutes les provinces canadiennes. Les gouvernements de gauche comme ceux de la droite ont enregistré des périodes à la hausse et des périodes à la baisse en ce qui a trait à leurs politiques de dépenses publiques. Toutefois, certaines catégories de dépenses sont plus susceptibles de fluctuer à l'arrivée des gouvernements de gauche, tandis que d'autres fluctuent davantage à l'arrivée des gouvernements de droite.

Il convient de souligner que la fluctuation des dépenses publiques peut résulter d'autres facteurs qui n'ont pas de lien direct avec l'idéologie politique du gouvernement. Ces facteurs peuvent influencer les choix budgétaires des gouvernements, et expliquer la différence qui peut être observée entre les partis politiques au niveau de leur mode d'action. Devant un contexte de contrainte budgétaire qui serait causé par une récession économique, les gouvernements se trouvent contraints d'abandonner certaines de leurs politiques de dépenses, même pendant les rendez-vous électoraux, qui sont des moments cruciaux pour leur survie. Ce que démontrent Kneebone et McKenzie dans leur étude sur les dépenses annuelles des provinces canadiennes exprimées en pourcentage du PIB¹⁴. Suite aux résultats obtenus, il s'avère que ce sont plutôt les gouvernements de droite, qui ont enregistré des profils dépensiers à la hausse lors des années électorales. Les gouvernements de gauche quant à eux n'ont pas adopté de comportements

¹³ - Geneviève Tellier. *Les dépenses des gouvernements provinciaux canadiens: l'influence des partis politiques des élections et de l'opinion publique*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 252.

¹⁴ - Ronald D Kneebone, Kenneth J McKenzie, « Electoral and partisan cycles in fiscal Policy: an examination of Canadian provinces ». *International tax and public finance*, vol. 8, 2001, p.753-774.

électorales, pendant les années électorales. Ils ont même enregistré des profils dépensiers à la baisse dans plusieurs secteurs, comme le secteur de la santé, de l'éducation, le développement de l'industrie et les services de la protection de la personne et la propriété.

Dans le contexte du gouvernement minoritaire ou de coalition, le parti politique au pouvoir peut être aussi contraint d'adopter des modes d'intervention qui ne relèvent pas nécessairement de son orientation politique. C'est ce que William M Chandler démontre dans son étude menée sur les dépenses des provinces canadiennes pour la période qui s'entend de 1945 à 1972.¹⁵ En se basant sur les dépenses publiques mesurées par habitant, l'auteur a mesuré en premier lieu la différence entre la taille moyenne des budgets présentés par les gouvernements au cours de leur mandat et celle des gouvernements précédents. En second lieu, il a calculé la différence entre les profils dépensiers des gouvernements en ce qui concerne les dépenses totales et les dépenses de certaines catégories de dépenses dont la santé et les services sociaux, l'éducation, les transports, les communications et les ressources naturelles. Il se trouve que les gouvernements de droite dépensent davantage quand ils sont minoritaires et face à une opposition officielle formée par un parti politique de gauche. Ce phénomène qui se produit dans un tel contexte s'explique selon l'auteur, par l'effet de la contagion politique. C'est-à-dire le fait d'avoir un gouvernement minoritaire et une opposition officielle qui est de gauche, cela peut inciter le gouvernement en place à dépenser davantage, même s'il est de droite et que cela ne relève pas de son idéologie politique. Cela se confirme par la hausse enregistrée par les gouvernements de droite au niveau des dépenses totales et les dépenses qui sont liées à la santé et aux services sociaux.

¹⁵ - William M Chandler, « Canadian socialism and policy impact: contagion from the left? », *Canadian Journal of Political Science*, Vol. 10, N 4, décembre 1977, p. 755-780.

Luc Godbout et al,¹⁶ dans leur étude menée sur les finances publiques du Québec, soulèvent le problème du changement démographique de la population et son influence sur les dépenses publiques du gouvernement de Québec. Les auteurs soutiennent que l'augmentation qui s'est produite ces dernières années dans les dépenses qui sont liées au domaine de la santé et les services sociaux est due au vieillissement de la population. Dans un scénario démographique qui peut se produire d'ici 25 ans, les auteurs prétendent que le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus va doubler et celui des adultes et des enfants va diminuer. Ce qui va impliquer une forte augmentation dans les dépenses qui sont liées à la santé et aux services sociaux. Face à ce problème de vieillissement de la population, les gouvernements auront à choisir entre les alternatives et les solutions possibles que les auteurs décrivent en détail dans leur étude. La différence entre les gouvernements se manifestera au niveau de leur mode d'intervention et leur choix quant aux solutions qui seront adoptées.

La distinction entre les partis politiques quant à leur mode d'action et à l'intensité de leur intervention peut se remarquer également au niveau de la répartition interne des sommes qui sont allouées à un domaine donné. En d'autres termes, même si les partis politiques peuvent enregistrer des profils dépensiers similaires au niveau de certaines catégories de dépenses, mais leurs choix peut être différent quant au redéploiement interne des sommes allouées à ces domaines. De sorte que chaque parti aurait tendance à mettre l'accent ou à déployer davantage de ressources dans les secteurs qui répondent le mieux à son orientation politique. Cécile Vigour,¹⁷ illustre la question dans son étude menée sur les dépenses publiques dans le domaine de la justice en France. L'auteur soutient qu'il existe une différence entre les gouvernements dans leur mode de répartition interne des dépenses qui sont allouées

¹⁶ - Luc Godbout, et al. *Oser choisir maintenant : Des pistes de solution pour protéger les services publics et assurer l'équité entre les générations*. Presses de l'Université Laval, 2007, p. 140.

¹⁷- Cécile Vigour, « Choix politique et inertie des dépenses publiques : l'augmentation et les efforts de maîtrise du budget de la justice 1980-2010. », dans *gouverner par les finances publiques*, sous la dir, Philippe B et Alexandre S, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2011, p. 451-489.

au domaine de la justice. Sur la période qui s'étend de 1980 à 2010, l'auteur constate que les gouvernements de droite dépensent autant que ceux de la gauche dans le domaine de la justice, mais leur répartition interne des crédits qui sont destinés à la justice est différente.

Autrement dit, le redéploiement de certaines dépenses dans le domaine de la justice se fait selon la stratégie et l'idéologie politique du gouvernement en place. D'où le programme de l'aide juridique qui a été mis en avant sous un gouvernement de gauche, et qui a fait l'objet d'une augmentation au niveau de ses missions et de ses dépenses d'environ 160% entre 1991 et 2010. Ainsi que les politiques pénales des gouvernements de droite qui tendent vers l'alourdissement des peines et qui ont engendré une augmentation du budget de l'administration pénitentiaire. Chaque gouvernement donc met l'accent sur le secteur qui répond le mieux à son idéologie politique. Les gouvernements de gauche peuvent avoir tendance à valoriser les politiques de l'accès au droit et à la justice en élargissant le ratio des bénéficiaires de l'aide juridique. En revanche, les gouvernements de droite peuvent avoir tendance à valoriser les politiques pénales en alourdissant les peines et en renforçant l'administration pénitentiaire.

D'ailleurs, l'auteur dans ce contexte écrit :

« Le budget de la justice, comme celui de l'intérieur, demeure fortement symbolique : il constitue un marqueur idéologique pour la droite et la gauche. Les clivages politiques sont particulièrement visibles dans les stratégies d'affichage et de légitimation politique ou l'on retrouve les éléments habituels (presque caricaturaux) d'identification politique propre à ce secteur : l'accent mis par la droite sur la répression plutôt que sur la prévention ; la mise en œuvre de politiques plus sociales et favorables à la défense des droits des prévenus par la gauche ». ¹⁸

¹⁸- Ibid. p. 458.

Compte tenu de ce qui vient d'être mentionné plus haut, nous supposons donc qu'il y aurait une distinction significative entre les partis politiques qui ont gouverné le Québec depuis la Révolution tranquille dans la manière et l'intensité d'utiliser les ressources de l'État à des fins du progrès et de développement de la société. Autrement dit, nous supposons qu'il y aurait une différence notable entre les politiques de dépenses publiques qui ont été menées par les libéraux et celles qui ont été menées par les péquistes. Dans cette perspective, s'il y a une distinction notable entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant à leur mode d'intervention et leur choix en matière de politiques de dépenses publiques, celle-ci devrait être remarquée d'une part au niveau du volume général des dépenses publiques, au niveau des catégories de dépenses et finalement au niveau des dépenses sectorielles. À cet égard, les profils dépensiers enregistrés par les libéraux devraient être différents par rapport à ceux qui sont enregistrés par les péquistes et l'écart entre leur moyenne annuelle de dépense et la moyenne générale devrait dépasser le 3%.

D'autres parts, la différence devrait être remarquée également au niveau de l'évolution de ces dépenses publiques pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. À cet égard, le rythme de croissance des dépenses publiques devrait varier pendant les périodes des gouvernements libéraux comparativement aux périodes des gouvernements péquistes.

1.2 Cadre théorique

1.2.1 Les différentes conceptions de l'intervention de l'État

Dans le cadre de cette démarche, nous avons abordé les concepts qui ont participé à l'évolution des différentes perceptions qui touchent à la vie politique, économique et sociale des pays occidentaux. Ces concepts proposent des visions du monde

différentes qui ne peuvent être exposées ici en détail. Nous nous contenterons donc de présenter uniquement les perceptions qui portent sur l'aspect de l'État, son rôle et son rapport à la société. La conception du rôle de l'État et de son rapport à la société a évolué au fil du temps et elle a été influencée par les différents courants philosophiques et économiques qui ont marqué l'histoire des sociétés modernes. De nos jours, cette conception semble être partagée entre un interventionnisme social qui prône l'intervention de l'État, un libéralisme économique qui réclame la réduction de la taille de l'État et favorise les forces du marché et finalement une social-démocratie qui tente de concilier l'intervention de l'État et l'économie de marché.

1.2.2.1 L'interventionnisme

Le concept de l'interventionnisme fait référence au rôle important accordé à l'État, à son intervention dans l'économie et dans la société afin de promouvoir le bien-être social des citoyens. Sur le plan social, l'interventionnisme préconise une forte intervention de l'État pour protéger les citoyens des différents risques sociaux qui sont liés à la pauvreté, à la maladie, au chômage et à la vieillesse. Il s'incarne dans les différentes formes modernes de protections et les politiques sociales qui ont été mises en place par les États-providence après la Seconde Guerre mondiale. L'interventionnisme repose donc sur le principe de solidarité et de la justice sociale et prône la providence étatique pour soutenir les plus diminués et réduire les inégalités sociales. Il est souvent associé aux différentes formes d'intervention de l'État-providence, de l'État social et de *Welfare State*. D'ailleurs, François-Xavier Merrien dans cette perspective définit l'État providence comme étant « celui qui intervient pour assurer la prise en charge collective des fonctions de solidarité ».¹⁹

¹⁹ - Merrien François-Xavier, « L'État-providence dans perspective historique et conceptuelle », *L'État-providence « Que sais-je? »*. Paris, Presses Universitaires de France, 2007, op. cit. p 11.

À l'égard de l'économie, l'interventionnisme préconise la régulation de l'activité économique et l'intervention de l'État sur le marché. Dans ce contexte, Michael Foessel définit l'intervention de l'État comme étant « celle qui consiste à agir sur le marché, et dans le but de satisfaire des besoins sociaux ou des exigences en matière de justice ».²⁰ Sur le plan économique, l'interventionnisme préconise également le rôle important de l'État dans la stimulation de l'activité économique en particulier pendant les périodes de récessions et de crises économiques. Par ailleurs, il convient de souligner que le concept de l'interventionnisme a été influencé par les idées et les perceptions socialistes, libérales et sociales-démocrates.

1.2.2.2 Le libéralisme

Hugues Puel écrit que le mot libéralisme a été utilisé pour la première fois en 1818, par Maine de Brain, qui le définit comme une « *doctrine favorable au développement des libertés* ».²¹ Alain Policar quant à lui définit le concept libéral en écrivant : « *libéral, a le plus souvent désigné celui qui décèle une égale dignité humaine (decency) chez tous les hommes, veut l'établir, la renforcer et refuse par conséquent la perpétuation de l'oppression et de la misère* ».²² Il convient de souligner que le concept du libéralisme se caractérise par le fait qu'il agrège un ensemble de conceptions qui ont des significations flottantes et qui ont connu des usages différents à travers l'histoire. C'est pour cela qu'il devrait être donc abordé avec plus de nuance notamment quand il s'agit des perceptions libérales qui portent sur l'intervention de l'État et son rapport à la société. D'ailleurs, Catherine Audard, écrit dans ce contexte pour dire que « le libéralisme repose sur un ensemble de valeurs relativement stables,

²⁰ - Foessel Michael, « L'intervention de l'État : éclairages métaphysiques ». *Esprit*, n 12, décembre 2010, p. 175.

²¹ - Puel Hugues, « Le néolibéralisme, modèle économique dominant ». *Revue d'éthique et de théologie morale*, n 233, janvier 2015, p 31.

²² - Policar Alain. *Le libéralisme politique et son avenir*. CNRS Éditions, Paris, 2012, p.19.

mais qui ont été conceptualisées différemment à travers l'histoire selon les choix politiques et surtout selon les circonstances changeantes ».²³

Sur le plan philosophique et politique, le libéralisme classique repose sur le principe de la souveraineté individuelle. De John Locke, David Hume à John Stuart Mill et de John Dewey à John Rawls, le libéralisme prône la liberté individuelle et la considère comme une force sociale structurante.²⁴ Cette liberté est conçue comme un espace privé qui ne devrait pas être franchi et qui relève du droit naturel à la propriété privée. De ce point de vue, le libéralisme classique s'oppose donc à toute forme de soumission au pouvoir absolu de l'Église, du prince et de l'État. Les hommes devraient être conduits par leur liberté et non par le pouvoir politique. Cependant, malgré cette opposition à l'autorité absolue, la conception libérale classique reconnaît quand même la nécessité d'une intervention étatique qui serait limitée et encadrée par le droit et la constitution. Cela dit, que l'intervention de l'État doit être exercée dans un cadre constitutionnel et dans le but de faire régner la loi et établir un État de droit.²⁵ Dans ces perspectives, les libéraux classiques limitent le rôle de l'État à des fonctions régaliennes et ils lui refusent la fonction de la protection sociale et celle de la redistribution de richesses.²⁶

Sur le plan économique, le libéralisme classique repose sur le principe de « laisser-faire » et de l'initiative privée réclamée par Adam Smith. Il repose également sur le principe de l'intérêt individuel, la logique du profit, la liberté des échanges commerciaux et les forces du marché. L'intervention de l'État doit donc se limiter aux fonctions traditionnelles, et ne devrait pas entraver à l'initiative privée dans son processus de création de richesse, sauf si cela est nécessaire. Il s'oppose donc à l'idée

²³ - Audard Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*. Collection folio essais, Éditions Gallimard, 2009, p.727.

²⁴ - *Ibid.*, p. 729.

²⁵ - *Ibid.*, p. 183.

²⁶ - Machefert Thierry, « Les racines philosophiques de l'interventionnisme étatique ». Dans, *L'État interventionniste : le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Sous dir, de Fabien Bottini, Éditions L'Harmattan, 2012, p43.

qui consiste à faire de l'État un outil de redistribution de la richesse dans la société par le moyen de l'impôt. Ce dernier vu comme étant un prélèvement sur le capital et un mal nécessaire qui devrait être utilisé seulement pour produire les biens et services publics vitaux.

Il convient de rappeler que la conception libérale classique de l'État et de son rapport à la société a été réinventée par le nouveau libéralisme, au début du XX^e siècle.²⁷ D'ailleurs, le nouveau libéralisme propose un nouveau rapport fondé sur l'idée que la liberté individuelle ne peut s'épanouir que dans la présence des conditions sociales et économiques nécessaires au développement de son potentiel.²⁸ Cette nouvelle conception libérale se fonde également sur l'idée qu'il faut accorder à l'État de nouveaux moyens qui vont lui permettre de faire face aux conséquences engendrées par la crise de 1929 et les excès du capitalisme. Les champs d'action de l'État vont donc s'étendre au sein de ce nouveau libéralisme aux domaines qui étaient auparavant réservés à la famille et à l'Église. Contrairement donc au libéralisme classique qui refuse l'intervention de l'État dans la sphère privée, le nouveau libéralisme accepte que l'État intervienne pour contrer le chômage, pour s'occuper de la santé publique et de l'éducation et encadrer les relations du travail, etc. La nouvelle conception libérale du rôle de l'État s'appuie d'une part, sur les nouvelles perceptions économiques keynésiennes qui incitent à relancer l'économie par la demande effective, et à lutter contre le chômage et la sous-consommation. D'autres parts, sur les perceptions interventionnistes qui s'inspirent des travaux de William H Beveridge qui préconise l'intervention de l'État afin de créer un système de protection sociale. Ces perceptions ont considérablement contribué à l'émergence de l'État providence et du Welfare State.

²⁷ - Audard Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*. Collection folio essais, Éditions Gallimard, 2009, op, cit, p. 290

²⁸ - *Ibid*, p. 291.

1.2.2.3 Le Néolibéralisme

Le concept néolibéral est souvent abordé comme étant le courant qui ne s'accorde pas avec l'intervention de l'État dans l'économie et qui prône davantage les forces du marché. Il est associé souvent aux politiques de dérèglementations et de privatisations qui ont été menées par les pays occidentaux à partir des années 1970. Certains le considèrent comme une doctrine qui cherche à rediriger l'intervention de l'État en mettant ce dernier au service du marché et en fixant les règles du bon gouvernement.²⁹ D'ailleurs, Michel Foucault le définit comme étant « un art de gouverner à la rationalité des gouvernés eux-mêmes ».³⁰ Tout comme le libéralisme, le néolibéralisme agrège des courants qui présentent des perceptions différentes quant à l'intervention de l'État et à son rapport à la société. Selon Catherine Audard, le concept du néolibéralisme regroupe trois courants différents. Le néolibéralisme, qui s'inspire des travaux de Friedrich Hayek et Ludwig Von Mises, l'ultralibéralisme qui s'inspire des travaux de Milton Friedman et l'école de Chicago et les libertariens qui s'inspirent des travaux de Robert Nozick et Murray Rothbard.³¹

Contrairement à Nozick qui est en faveur d'un État minimal et qui s'oppose à toute forme d'intervention de l'État pour la justice sociale, Hayek réserve un rôle pour l'État qui consiste à intervenir pour maintenir l'ordre (la juste conduite) et pour établir l'État de droit. Il accepte également le fait que l'État intervienne pour fournir les biens et services qui ne peuvent être produits par le marché. Cependant, cette intervention ne devrait pas être au détriment des forces du marché et de l'initiative privée. Il s'oppose donc à l'intervention de l'État dans l'économie et à son

²⁹ - Denord François, « Les rénovateurs du libéralisme ». Dans, *L'État démantelé*, Paris, la découverte, « Cahiers libres », 2010, p. 32.

³⁰ - Foucault Michel. *Naissance de la Biopolitique : cours au collaeege de France (1978-1979)*. Paris, Gallimard-Seuil, 2004, p. 316.

³¹ - Audard Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*. Collection folio essais, Éditions Gallimard, 2009, op, cit, p. 339.

intervention pour redistribuer les richesses dans la société³². De ce point de vue, l'État doit s'abstenir de toute forme d'intervention qui serait dans le but de réduire les inégalités sociales. Ces perceptions s'accordent avec la perception de l'ultralibéralisme qui réclame la réduction de la taille de l'État et de son implication dans la vie économique et sociale. Dans ce contexte, Serge Audier définit l'ultralibéralisme comme « une doctrine qui promeut la réduction drastique de l'État dans la vie économique et sociale, au bénéfice du secteur privé et des forces du marché, le tout sur fond d'une conception viscéralement individualiste ».³³ Il convient donc de souligner que la perception néolibérale, même si elle est variée, mais elle se caractérise par le fait qu'elle prône les forces du marché et tente de réduire considérablement l'intervention de l'État non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine social.

1.2.2.4 La social-démocratie

Le concept social-démocratie puise ses origines dans les lois sociales qui ont été adoptées en Allemagne au XIX siècle (sous la gouverne de Bismarck), et dans les différentes perceptions socialistes qui ont influencé considérablement le mouvement ouvrier et certains partis politiques. Tout comme les autres concepts abordés plus haut, le concept social-démocratie a connu des usages différents à travers son évolution. Jacques Brasseul, soutient que la social-démocratie au XIX siècle, était associé aux idées marxistes et révolutionnaires qui refusaient toute sorte de compromis, tandis que de nos jours, elle s'associe davantage à un socialisme réformiste qui cherche à concilier entre l'économie de marché et la puissance

³² - Jean-Rodrigue-Elisée Eyene Mba. *L'État et le marché dans les théories politiques de Hayek et de Hegel : convergences et contradictions*. Éditions L'Harmattan, 20017, p. 157.

³³ - Serge Audier, « Les Paradigmes du Néolibéralisme », *Cahiers Philosophiques*, n 133, février 2103, p, 21.

publique.³⁴ De ce point de vue, la social-démocratie comme doctrine cherche donc à favoriser l'intervention de l'État pour corriger les inégalités sociales sans pour autant remettre en question l'économie de marché. C'est-à-dire une forme de compromis qui se manifeste d'une part, dans les pratiques qui tentent de concilier entre le capital et le travail, dont les corporations nationales, la protection des salariés par les différents programmes d'assurance et de protection sociale. D'autres parts, à travers les programmes sociaux universels et les différentes formes de redistribution sociale.

Cependant, le concept social-démocratie est souvent abordé par les auteurs en se référant aux modèles sociaux-démocrates des pays scandinaves et leur mode d'intervention et de redistribution. D'ailleurs, c'est dans cette perspective que Bo Rothstein et Sven Steinmo, écrivent « l'économie politique social-démocrate est fondée sur les idées universelles de solidarité sociale, de modernité et sur la conviction que la société peut être changée grâce à des politiques éclairées ».³⁵ La perception du compromis selon le modèle social-démocrate des pays scandinaves repose sur le principe de l'universalité d'accès aux programmes publics, sur le fait que l'État s'engage à limiter les effets négatifs de l'économie de marché et sur un modèle de redistribution fondé sur la production des services que sur la redistribution directe des revenus.³⁶

1.2.2 L'approche cognitive et son rôle dans l'analyse des politiques publiques

Afin de comprendre les différents facteurs qui peuvent influencer les décisions politiques et la formulation des différentes politiques publiques, de nombreuses

³⁴ - Brasseul Jacques, « Genèse de l'État-providence et naissance de la social-démocratie : Bismarck et Bernstein ». *Les Tribunes de la santé*, n 34, janvier 2012, p.79.

³⁵ - Rothstein Bo et Steinmo Sven. « La social-démocratie en crise? Quelle crise? » Chap, dans *Social-démocratie : le Québec comparé aux pays scandinaves*. Les Presses de l'Université de Montréal, vol 2, 2014, p. 22.

³⁶ - *Ibid*, p. 23-25

recherches empiriques ont été menées sur l'État en action et plusieurs approches théoriques ont été proposées pour étudier l'action publique. Parmi ces approches on trouve l'approche cognitive de l'action publique, qui propose un cadre analytique de l'État en action. Cette action publique s'exprime à travers les différentes décisions et les choix politiques qui visent à trouver des solutions aux différents problèmes économiques et sociaux. Elle s'exprime également à travers les différentes politiques publiques mises en place par le gouvernement, et qui mettent le point sur un ensemble d'idées, de moyens et d'instruments qui encadrent l'action et le changement de l'État.

L'approche cognitive de l'action publique accorde une place importante aux idées dans l'analyse des politiques publiques. Selon cette approche, étudier l'État en action exige de connaître le cadre cognitif et normatif qui guide les différents acteurs et dans lequel surgissent les différentes politiques publiques. Ce cadre cognitif est constitué des idées, des valeurs, des connaissances et des éléments qui composent la matrice cognitive de l'action publique. Cette matrice cognitive représente une « vision du monde » selon Thomas Kuhn, donne du sens à l'action de l'État dans un référentiel global et sectoriel selon Muller, et devrait expliquer le changement qui peut se produire au niveau du paradigme politique et les perceptions des acteurs qui participent à la formulation des politiques publiques selon Peter A. Hall.³⁷

L'importance des idées dans l'analyse des politiques publiques tient d'abord au fait qu'elles permettent de comprendre l'action et le changement qui peut se produire au niveau des modes de gestion et de résolutions des différents problèmes publics. De sorte que la perception des acteurs politiques et leur façon de concevoir le monde influencent leurs actions quant au problème qui serait mis à l'agenda et aux différentes solutions qui seront retenues. Cela explique donc le fait que ces acteurs choisissent de traiter certains problèmes plutôt que d'autres, ainsi que le fait de

³⁷ - Frève Émilie Richard, « le rôle des idées dans la formulation des politiques publiques ». Dans, *l'analyse des politiques publiques*. Sous dir, de Luc Bernier et al, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, p. 128.

maintenir ou d'abolir certaines politiques publiques plutôt que d'autres. Ce changement dans l'action publique selon Peter A Hall, se produit au niveau du paradigme politique qui regroupe les idées qui déterminent à la fois la nature du problème, sa mise en agenda, les objectifs de la politique publique et les moyens qui seront mis en place pour les réaliser³⁸. D'après Hall, le paradigme politique peut être défini comme étant:

« Un cadre d'idée et de standards qui spécifie non seulement les objectifs de la politique et le type d'instruments qui peut être utilisé pour les obtenir, mais également la nature même du problème qu'ils sont supposés affronter ».³⁹

La variable des idées permet ainsi de comprendre la dynamique entre l'action de l'État et la société. C'est au sein de cette dynamique qu'un ensemble de nouvelles idées et de nouvelles perceptions s'activent pour remplacer les anciennes perceptions et devenir le référentiel qui va guider l'action de l'État et son intervention dans les différentes sphères de la société. Ce référentiel serait composé des idées, des apprentissages et de différentes perceptions que les acteurs détiennent de leur réalité. Le concept du référentiel apporté par Bruno Jobert et Pierre Muller permet ainsi de comprendre le cadre cognitif et normatif dans lequel se construit le sens et surgissent les différentes politiques publiques. Le référentiel d'une politique publique selon Muller et Jobert est celui qui détermine la représentation qu'on a du domaine sur lequel porte la politique, de son importance et de sa hiérarchie par rapport aux autres domaines dans la société.

D'ailleurs, les auteurs écrivent dans ce contexte que : « le référentiel d'une politique est la représentation que l'on se fait du secteur concerné, ainsi que de sa place et de

³⁸ - Bergeron, H, Surel, Y, et Valluy, J. « L'advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques? » *Politix*, vol 11, n 41, 1998, p. 195-223.

³⁹ - Hall Peter, « Policy Paradigms, Social Learning and the State », *Comparative Politics*, vol 25, n (3), 1993, p. 279.

son rôle dans la société ».⁴⁰ À cet égard, pour élaborer une politique publique, il faut d'abord construire une représentation de la réalité sur laquelle on veut agir, ensuite prendre les mesures qui correspondent à cette réalité.⁴¹ Autrement dit, c'est à partir de la perception et la représentation que les acteurs se font de la réalité que se conçoivent les problèmes publics et les différentes solutions qui devraient être adoptées.

Dans cette perspective pour comprendre le changement qui se produit au niveau de l'action publique dans un secteur concerné, il faut analyser les différentes représentations, connaissances et valeurs qui constituent le référentiel qui guidait l'action publique dans ce secteur. Pierre Muller considère que le référentiel global, non seulement il détermine le cadre cognitif global de l'action publique, mais également celui des secteurs et de différents champs d'intervention de l'action publique.⁴² De sorte que le référentiel global hiérarchise les priorités et détermine la place à accorder aux différents secteurs qui sont à leur tour incarnés dans des référentiels sectoriels. Il existe donc un rapport d'influence entre le référentiel global et le référentiel sectoriel qui correspond aux représentations propres à chaque secteur. D'ailleurs, Muller soutient que le changement se produit au sein de cette dynamique entre le référentiel global et le référentiel sectoriel et avec la participation des médiateurs qui jouent un rôle important dans l'adoption de la nouvelle vision du monde et dans la production du sens.⁴³

⁴⁰ - Bruno Jobert et Pierre Muller. *L'État en action : Politiques publiques et corporatismes*. Paris, Presses Universitaires de France, p. 63.

⁴¹ - Bruno Jobert, « Une approche dialectique des politiques publiques. L'héritage de l'État en action ». *Pole Sud*, (n° 21), 2/2004, p. 43-54.

⁴² - Pierre Muller, « Expliquer le changement : l'analyse cognitive des politiques publiques », dans, *Les politiques publiques*. Paris, Presses Universitaires de France, 11^{ed}, « Que sais-je? », Paris, p. 56.

⁴³ - Ibid, p. 65.

1.2.3 Le changement cognitif et les mutations dans l'action publique

La façon de concevoir l'action de l'État et son rôle dans la société a considérablement évolué au cours, du XIX^e et du XX^e siècle. D'ailleurs, le modèle de l'État-providence tel que nous le connaissons témoigne de ces différentes mutations qui se sont produites au fil du temps dans l'action publique. Ces mutations se perçoivent dans les nouvelles missions que l'État s'est fixées, la multitude de ses champs d'intervention et la pluralité des instruments qui sont utilisés dans son action. Contrairement donc au modèle de l'État gendarme dans lequel le rôle de l'État se limite à collecter les impôts et à maintenir l'ordre et la sécurité des personnes et du territoire, le modèle de l'État-providence accorde un rôle important et essentiel à l'intervention de l'État dans les différentes sphères de la société.

Cependant, ce passage de l'État gendarme à l'État providence moderne témoigne du changement qui s'est produit au niveau du paradigme et du référentiel global qui encadrerait l'action publique. Ce référentiel global que Bruno Jobert et Pierre Muller considèrent comme étant :

« Une image sociale de toute la société, c'est-à-dire une représentation globale autour de laquelle vont s'ordonner, se hiérarchiser les différentes représentations sectorielles ». ⁴⁴

De ce point de vue, le passage de l'État gendarme à l'État-providence reflète le changement qui s'est produit au niveau des représentations, des idées et des images qui influencent considérablement les interprétations que les acteurs se font de leur réalité. L'ancien référentiel donc qui était fondé sur l'idée que l'intervention de l'État doit se limiter aux fonctions régaliennes se fait remplacer par un nouveau référentiel providentiel, qui accorde à l'État un rôle essentiel dans le développement économique et social de la société. La nouvelle représentation globale du rôle de l'État, de ses

⁴⁴- Bruno Jobert et Pierre Muller. *L'État en action : Politiques publiques et corporatismes*. Paris, Presses Universitaires de France, op, cit, p. 65.

champs d'intervention et de son rapport à la société va constituer donc le nouveau référentiel global de l'action publique. Cette nouvelle conception du rôle de l'État repose sur des représentations providentielles qui prônent l'intervention de l'État et préconisent son implication pour protéger les citoyens des risques et prendre en charge les différents problèmes sociaux.

L'émergence du modèle de l'État-providence remonte aux années 1930, et la période qui a succédé la Seconde Guerre mondiale.⁴⁵ Les conséquences de la crise économique de 1929, et celles engendrées par la Seconde Guerre mondiale ont contribué considérablement à l'adoption de nouvelles perceptions économiques et sociales qui s'accordent avec le nouveau référentiel global de l'action des États-providences. D'ailleurs, cela explique en partie l'intervention accrue de l'État dans les différentes sphères de la société, et les différentes politiques économiques et sociales qui ont été adoptées par la plupart des pays occidentaux lors de la période qui a succédé la Seconde Guerre mondiale. Le changement qui s'est produit au niveau du référentiel global de l'action publique constitue donc une rupture avec les représentations antérieures du rôle de l'État et des paradigmes antérieurs de la protection sociale.

Dans cette perspective, sur le plan social, la nouvelle conception du rôle de l'État repose sur l'idée que l'État doit intervenir pour prendre en charge les différents problèmes sociaux et protéger les citoyens des différents risques notamment ceux qui découlent des maladies et de la perte d'emploi.⁴⁶ Ces problèmes qui étaient auparavant perçus comme étant des problèmes personnels, qui ne devraient pas être pris en charge par l'État au nom de la responsabilité individuelle, sont perçus dans le

⁴⁵ - Amine Samir et Pedro Lages Dos Santos, « l'évolution de la conception du rôle de l'État », dans, *L'État interventionniste : le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Dir, Fabien Bottini, Éditions L'Harmattan, 2012, op, cit, p.62-63.

⁴⁶ - Réjean Landry et Vincent Lemieux, « Les politiques sociales : dilemmes des interventions de l'État-providence », Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi, septembre 2004, p. 7.

nouveau référentiel comme des problèmes de société qui nécessitent l'intervention de l'État.

Toutefois, les anciennes formes de solidarité sociale qui se résumaient à l'entraide familiale et aux travaux charitables des communautés religieuses se font remplacer par de nouvelles formes de solidarité basées, sur des régimes étatiques universels de protection et d'assurances sociales (maladie, vieillesse, chômage). Ces nouvelles formes de protections sociales s'inspirent du modèle bismarckien d'assurances sociales ouvrières qui a été instauré en Allemagne depuis 1883.⁴⁷ Toutefois, l'importance accordée par l'État à l'emploi, à la santé et à l'éducation lors de la période d'après-guerre s'explique par l'impact des différentes idées et perceptions interventionnistes qui s'inspirent des travaux de William H Beveridge, qui préconise dans son rapport « *Social Insurance and Allied Services* » publié en 1942, l'intervention de l'État afin de créer un système de protection sociale, d'offrir des services de santé et de garantir aux citoyens les services de base qui les mettent à l'abri du besoin.⁴⁸ Cependant, même les perceptions sociales-démocrates, qui défendaient les valeurs sociales et qui prônaient la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales ont joué un rôle dans le renforcement du rôle de l'État et de son implication dans les différentes sphères de la société.⁴⁹ D'ailleurs, les changements qui se sont produits dans la société québécoise dans le contexte de la Révolution tranquille s'inscrivent dans cette mutation qui s'est produite au niveau du référentiel global de l'action publique. Cette mutation se manifeste clairement dans les différentes réformes institutionnelles, économiques et sociales que la société québécoise a connues à partir

⁴⁷- Merrien François-Xavier, « L'édification des États-providences », dans, *L'État-providence*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je? », 2007, p 37.

⁴⁸ - Ibid, p 47.

⁴⁹- Alexandre Macleod, « La social-démocratie a-t-elle un avenir ? », dans *la social-démocratie en cette fin de siècle*, sous la dir, de Jean-Pierre Beau et Jean-Guy Prévost, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 224.

des années 1960.⁵⁰ C'est dans le cadre de la Révolution tranquille que l'État québécois s'est doté d'un nouveau système d'éducation et de santé et de nouvelles structures politiques, économiques et sociales qui permettent de répondre à la demande des citoyens et prendre en charge les différents problèmes sociaux.⁵¹

Cependant, sur le plan économique, le changement dans le référentiel qui guide l'action de l'État dans son intervention dans l'économie se manifeste au niveau des politiques économiques interventionnistes qui ont été menées par la plupart des pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale. Les perceptions et les idées présentées par l'économiste John Maynard Keynes vont constituer le nouveau référentiel qui guidera l'intervention de l'État dans la sphère économique pendant trois décennies.⁵² Ces perceptions reposent sur l'idée que l'État doit intervenir pour faire face aux problèmes de la surproduction et de chômage. Contrairement donc à l'ancien modèle classique basé sur l'offre, Keynes propose un nouveau modèle qui est contré sur la demande effective. Autrement dit, Keynes prétend qu'il faut accroître la demande effective plutôt que de tenter de contrôler l'offre et de baisser les taux de salaires lors des périodes de récession économique. Dans un contexte de récession et lorsque la demande ne suit pas la tendance de l'offre, l'État doit intervenir pour renverser la tendance par le biais d'une politique de relance économique qui vise à stimuler la demande. À cet égard, pour accroître la demande effective l'État doit investir dans les grands projets d'infrastructures, baisser les taux d'intérêt et maintenir le pouvoir d'achat des citoyens.⁵³

⁵⁰ - Robert Comeau, « La Révolution tranquille, une invention? ». *La Révolution tranquille*, n 40, 1960, p. 52-56.

⁵¹ - Éric Montpetit et Christian Rouillard « la Révolution tranquille et le réformisme institutionnel. Pour un dépassement des discours réactionnaires sur l'étatisme québécois » *Globe : revue internationale d'étude québécoise*, vol. n 01, 2001, p. 119-139.

⁵² - Alain Euzéby, et Marie-Luise Herschtel. *Finances publiques : une approche économique*. Paris, Dunod, Économie module, 1990, p. 251.

⁵³ - Amine Samir et Pedro Lages Dos Santos, « l'évolution de la conception du rôle de l'État », dans, *L'État interventionniste : le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Dir, Fabien Bottini, Editions L'Harmattan, 2012, op, cit p.71.

Cependant, ce consensus keynésien sur la gestion des finances publiques et l'intervention de l'État dans la sphère économique a été remis en cause à partir des années 1980. Les déficits budgétaires qui se sont accumulés pendant des années et la dette publique de certains pays occidentaux qui est devenue insoutenable ont contribué fortement à la remise en question de l'action publique quant à ses politiques interventionnistes et ses modes de gestion des finances publiques. Le modèle keynésien semble être dépassé par le temps selon certains auteurs et incapable de répondre aux nouveaux défis imposés par l'économie de marché. Une économie de plus en plus mondialisée et dominée par les marchés financiers spéculatifs, axée sur la qualité, l'innovation et les nouvelles technologies de l'information et de la communication. C'est dans ce contexte de déficits publics, et de nouvelles contraintes imposées par l'économie, que de nouvelles perceptions économiques ont émergé pour remettre en question l'intervention de l'État dans la sphère économique selon le modèle keynésien. Ces perceptions se manifestent dans la conception néolibérale qui considère que les politiques interventionnistes de l'État engendrent de l'inflation plutôt que de la croissance économique, et ne font qu'agrandir l'appareil bureaucratique de l'État et creuser ses déficits publics.

La conception néolibérale, qui a remis en cause le modèle keynésien, s'inspire des travaux de l'économiste Milton Friedman qui estime que la masse monétaire et la disponibilité de la monnaie dans les marchés financiers sont les vrais indicateurs de l'état économique d'un pays. Il prétend ainsi que la quantité de la monnaie en circulation dans les marchés a une incidence majeure sur les prix et peut engendrer de l'inflation.⁵⁴ De sorte que les politiques interventionnistes menées par l'État afin de relancer l'économie, en réalité ne font qu'augmenter la quantité de la monnaie dans les marchés et provoquer de l'inflation. Toutefois, l'augmentation des prix peut avoir des conséquences sur les taux de consommations et provoquer le chômage. Le rôle de

⁵⁴ - Robert J Collins et Daniel Salée, « Les politiques économiques. », dans *Les politiques publiques canadiennes*, sous la dir, de Manon Tremblay, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, p. 55.

l'État selon l'approche monétariste consiste donc à lutter contre ce phénomène de l'inflation au lieu de la provoquer. À cet égard, l'État devrait réduire ses interventions inflationnistes, et prendre les mesures fiscales nécessaires afin d'éviter que l'inflation se produise. Dans cette perspective, contrecarrer l'inflation, rééquilibrer le budget, réduire la dette publique et libérer les forces du marché devient donc la nouvelle mission de l'État quant à son intervention dans l'économie et sa gestion des finances publiques. Elles deviennent ainsi les nouvelles représentations qui vont constituer le référentiel global qui va guider et déterminer la direction de l'action publique. Dans le cadre de ce nouveau référentiel du marché, l'État ne doit pas prendre de l'expansion et la production des biens et services non marchands ne devrait pas être au détriment de la production des biens et des services marchands.

Il faut donc réduire la taille de l'État, privatiser les entreprises publiques susceptibles de rapporter des profits et d'attirer les investissements privés, baisser les impôts des entreprises privées et éviter de taxer davantage les mieux nantis, parce que ce sont eux qui disposent d'une grande capacité d'épargne et d'investissement. Surtout, il faut plus de dérèglementation et moins d'intervention de l'État dans l'économie pour libérer les forces du marché et éviter l'inflation. Ce tournant dans l'action publique et ce changement du référentiel se sont manifestés politiquement dans les réformes menées par le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne et Reagan aux États-Unis.⁵⁵

⁵⁵ - Bourque Gilles L. *Le modèle québécois de développement : De l'émergence au renouvellement*. Québec, Les Presses de l'université du Québec, 2000, p. 69.

CHAPITRE II

MÉTHODOLOGIE

Dans le présent chapitre, nous présenterons notre méthode de recherche que nous amorcerons en premier lieu, par une brève nomenclature des outils que l'État utilise dans son intervention en mettant l'accent sur les instruments qui sont utilisés dans la gestion des finances publiques. Nous expliquerons par la suite, pourquoi nous avons choisi les dépenses publiques comme indicateur principal de l'intervention de l'État. En second lieu, nous présenterons les démarches de notre analyse en précisant les indicateurs de mesures qui ont été choisis pour éliminer le facteur de l'inflation et pour mesurer la taille des dépenses publiques. Nous présenterons par la suite les étapes de notre analyse comparative des profils dépensiers du parti libéral du Québec et du parti québécois. Il s'agit de présenter notre méthode d'analyse qui consiste à comparer entre les profils dépensiers qui ont été enregistrés par le parti libéral du Québec (PLQ) et le parti québécois (PQ) au niveau du volume général des dépenses publiques et au niveau de certaines catégories de dépenses publiques pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013.

2.1 La nomenclature des outils de l'interventionnisme

L'État contemporain joue un rôle très important dans l'organisation sociale et dans la production des conditions du vivre ensemble.⁵⁶ Ce rôle se manifeste dans sa réglementation des rapports sociaux et son organisation des différents domaines de la société, dont l'éducation, la santé, la justice et la protection sociale etc.

⁵⁶- Frédéric Lesemann, « De l'État-providence à l'État partenaire ». Dans, *L'État, la société civile et l'économie : turbulences et transformations*, dir, Guy Giroux, L'Harmattan, Les Presses de l'Université Laval, 2001, p, 13.

Cependant, l'État moderne se caractérise non seulement par son implication dans les différentes sphères de la société, mais également par la multitude de ses modes d'intervention et la pluralité des instruments qui sont utilisés dans son action. Ces instruments qui permettent de matérialiser et d'opérationnaliser l'action de l'État peuvent être selon Pierre Lascome et Patrick Le Gales, législatifs et réglementaires, économiques et fiscaux, conventionnels et incitatifs et informatifs et communicationnels.⁵⁷ Afin d'exercer ses fonctions et d'atteindre ses objectifs, l'État peut donc mobiliser les différents instruments qui sont à sa disposition. Autrement dit, dans une politique publique donnée, l'État peut utiliser à la fois des instruments législatifs, fiscaux et incitatifs. L'utilisation et la mobilisation de ces instruments par l'État dépendent en grande partie de la nature des problèmes à régler et des objectifs qui sont visés par chacune de ses politiques publiques.

Cependant, dans l'exercice de la gestion des finances publiques, l'État moderne tente d'accomplir trois fonctions majeures. Assurer le financement nécessaire à son fonctionnement et à la production des biens et services publics, soutenir l'activité économique et encourager l'initiative privée à créer plus de richesse, et redistribuer finalement ses richesses dans la société de façon la plus équitable.⁵⁸ Afin d'atteindre ces objectifs, l'État intervient en élaborant la politique économique et pour la mettre en œuvre, il utilise l'instrument de la politique monétaire et celui de la politique budgétaire. Cette dernière qui représente selon (Bernard1992, Soucy 2000, Dodge 2002), *l'ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'État et permettant d'influer sur la conjoncture économique*.⁵⁹

⁵⁷ - Pierre Lascoumes et Patrick le Gales, « introduction : L'action publique saisie par ses instruments ». Dans, *Gouverner par les instruments*, sous dir, de Lascoumes et le Gales, Paris, Presses de Sciences Po « académique », 2005, p. 12.

⁵⁸ - Alain Euzéby, et Marie-Luise Herschel. *Finances publiques : une approche économique*. Paris, Dunod, Économie module, 1990, op, cit, p. 251.

⁵⁹ - Pierre Cliché. *Gestion budgétaire et dépenses publiques: description comparée des processus, évolutions et enjeux budgétaires du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec 2009, p. 62.

De ce point de vue, la politique budgétaire de l'État englobe l'ensemble des politiques de prélèvements (impôts, taxes, cotisations..), qui constituent les recettes publiques et les différentes politiques de dépenses publiques, dont les dépenses de fonctionnement, les dépenses de transfert et les dépenses d'investissement. Dans cette perspective, l'État par le biais de la politique budgétaire prélève l'impôt sur les revenus et sur une partie des richesses qui ont été créées pour financer son fonctionnement et pour produire les biens et services publics. Toutefois, afin de répondre à la demande sociale et produire les biens et services publics l'État utilise le moyen de la politique de dépenses publiques.

2.2 Les dépenses publiques comme indicateur principal de l'interventionnisme

Parmi les instruments qui ont été mentionnés plus haut nous avons choisi les dépenses publiques, comme indicateur principal de notre démarche qui consiste à comparer entre les modes d'intervention du PLQ et le PQ. Notre choix s'explique par le fait que les dépenses publiques sont un indicateur intéressant et révélateur de la taille budgétaire de l'État et de la place que ce dernier occupe dans la société.⁶⁰ Malgré le fait que les dépenses publiques au Québec comme dans la plupart des pays occidentaux ont augmenté de façon plus rapide que les revenus ces dernières années, mais elles restent quand même un indicateur intéressant qui permet de mesurer la taille de l'État et de connaître les différents modes de son intervention. Cela tient au fait qu'elles portent un regard transversal sur l'ensemble des sommes qui ont été dépensées par les administrations publiques. Cet indicateur permet non seulement de mesurer la taille de l'État, mais également l'intensité de l'utilisation de ressources par chaque gouvernement à des fins du progrès. En analysant donc les profils dépensiers enregistrés par les partis politiques dans les différentes catégories de dépenses

⁶⁰ - Pierre P Tremblay. *L'argent de l'État : pourquoi et comment*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012.op, ci, p. 74.

publiques cela va nous permettre de comparer entre leurs modes d'intervention et leur façon d'utiliser les ressources de l'État.

Cependant, l'importance de cet indicateur s'explique par le fait que les dépenses publiques contrairement aux revenus se caractérisent par leur structure très diversifiée, ce qui permet d'établir une analyse plus détaillée sur les comportements des partis politiques au pouvoir et d'analyser leur façon de redistribuer la richesse dans la société. Les dépenses publiques sont également un indicateur intéressant qui permet de connaître l'évolution des principaux postes budgétaires de l'État et d'analyser les changements qui peuvent se produire dans les priorités gouvernementales.⁶¹ Toutefois, contrairement à la politique économique et la politique monétaire qui ont des implications indirectes, les politiques de dépenses ont souvent un impact direct sur les revenus de l'État et sur les domaines qui préoccupent la plupart des citoyens.⁶² De ce point de vue, cet indicateur permet en quelque sorte de mesurer la marge de manœuvre du gouvernement et de mettre le point sur sa capacité de répondre à la demande sociale.

2.3 Les différentes méthodes de mesure des dépenses publiques

Dans notre recherche, nous allons faire usage des trois méthodes qui sont couramment utilisées pour mesurer les dépenses publiques. La première, fait référence à la méthode qui consiste à convertir les dépenses exprimées en dollars courants à des dépenses exprimées en dollars constants. Cette méthode repose sur le principe d'utiliser un indice des prix qui permet d'éliminer le facteur de l'inflation et

⁶¹- Richard I Hoffbert et Ian Budge, « Patterns of Post-War Expenditure Priorities in Ten Democracies ». In, *Comparing Government Activity*, sous dir, Louis M Imbeau et Robert D. McKinlay, Londres, MacMillan Press, New York, St. Martin's Press, 1996, p. 26-47.

⁶² - André Bernard. *Politique et gestion des finances publiques, Québec et Canada*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, p. 107.

de connaître la valeur monétaire des biens et services publics qui ont été produits par l'État. Dans notre recherche, nous avons choisi l'indice implicite des prix des administrations publiques du gouvernement du Québec. À cet égard, Statistique Canada publie de façon régulière les différents indices des prix et avec des années de références qui sont différentes. Dans notre analyse nous avons utilisé l'indice implicite des prix des administrations publiques qui ont été mesurées selon la valeur du dollar en 2007. Notre choix s'explique par le fait que cet indice de prix permet de mesurer la taille de l'État et de mettre le point sur la place que ce dernier occupe dans la société.

La seconde méthode de mesure consiste à calculer les dépenses publiques en fonction du nombre de la population. Cette méthode repose sur le principe de calculer la taille des dépenses publiques en prenant en considération certaines réalités, dont le nombre total de la population et la structure démographique de la société. Nous tenons à souligner par ailleurs qu'à des fins de notre analyse et dans le but d'éliminer le facteur de l'inflation nous avons mesuré les dépenses par habitant à partir des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007. Entre autres, il convient de souligner également que les données démographiques qui ont été utilisées dans notre recherche sont constituées des statistiques démographiques publiées par l'institut de la statistique du Québec.

La troisième méthode de mesure que nous avons utilisée dans notre démarche est celle qui consiste à mesurer les dépenses publiques en pourcentage du PIB. Cette méthode permet de connaître la place que les administrations publiques occupent dans l'économie générale et de déterminer approximativement leur part dans le produit intérieur brut.⁶³ À cet égard, dans notre démarche nous avons mesuré la part des budgets des administrations publiques dans le produit intérieur brut du Québec. À des fins de notre analyse et dans le but d'éliminer le facteur de l'inflation, nous avons calculé le PIB du Québec qui a été mesuré selon les dépenses en dollars constants de

⁶³- Ibid, p. 25.

2007, et en utilisant l'indice implicite des prix publié par Statistique Canada. Ensuite, nous avons calculé le ratio des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007, par rapport au PIB. Nous tenons à souligner par ailleurs que nous avons calculé le ratio des dépenses des administrations publiques, le ratio des catégories de dépenses et celui des dépenses sectorielles par rapport au PIB qui a été estimé au prix du marché.

2.4 Les démarches de notre analyse comparative

Afin de tester notre hypothèse de recherche dans laquelle nous supposons qu'il pourrait y avoir une différence significative entre le PLQ et le PQ quant à leurs modes d'intervention et à leur répartition des dépenses publiques, nous allons mener une analyse comparative de leurs profils dépensiers pour la période qui s'étend de 1981 à 2013. Le choix de porter notre attention sur les dépenses publiques au niveau provincial plutôt qu'au niveau fédéral, s'explique par le fait que c'est au niveau provincial qu'on retrouve les domaines d'intervention (santé et services sociaux, éducation et justice) qui permettent de comparer les modes de répartition de dépenses des gouvernements.

Les données qui ont été compilées à des fins de notre analyse sont constituées de données des comptes publics publiés par le gouvernement du Québec, de budgets de dépense publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor et de différents documents budgétaires qui sont publiés par le Ministère des Finances du gouvernement du Québec. Notre analyse comparative des profils dépensiers qui ont été enregistrés par le PLQ et le PQ entre 1981 et 2013 sera développée en trois sections. La première section sera consacrée à examiner en premier lieu les profils dépensiers du PLQ et du PQ et à comparer leur moyenne annuelle enregistrée au niveau du volume général des dépenses publiques exprimées en dollars constants, par habitant et en pourcentage du

PIB. Il s'agit donc de calculer ce que chaque parti dépense en moyenne par année et de comparer leur moyenne avec la moyenne annuelle de dépenses publiques pour la période 1981-2013. En second lieu, nous calculerons les taux de croissance qui ont été enregistrés par le PLQ et le PQ pendant leurs périodes de gouvernes et nous comparons par la suite ces taux de croissance avec le taux de croissance annuel moyen enregistré au niveau des dépenses publiques pour la période 1981-2013. Il s'agit donc de mettre le point sur l'évolution des dépenses publiques et de savoir lequel des deux partis politiques aurait tendance à augmenter les dépenses publiques.

La seconde section consistera à examiner les modes d'intervention du PLQ et du PQ et à analyser leur mode de répartition des dépenses au niveau de certaines catégories de dépenses publiques. À cet égard, nous commencerons par comparer entre la moyenne enregistrée par le PLQ et celle enregistrée par le PQ au niveau de cinq catégories de dépenses dont la santé et les services sociaux, l'éducation, la justice, les transports et la gouvernance.⁶⁴ Ensuite, nous comparerons les taux de croissance enregistrés au niveau de ces catégories de dépenses lors de la période qui s'étende de 1981 à 2013.

Notre choix de ces cinq catégories de dépenses s'explique par leur caractère essentiel et fondamental au développement économique et social de l'État, notamment le domaine de l'éducation, de la santé et celui de la justice. D'ailleurs, ces trois catégories de dépenses représentent plus que la moitié du budget de l'État. Le domaine de la santé et les services sociaux, à lui seul représente 44,3 % du budget et celui de l'éducation représente 24,9 %, ce qui fait au total une portion de 69,2 % du budget de dépenses de l'État.⁶⁵ Toutefois, le fait que ces catégories de dépenses occupent une place très importante dans le budget général de l'État, cela rend intéressant l'analyse et la comparaison des modes de répartition adoptés par les partis

⁶⁴- Nous entendons par la gouvernance, les dépenses qui sont liées au domaine du conseil exécutif, donc à des fins d'analyse nous allons utiliser le mot gouvernance au lieu du mot conseil exécutif.

⁶⁵ - répartition des dépenses de programmes en 2007-2008, selon le budget de dépenses 2007-2008 publié par le secrétariat du conseil du trésor du gouvernement du Québec.

politiques dans ces domaines. Toutefois, l'importance de ces catégories de dépenses s'explique non seulement par la place qu'elles occupent dans le budget général de l'État, mais également par le fait que ce sont les catégories de dépenses qui suscitent l'intérêt des citoyens et qui touchent directement à leur vie quotidienne. Cependant, pour ce qui concerne le domaine du conseil exécutif et des transports, notre choix s'explique par le fait que la structure de ces deux domaines de dépenses a connu une évolution constante depuis 1981 et le domaine du conseil exécutif et celui des transports n'ont pas été réorganisés ou réintégrés au sein d'autres domaines. Il faut rappeler par ailleurs que la structure de budgets de dépenses a été modifiée à plusieurs reprises, et cela dans le cadre de l'organisation des programmes de dépenses publiques.

La troisième section de notre analyse, consiste à vérifier s'il y a une différence notable entre le PLQ et PQ dans leur redéploiement interne des dépenses publiques qui concerne un secteur donné. Pour ce faire, nous commencerons par comparer entre les profils dépensiers des partis et leur moyenne annuelle enregistrée au niveau de secteur de l'aide financière aux études et de l'aide aux justiciables. Nous mesurons par la suite les taux de croissance moyens qui sont enregistrés au niveau de ces deux secteurs et nous comparerons entre les taux de croissance enregistrés par le PLQ et ceux qui ont été enregistrés par le PQ.

Notre choix de ces secteurs de dépenses s'explique, par le fait que ces secteurs figurent depuis 1981 parmi les programmes de dépenses qui composent la structure de dépenses dans le domaine de l'éducation et celui de la justice. Autrement dit, malgré l'évolution de la structure de budget de dépenses et la réorganisation des programmes de dépenses qui sont liés au domaine de l'éducation et de la justice, l'aide financière aux études et l'aide aux justiciables n'ont pas été réorganisées ou fusionnées avec d'autres programmes de dépenses publiques et ils ont demeurés parmi les programmes qui composent la structure de dépenses dans le domaine de l'éducation et celui de la justice. Cela va nous permettre donc de faire un suivi de leur

évolution et de déterminer s'il existe une différence notable entre les partis dans la répartition interne des dépenses qui sont liées à ces deux secteurs.

CHAPITRE III

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans le présent chapitre, nous présenterons dans trois sections les résultats qui ont été tirés de notre analyse des budgets de dépenses du gouvernement du Québec pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. La première section sera amorcée par une brève présentation de l'évolution des dépenses des administrations publiques selon les différentes mesures entre 1981 et 2013. Nous présenterons par la suite les profils dépensiers enregistrés par les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007, par habitant et en pourcentage du PIB. Nous mettrons également le point sur l'évolution des dépenses des administrations publiques sous les gouvernements libéraux et sous les gouvernements péquistes.

La seconde section sera consacrée à présenter les profils dépensiers, qui ont été enregistrés par les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes, au niveau des dépenses qui sont liées à la santé et les services sociaux, l'éducation, la justice, les transports et la gouvernance, selon les différentes mesures. Nous mettrons le point par la suite sur l'évolution de ces catégories de dépenses publiques sous les gouvernements libéraux et sous les gouvernements péquistes. Dans la troisième section, nous présenterons les profils dépensiers enregistrés par les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études et au secteur de l'aide aux justiciables. Nous tenterons par la suite de mettre le point sur l'évolution des dépenses dans ces deux secteurs pendant les périodes des gouvernements libéraux et pendant les périodes des gouvernements péquistes.

3.1 L'évolution des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013

Au Québec comme dans la plupart des pays occidentaux, les dépenses des administrations publiques ont connu une forte croissance pendant les dernières décennies. La demande accrue des citoyens en biens et services publics, le vieillissement de la population et le manque à gagner qui perdure depuis des années, ce sont des factures qui semblent accentuer l'accroissement des dépenses des administrations publiques. Cependant, les résultats tirés de notre analyse indiquent d'une part que les dépenses des administrations publiques ont évolué à un rythme non soutenu pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Car les dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec ont connu des périodes de forte croissance, des périodes de baisse et des périodes de faible croissance. D'autres parts, cet accroissement dans les dépenses des administrations publiques se remarque non seulement au niveau des dépenses exprimées en dollars courants et en dollars constants, mais également au niveau des dépenses par habitant, et celles exprimées en pourcentage du PIB.

D'ailleurs, comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.1, les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars courants sont passées de 21 302 milliards de dollars en 1981 à 86 928 milliards de dollars en 2013, soit une hausse de 300 % en trente-trois ans. Or, pendant la même période, c'est-à-dire 1981-2013, les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants sont passées de 31 937 milliards de dollars à 74 234 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 130%. Comme on peut le constater, cette hausse n'est pas aussi élevée que celle qui s'est produite au niveau des dépenses exprimées en dollars constants, et cela à cause de l'inflation. Toutefois, lorsqu'on examine l'évolution des dépenses des administrations publiques au Québec entre 1981 et 2013, on s'aperçoit

que tant les dépenses exprimées en dollars courants que celles exprimées en dollars constants ont augmenté et ont baissé pendant les mêmes périodes. L'analyse des données qui figurent au même tableau 1.1 indique que la hausse dans les dépenses des administrations publiques se remarque également au niveau des dépenses par habitant, et celles exprimées en pourcentage du PIB.

D'ailleurs, pendant la même période, les dépenses des administrations publiques par habitant sont passées de 4 878 dollars en 1981 à 9 103 dollars en 2013. Ce qui représente une augmentation de 86 %. Cela dit, que le phénomène de la croissance des dépenses publiques semble se confirmer même lorsqu'on prend en considération la taille de la population. Par ailleurs, comme dans le cas des mesures précédentes, le ratio des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB est passé de 17,78% en 1981 à 22,57%, soit une augmentation de 26,92%.

Tableau 3. 1 budget annuel du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.

Année	Gouvernement	Dépenses des administrations publiques			
		En dollars courants	En dollars constants de 2007		
		En million	En million	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	21302	31937	4878	17,78
82		23352	32433	4929	18,77
83		24663	33510	5075	19,05
84		26161	34197	5157	18,56
85	PLQ	28073	36037	5406	18,95
86		29624	38028	5669	19,68
87		30954	38452	5670	19,09
88		32938	40071	5861	19,14
89		35328	42007	6066	19,98
90		38512	44318	6334	20,98
91		40863	49233	6966	23,91
92		42546	49995	7032	24,18
93		43065	51513	7198	24,41
94		43750	50872	7073	23,06
95	PQ	43770	50368	6977	22,35
96		43047	50171	6923	22,01
97		42892	48796	6708	20,81
98		43103	48814	6691	20,18
99		44866	50468	6891	19,68
00		48851	53801	7313	20,09
01		52168	57644	7794	21,17
02	PLQ	54923	59312	7970	21,17
03		58640	63054	8423	22,22
04		59980	63137	8379	21,69
05		61679	63916	8431	21,65
06		64576	65097	8530	21,80
07		68477	68477	8902	22,38
08		70717	66904	8620	21,45
09		74554	69288	8834	22,40
10		76969	71400	9004	22,61
11		80572	72522	9057	22,55
12	PQ	82994	72611	8982	22,33
13		86928	74234	9103	22,57
Total		1620837	1742617	236843	698,65
Moyenne		49116	52807	7177	21,17

3.2 Les profils dépensiers des libéraux et ceux des péquistes au niveau du volume général des dépenses publiques

L'analyse détaillée des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec, indique qu'il y a une différence entre les profils dépensiers enregistrés par les libéraux et ceux qui sont enregistrés par les péquistes. Cette différence se remarque non seulement au niveau des dépenses exprimées en dollars constants, mais également au niveau des dépenses par habitant, et celles exprimées en pourcentage du PIB. À cet égard, l'analyse comparative des profils dépensiers enregistrés par les deux formations politiques entre 1981 et 2013 indique qu'au niveau du volume général des dépenses des administrations publiques, les profils dépensiers enregistrés par les libéraux sont un peu plus élevés par rapport à ceux qui ont été enregistrés par les péquistes. Par ailleurs, les libéraux affichent également une moyenne de dépense annuelle supérieure à celle affichée par les péquistes, et cela tant au niveau des dépenses exprimées en dollars constants qu'au niveau des dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB. Ce que nous présenterons dans les paragraphes suivants et selon les différentes mesures.

3.2.1 Les dépenses exprimées en dollars courants et en dollars constants

Tant au niveau des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec exprimées en dollars courants qu'au niveau de celles exprimées en dollars constants de 2007 pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013, il apparaît que les gouvernements libéraux ont enregistré des profils dépensiers à la hausse par rapport à ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements péquistes. Comme l'indiquent les données qui figurent aux tableaux 3.1, 3.3, sur les 1620 milliards de dollars, qui correspond à l'ensemble des dépenses des administrations publiques du

gouvernement du Québec entre 1981 et 2013, les gouvernements libéraux ont dépensé 938 milliards de dollars alors que les gouvernements péquistes n'ont dépensé que 682 milliards de dollars. Cette hausse enregistrée par les gouvernements libéraux se confirme également au niveau des dépenses mesurées en dollars constants de 2007. D'ailleurs, sur les 1742 milliards de dollars qui ont été dépensés par les administrations publiques du gouvernement du Québec entre 1981 et 2013, 993 milliards de dollars ont été dépensés sous les gouvernements libéraux et 749 milliards de dollars ont été dépensés sous les gouvernements péquistes.

Toutefois, lorsqu'on compare entre ce que les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes dépensent par année en moyenne, on s'aperçoit que les libéraux affichent une moyenne supérieure non seulement à la moyenne affichée par les péquistes, mais également à la moyenne générale des dépenses des administrations publiques. Ce constat se remarque tant au niveau des dépenses exprimées en dollars courants qu'au niveau des dépenses exprimées en dollars constants. Comme l'indiquent les données qui figurent aux mêmes tableaux 3.3, comparativement à la moyenne annuelle générale des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars courants qui correspond à 49 milliards de dollars, les gouvernements libéraux affichent une moyenne annuelle supérieure, qui correspond à 52 milliards de dollars alors que les gouvernements péquistes affichent une moyenne annuelle inférieure, qui correspond à 45 milliards de dollars. Ce qui représente un écart de 6,7% pour les libéraux, et un écart de -7,3% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale.

Cependant, même lorsqu'on tient compte du changement des prix et de l'inflation, on s'aperçoit que la moyenne annuelle de dépense des gouvernements libéraux est supérieure à celle des gouvernements péquistes et à la moyenne générale des dépenses des administrations publiques. D'ailleurs, comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.7, les libéraux affichent une moyenne annuelle supérieure qui correspond à 55 milliards de dollars, et les péquistes affichent une moyenne

annuelle inférieure qui correspond à 49 milliards de dollars, et cela, par rapport à la moyenne générale des dépenses des administrations publiques qui correspond à 52 milliards de dollars par année en moyenne. Ce qui représente un écart de 4,5% par année en moyenne pour les libéraux et un écart de -5,4% par année en moyenne pour les péquistes par rapport à la moyenne générale.

Tableau 3. 2 Budget du gouvernement du Québec pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.

Gouvernement	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Dépenses des administrations publiques (dollars constants de 2007)		
		En million	Par habitant	En % PIB
PQ	1981-1984 (4)	132077	20038	74,15
PLQ	1985-1993(9)	389654	56201	190,32
PQ	1994-2002 (9)	470247	64340	190,52
PLQ	2003- 2011(9)	603794	78179	198,75
PQ	2012- 2013 (2)	146845	18084	44,90
Total	1981-2013	1742617	236843	698,65
PQ	15	749169	102463	309,57
PLQ	18	993448	134380	389,08

3.2.2 Les dépenses par habitant

L'analyse détaillée des résultats tirés de notre recherche indique que les gouvernements libéraux ont également enregistré une moyenne annuelle de dépense et des profils dépensiers à la hausse par rapport à ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements péquistes, au niveau des dépenses des administrations publiques par habitant. Comme l'indiquent les données qui figurent aux tableaux 3.1, 3.2, 3.3, les gouvernements libéraux affichent une moyenne annuelle de 7 466\$ par habitant, et

les gouvernements péquistes affichent une moyenne de 6 831\$ par habitant, alors que la moyenne générale des dépenses des administrations publiques par habitant pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013 n'est que de 7 177\$ par année. Ce qui représente un écart de 4,1% en moyenne pour les gouvernements libéraux et un écart de -4,9% en moyenne pour les gouvernements péquistes par rapport à la moyenne générale des dépenses des administrations publiques par habitant. Cela dit, que même lorsqu'on prend en considération la taille de la population dans notre comparaison entre les profils dépensiers des libéraux et ceux des péquistes on s'aperçoit qu'il y a bel et bien une différence. D'ailleurs, même l'écart qui a été enregistré par les deux partis politiques par rapport à la moyenne générale des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007 est similaire à celui qui a été enregistré par les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses des administrations publiques par habitant.

3.2.3 Les dépenses exprimées en pourcentages du PIB

Tout comme au niveau des dépenses exprimées en dollars constants et par habitant, le ratio que les profils dépensiers des gouvernements libéraux occupent en moyenne par rapport au PIB est supérieur à celui que les profils dépensiers des gouvernements péquistes occupent en moyenne par rapport au PIB. Les données qui figurent aux tableaux 3.1, 3.2, 3.3, indiquent que le ratio moyen des profils dépensiers des libéraux par rapport au PIB qui se chiffre à 21,62% par année, est supérieur non seulement au ratio moyen des profils dépensiers des péquistes par rapport au PIB qui correspond à 20,64%, mais également à celui des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB, qui correspond à 21,17%. Ce qui représente un écart de 2,07% pour les gouvernements libéraux et un écart de -2,55% pour des gouvernements péquistes comparativement au ratio moyen des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB. Comme on peut le constater, il semble que la différence entre les

profils dépensiers enregistrés par les gouvernements libéraux et ceux enregistrés par les gouvernements péquistes se remarque au niveau des dépenses des administrations publiques exprimées selon les différentes mesures. Par ailleurs, il convient de souligner que l'écart entre la moyenne annuelle enregistrée par les libéraux et celle enregistrée par les péquistes est passé de 4,5% au niveau des dépenses publiques exprimées en dollars constants et par habitant à 2,07% au niveau des dépenses exprimées en pourcentage de PIB.

Tableau 3. 3 Budget annuel moyen des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes pendant la période 1981-2013

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des dépenses des administrations publiques (dollars constants de 2007)		
		en million	par habitant	en % PIB
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	33019	5010	18,54
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	38147	5651	19,22
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	47413	6719	22,69
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	49804	6874	21,68
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	55306	7492	20,53
PLQ (14 avril 2003)	2003- 2007 (5)	64736	8533	21,95
PLQ (8 décembre 2008)	2008- 2011 (4)	70028	8879	22,25
PQ (4 septembre 2012)	2012- 2013 (2)	73422	9042	22,45
Total	1981-2013	52807	7177	21,17
PQ	15	49945	6831	20,64
PLQ	18	55192	7466	21,62

3.3 L'évolution des dépenses des administrations publiques sous les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes

Comme nous l'avons souligné plus haut les dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec ont évolué à un rythme de croissance non soutenu. Cela dit, qu'il y a eu entre 1981 et 2013 des périodes dans lesquelles les dépenses des administrations publiques ont fortement augmenté, des périodes dans lesquelles ces dépenses ont sensiblement baissé et des périodes dans lesquelles la croissance était plutôt faible ou moyenne. Par ailleurs, il apparaît que ces taux de croissance varient également pendant les périodes des gouvernements libéraux et pendant les périodes gouvernements péquistes. Autrement dit, l'évolution des dépenses des administrations publiques exprimées selon les différentes mesures n'a pas connu le même rythme de croissance pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. D'ailleurs, les données qui figurent aux graphiques 3.1, 3.2, 3.3, indiquent que les libéraux ont enregistré des profils dépensiers à la hausse presque pendant toutes les années de leurs mandats sauf en 2008. En revanche, les péquistes ont enregistré des profils dépensiers à la hausse pendant trois mandats et des profils dépensiers à la baisse au cours de leur mandat de 1994-1999. Entre autres, tout comme les gouvernements libéraux qui ont sensiblement augmenté les dépenses des administrations publiques au cours de leur mandat de 1989-1993, les gouvernements péquistes ont également haussé considérablement les dépenses des administrations publiques pendant leur mandat de 1999-2002.

Cependant, l'analyse rétrospective de l'évolution des dépenses des administrations publiques entre 1981 et 2013 démontre également que les dépenses des administrations publiques n'ont pas connu le même rythme de croissance pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. À

cet égard, les données qui figurent au tableau 3.4 et à la figure 3.3 indiquent que les gouvernements péquistes au cours de leur mandat de 1981-1984 n'ont fait augmenter les dépenses des administrations publiques que de 1,72% par année en moyenne. Cette augmentation s'explique d'une part les politiques interventionnistes pour soutenir l'économie dans un contexte économique particulier qui se caractérise par l'inflation et les taux d'intérêt plus élevés et pour faire face à la récession qui a frappé l'économie du Québec en 1981. D'autres parts, par la hausse dans les dépenses des programmes de l'aide sociale et de l'assurance maladie.⁶⁶

Toutefois, la reprise économique pendant les années 1984-1985 semble profiter davantage aux libéraux qui ont repris le pouvoir en 1985. Car au cours de leur mandat de 1985-1988, les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants ont augmenté à un rythme de 2,69% par année en moyenne. Ce qui représente une hausse d'environ 55% par rapport au rythme de croissance des dépenses publiques pendant le mandat des gouvernements péquistes entre 1981 et 1984. Il convient de souligner par ailleurs que l'augmentation qui s'est produite dans les dépenses des administrations publiques pendant la période des gouvernements libéraux au cours de leur mandat de 1985-1988 peut être expliquée, par l'expansion économique pendant les années (1987,1988), dans lesquelles la croissance économique se situait aux alentours de 4,9%.⁶⁷

Par ailleurs, cette tendance à la hausse dans les dépenses des administrations publiques pendant les périodes des gouvernements libéraux s'est maintenue au cours de leur mandat de 1989-1993, dans lequel les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants ont augmenté à un rythme de 4,16% par année en moyenne. La hausse qui est survenue pendant cette période peut être expliquée par les politiques interventionnistes qui ont été mises en place par le gouvernement en 1991, pour faire face aux conséquences de la récession économique qui a frappé

⁶⁶ - Jacques Parizeau, 10 mars 1981, Discours sur le budget du Québec, 1981-1982, p, 8- 10.

⁶⁷ - Gérard D Levesque, 12 mai 1988, Discours sur le budget du Québec, 1988-1989, p 4.

l'économie du Québec en 1990. La hausse des coûts des programmes de sécurité de revenu et les différentes mesures fiscales pour relancer l'économie ont conduit à l'augmentation des dépenses publiques pendant l'exercice budgétaire de 1991. D'ailleurs dans ce contexte, le ministre des Finances, Gérard D. Levesque, présente dans son discours sur le budget, en 1991, les mesures fiscales qui consistent à accélérer les investissements publics, à augmenter les crédits qui sont destinés à soutenir les entreprises en difficulté et à mettre en place d'importants programmes pour relancer la construction domiciliaire.⁶⁸

Cependant, le retour des péquistes au pouvoir en 1995 se caractérise par un tournant dans les choix budgétaires en matière de politiques de dépenses publiques, qui se manifeste dans les politiques de l'assainissement des finances publiques⁶⁹ et la loi sur l'équilibre budgétaire (LÉB) adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec en 1996.⁷⁰ La mise en place de la loi sur l'équilibre budgétaire par les gouvernements péquistes a engendré une forte baisse dans les dépenses des administrations publiques au cours de leur mandat de 1994-1998. D'ailleurs, les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants ont enregistré une baisse de -0,82% en moyenne par année au cours de ce mandat. Cependant, l'engagement du gouvernement péquiste à réduire le déficit budgétaire de 5,7 milliards de dollars⁷¹ et à atteindre le déficit zéro s'est suivi d'une grande tendance à réduire le fardeau fiscal des contribuables et les inégalités sociales au cours de leur mandat de 1999-2002. D'ailleurs, 4,5 milliards de dollars de réduction d'impôt, et 2,7 milliards de dollars en santé et services sociaux ont été prévus au budget 2000-2001.⁷² Entre autres, 3,5 milliards de dollars de réduction d'impôt et 2 milliards de

⁶⁸ - Gérard D Levesque, 2 mai 1991, Discours sur le budget du Québec 1991-1992, p.5.

⁶⁹ - Jean Campeau, 9 mai 1995, Discours sur le budget du Québec, 1995- 1996, p 3.

⁷⁰ - Luc Godbout, « La Révolution tranquille et les finances publiques du Québec : bilan et regard vers l'avenir », dans, Berthiaume, G. et Corbo, c. (dir), La Révolution tranquille en héritage. Montréal, Édition de boréal, 2011, P, 233.

⁷¹ - Bernard Landry, 9 mai 1996, Discours sur le budget du Québec, 1996-1997, p 3.

⁷² - Bernard Landry, 14 mars 2000, Discours sur le budget du Québec, 2000-2001, p. 3.

dollars en santé et services sociaux ont été prévus au budget 2001-2002.⁷³ Toutefois, la lutte contre la pauvreté et le soutien aux plus démunies, ainsi que l'accroissement des investissements dans les services publics constituaient les principales priorités des exercices budgétaires des années 2000, 2001, 2002 des gouvernements péquistes.⁷⁴ Ce qui explique d'ailleurs le fait qu'entre 1999 et 2002 les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants sont augmentées à un rythme de 4,12% en moyenne par année. Il est pertinent de rappeler par ailleurs que les gouvernements péquistes au cours de leurs deux mandats ont bénéficié d'une conjoncture économique qui était favorable, notamment au cours de leur mandat de 1999-2002, dans lequel la croissance économique se situait entre 3,7% et 4,3%.⁷⁵

Toutefois, le retour des libéraux au pouvoir en 2003 se caractérise par un autre tournant dans les choix budgétaires en matière de politiques de dépenses publiques qui se manifeste dans le resserrement des dépenses publiques, la réduction de la dette et le recentrage de l'intervention de l'État sur le plan économique et social.⁷⁶ Sur le plan économique, les gouvernements libéraux ont recentré la manière de l'intervention de l'État en matière de l'économie et de l'aide aux entreprises. Alors que sur le plan social, ils ont recentré l'intervention de l'État dans le domaine de l'éducation et de la santé et les services sociaux pour faire face au problème du vieillissement de la population.⁷⁷ Le retour des libéraux au pouvoir se caractérise également par une croissance moyenne des dépenses des administrations publiques. D'ailleurs, au cours de leur mandat de 2003-2007 les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants n'ont augmenté que de 1,66% par année en moyenne. Cette augmentation a été interrompue par la baisse qui est survenue en

⁷³ -Pauline Marois, 29 mars 2001, Discours sur le budget du Québec, 2001- 2002, p. 1.

⁷⁴ - *Ibid*, p. 4.

⁷⁵ - *Ibid*, p. 1.

⁷⁶ - Yves Seguin, 12 juin 2003, Discours sur le budget du Québec, 2003-2004, p. 3-10.

⁷⁷ - Yves Seguin, 30 mars 2004, Discours sur le budget du Québec, 2004-2005, p. 7.

2008, à cause de la crise financière qui a secoué l'économie mondiale en 2008, et la baisse de 1% dans le taux de croissance économique, ce qui a réduit la marge de manœuvre du gouvernement et a conduit à la baisse dans les dépenses des administrations publiques.⁷⁸ Par ailleurs, les dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007 sont passées de 68 477 milliards de dollars en 2007 à 66 904 milliards de dollars en 2008, soit une baisse de 2,30% en moyenne. Toutefois, cette baisse semble être juste du passage parce que les dépenses des administrations publiques se sont mises à augmenter à partir de 2009. Ainsi, malgré le fait qu'il y a eu une baisse en 2008, mais il en demeure néanmoins que les dépenses des administrations publiques ont augmenté entre 2008 et 2011 avec un rythme de 2,4% par année en moyenne. Cette augmentation s'explique par les politiques interventionnistes qui ont été mises en place en 2009 par les gouvernements libéraux pour soutenir l'économie et faire face à la crise financière de 2008. Dans cette perspective, les gouvernements libéraux ont injecté environ 15 milliards de dollars en 2009, soit 4,9% du PIB de la province et 8,2 milliards de dollars en 2010 pour soutenir l'économie.⁷⁹ Par ailleurs, ce rythme de croissance de 2% a été maintenu par les gouvernements péquistes pendant leur mandat de 2012-2013.

Il est intéressant de souligner à la fin de cette section que l'évolution des dépenses des administrations publiques pendant les périodes des gouvernements libéraux est différente par rapport à celle des périodes des gouvernements péquistes. En effet, cette différence se remarque d'une part, au niveau des variations qui ont été enregistrées entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant au rythme de croissance des dépenses des administrations publiques. D'autres parts, au niveau des choix budgétaires en matière de politiques des dépenses publiques qui ont été adoptées par les gouvernements péquistes et les gouvernements libéraux.

⁷⁸ - Monique Jérôme-Forget, 13 mars 2008, Discours sur le budget du Québec 2008-2009, p. 3.

⁷⁹ - Raymond Bachand, 30 mars 2010, Discours sur le budget du Québec 2010-2011, p. 7.

Figure 3. 1 Dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec exprimées en dollars courants et en dollars constants de 2007, lors de la période 1981-2013.

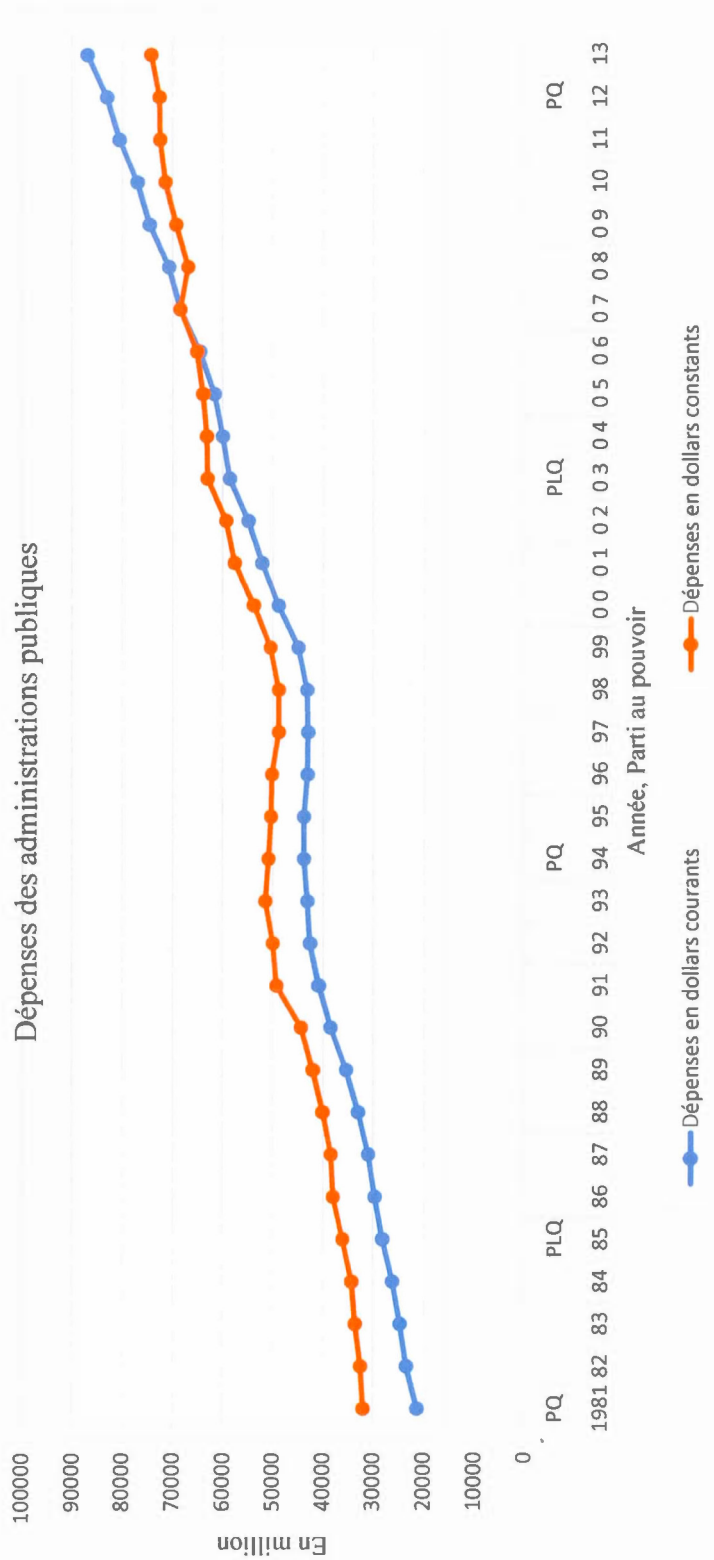


Figure 3.2 Dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec par habitant pendant la période 1981-2013.

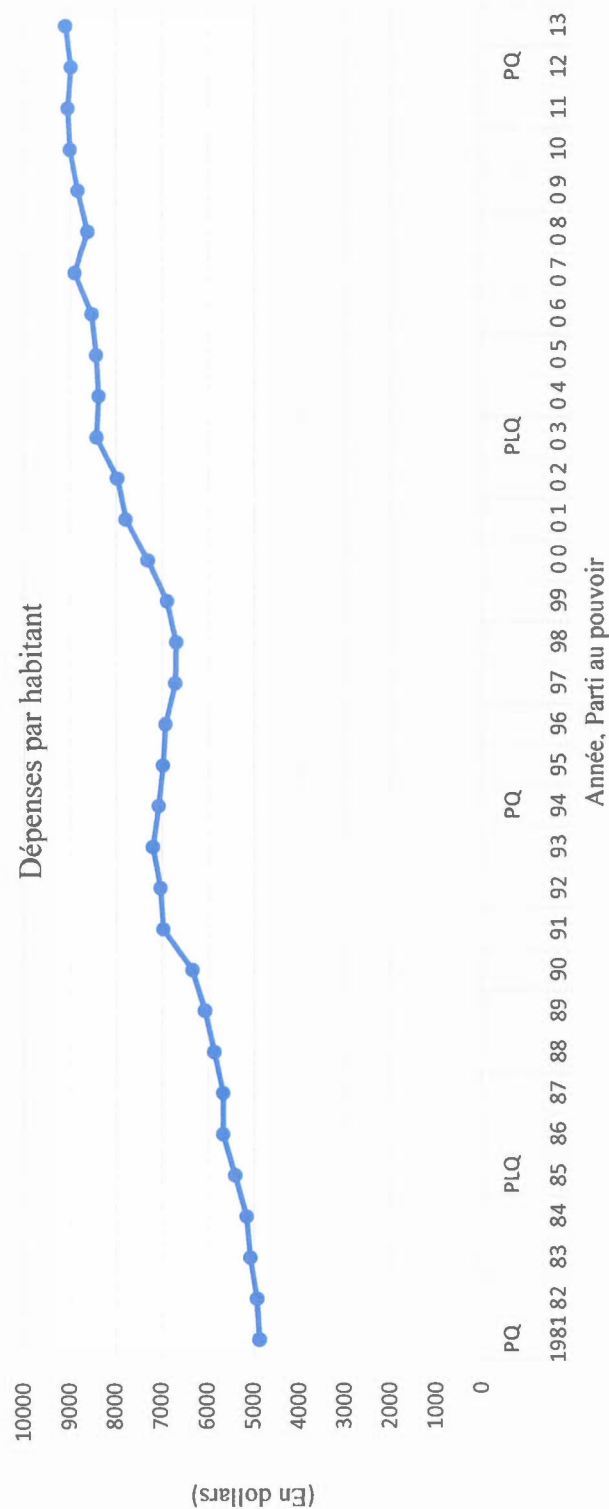


Figure 3. 3 Dépenses des administrations publiques du Québec exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.

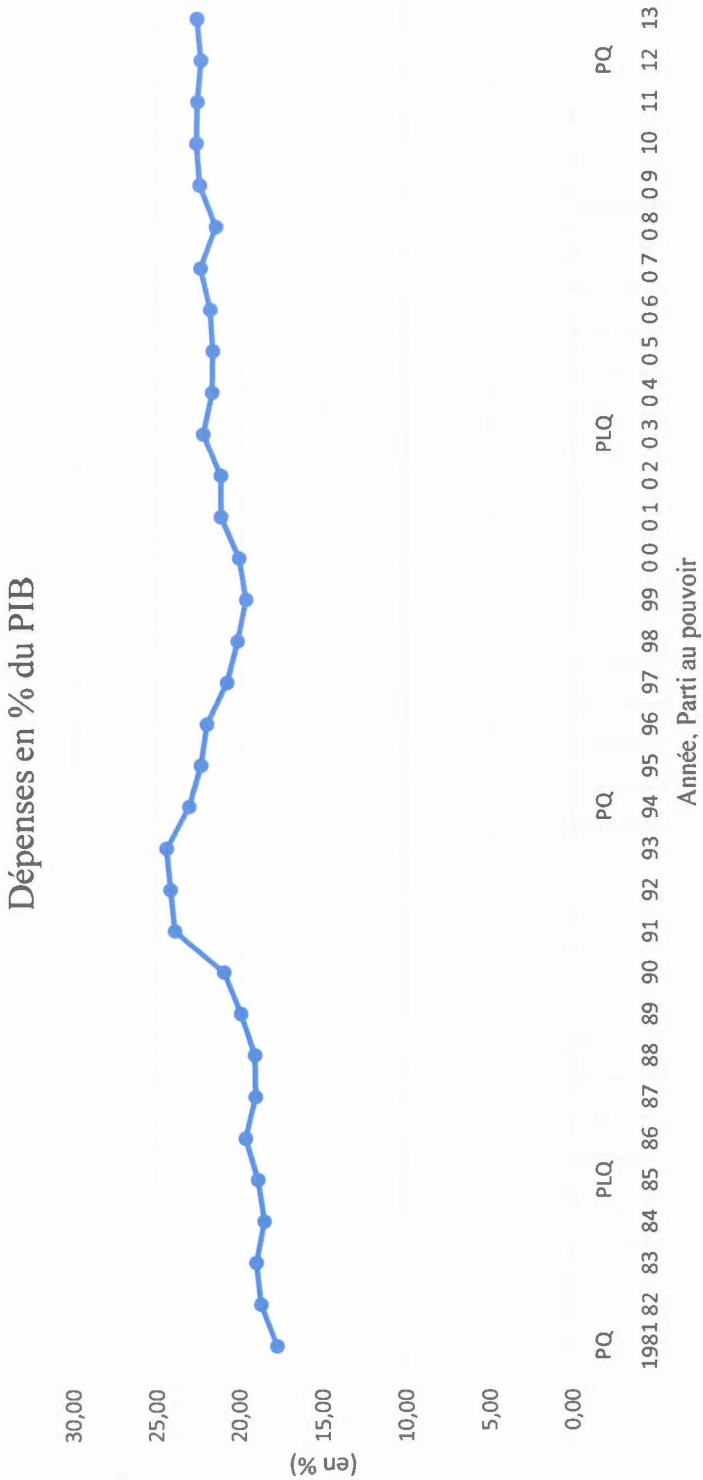


Figure 3. 4 Taux de variations annuelles des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007, pendant la période 1981-2013.

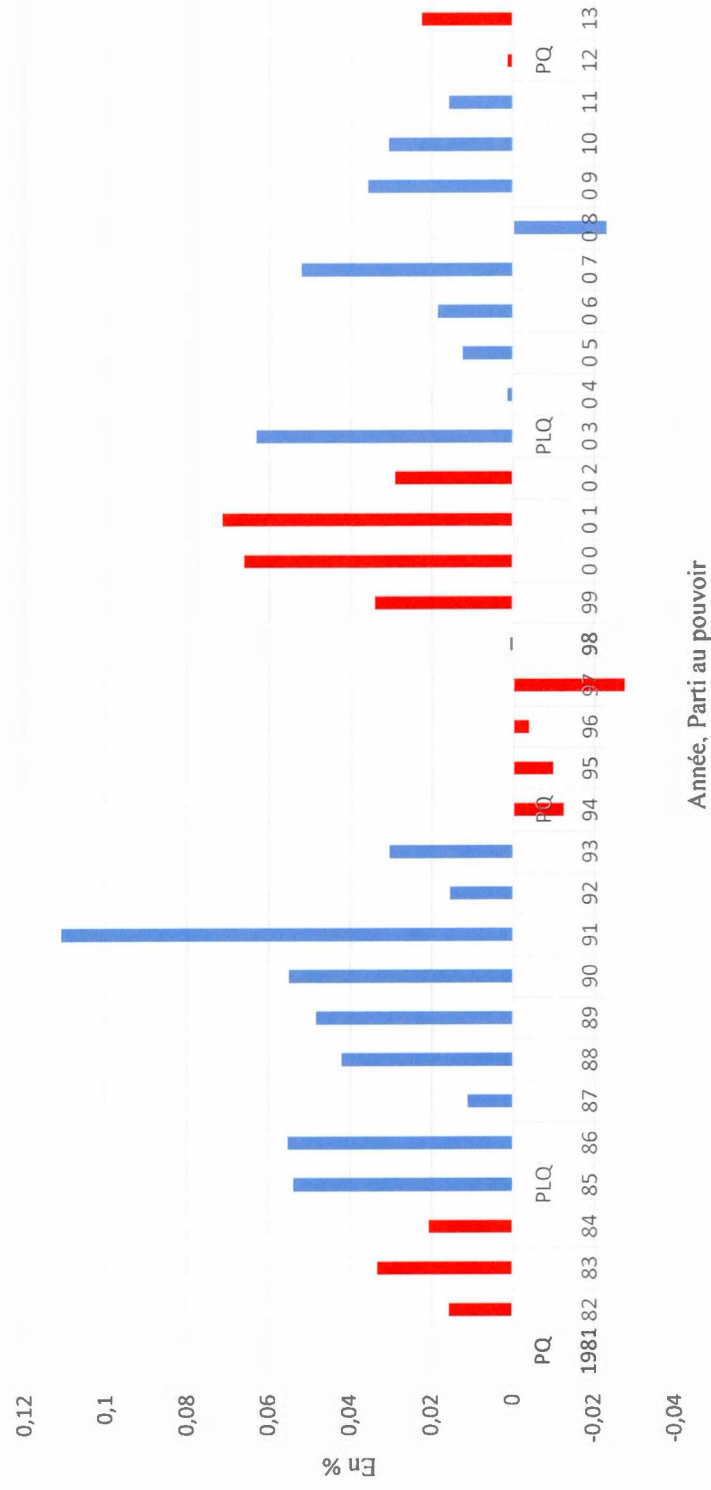


Tableau 3. 4 Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques du gouvernement du Québec entre 1981 et 2013.

Gouv	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques		
		Dépenses en dollars constants	Dépenses par habitant	Dépenses en % PIB
PQ	1981-1984 (4)	1,72	1,40	1,08
PLQ	1985-1988 (4)	2,69	2,04	0,24
PLQ	1989-1993 (5)	4,16	3,48	4,08
PQ	1994-1998 (5)	-0,82	-1,11	-2,63
PQ	1999-2002 (4)	4,12	3,70	1,84
PLQ	2003-2007 (5)	1,66	1,11	0,14
PLQ	2008-2011 (4)	2,04	1,24	1,26
PQ	2012-2013 (2)	2,24	1,34	1,03
	1981-2013 (33)	2,59	1,91	0,73

3.4 Les profils dépensiers des libéraux et des péquistes au niveau de certaines catégories de dépenses.

Tout comme au niveau du volume général des dépenses publiques, les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes ont enregistré des profils dépensiers différents au niveau de certaines catégories de dépenses publiques. Sur les cinq catégories de dépenses que nous avons analysées dans notre démarche, il apparaît que lors de la période qui s'étend de 1981 à 2013, les libéraux ont enregistré des profils dépensiers à la hausse au niveau de trois catégories de dépenses, dont la santé et les services sociaux, les transports et la gouvernance. En revanche, les péquistes n'ont enregistré des profils dépensiers à la hausse qu'au niveau de l'éducation et de la

justice. Toutefois, les résultats tirés de notre analyse indiquent également que les libéraux et les péquistes ont enregistré des moyennes annuelles de dépense différentes au niveau des catégories de dépenses. À cet égard, les libéraux affichent une moyenne annuelle de dépense supérieure à la moyenne générale dans le domaine de la santé et services sociaux, les transports et la gouvernance. En revanche, les péquistes affichent une moyenne supérieure dans le domaine de l'éducation et la justice. Cette différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes se remarque au niveau des catégories de dépenses qui sont exprimées en dollars constants de 2007, par habitant, et en pourcentage du PIB.

3.4.1 Les catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007

L'analyse détaillée des profils dépensiers qui ont été enregistrés par les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes pendant la période 1981-2013 démontre que les libéraux dépensent davantage dans la santé et les services sociaux, les transports et la gouvernance et les péquistes dépensent davantage dans l'éducation et la justice. Comme l'indiquent les données qui figurent aux tableaux 3.5, 3.6, sur les 526 milliards de dollars consacrés au domaine de la santé et les services sociaux entre 1981 et 2013, 300 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements libéraux, et 226 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements péquistes. Entre autres, comparativement à la moyenne générale des dépenses en santé et services sociaux qui correspond à 15 966 milliards de dollars par année, les libéraux affichent une moyenne annuelle de 16 688 milliards de dollars et les péquistes affichent une moyenne annuelle de 15 966 milliards de dollars. Ce qui représente un écart de 4,5% pour les libéraux, et un écart de -5,43% pour les péquistes, par rapport à la moyenne générale des dépenses en santé et services sociaux. Cet écart est supérieur à celui enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses en éducation. D'ailleurs, sur les 335 milliards de dollars qui ont

été alloués à l'éducation entre 1981 et 2013, les gouvernements libéraux ont dépensé l'équivalent de 180 milliards de dollars et les gouvernements péquistes ont dépensé environ 155 milliards de dollars. Toutefois, comparativement au montant de 10 024 milliards de dollars que les libéraux dépensent par année en moyenne dans le domaine de la santé et services sociaux, les péquistes dépensent l'équivalent de 10 343 milliards de dollars par année en moyenne. Ce qui est relativement supérieur à la moyenne enregistrée par les libéraux et la moyenne générale qui correspond à 10 169 milliards de dollars par année en moyenne. Entre autres, par rapport à la moyenne générale des dépenses en éducation, les libéraux ont enregistré un écart de -1,43% et les péquistes ont enregistré un écart de 1,72%.

Par conséquent, si l'écart entre les libéraux et les péquistes est négligeable au niveau des dépenses dans le domaine de l'éducation, il est quand même considérable au niveau des dépenses en justice, en transports et en gouvernance. Comme l'indiquent les données qui figurent aux mêmes tableaux 3.5, 3.6, sur les 19 milliards de dollars qui ont été consacrés au domaine de la justice entre 1981 et 2013, 10 310 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements libéraux et 9 631 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements péquistes.

Toutefois, comparativement au montant que les libéraux dépensent en moyenne dans le domaine de la justice, qui correspond à 541 millions de dollars, les péquistes dépensent 620 millions de dollars par année en moyenne. Ce qui représente un écart de 7,44% pour les péquistes et un écart de -6,20% pour les libéraux par rapport à la moyenne générale qui correspond à 577 millions de dollars par année en moyenne. Cependant, sur les 62 milliards de dollars qui ont été alloués au domaine des transports entre 1981 et 2013, les gouvernements libéraux ont dépensé 36 milliards de dollars et les péquistes ont dépensé 25 milliards de dollars. Cela dit donc, que les libéraux dépensent en moyenne 2 008 milliards de dollars par année et les péquistes dépensent en moyenne 1 727 milliards de dollars par année. Soit, un écart de 6,81% pour les libéraux et de -8,15 % pour les péquistes par rapport à la moyenne générale

qui correspond à 1 880 par année. Ainsi, pour le domaine de la gouvernance, les gouvernements libéraux dépensent en moyenne 198 millions de dollars par année et les gouvernements péquistes dépensent en moyenne 142 millions de dollars par année. Soit un écart de 14,5% pour les libéraux et de -17,92% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 173 millions de dollars par année.

Tableau 3. 5 Budgets des catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007, pendant la période 1981-2013

Gouvernement	périodes (nombre d'années au pouvoir	Dépenses dans les catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007				
		en million				
		santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernan ce
PQ	1981-1984 (4)	28853	32287	3493	8583	664
PLQ	1985-1993(9)	88967	61944	4458	20876	1153
PQ	1994-2002 (9)	144382	100006	4741	16087	814
PLQ	2003- 2011(9)	211423	118482	5852	15267	2418
PQ	2012- 2013 (2)	53263	22860	1397	1233	665
Total	1981-2013	526888	335578	19941	62046	5714
PQ	15	226498	155152	9631	25903	2143
PLQ	18	300390	180426	10310	36143	3571

Tableau 3. 6 budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses exprimées en dollars constants de 2007 pendant la période 1981-2013.

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des catégories de dépenses mesurées en (dollars constants de 2007)				
		En million \$				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	7213	8072	873	2146	166
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	8544	6119	450	2166	49
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	10958	7494	532	2442	192
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	14540	10839	525	1905	69
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	17921	11452	537	1641	118
PLQ (14 avril 2003)	2003-2007 (5)	22002	12729	418	1841	236
PLQ (8 décembre 2008)	2008-2011 (4)	25353	13710	651	1515	309
PQ (4 septembre 2012)	2012-2013 (2)	26632	11430	699	617	333
Total	1981-2013	15966	10169	577	1880	173
PQ	15	15100	10343	620	1727	142
PLQ	18	16688	10024	541	2008	198

3.4.2 Les catégories de dépenses par habitant

La différence entre les profils dépensiers des gouvernements libéraux et ceux des gouvernements péquistes au niveau des dépenses exprimées en dollars constants de 2007 se remarque également au niveau des dépenses par habitant. Toutefois, la hausse qui a été enregistrée par les libéraux et les péquistes au niveau des catégories de dépenses exprimées en dollars constants se confirme également au niveau des dépenses par habitant. Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.7, les libéraux dépensent en santé et services sociaux 3 456\$ par habitant et les péquistes dépensent 3 284\$ par habitant. Ce qui représente un écart de 2,33% pour les libéraux et -2,76% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 3 337\$ par habitant. Il s'agit donc d'une baisse de plus que la moitié comparativement à l'écart qui a été enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses en santé et services sociaux qui sont exprimées en dollars constants. Cela peut être expliqué par des changements dans la taille de la population et sa structure.

Toutefois, contrairement, à l'écart enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau de dépenses en santé qui a connu une baisse, l'écart au niveau des dépenses en éducation a augmenté. D'ailleurs, comparativement aux libéraux qui consacrent en moyenne l'équivalent de 1 348\$ par habitant dans le domaine de l'éducation, les péquistes lui consacrent environ 1 427\$ par habitant en moyenne. Ce qui représente un écart de -2,57% pour les libéraux et 3,12% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 1 384\$ par habitant. Cependant, à l'exception du domaine de la santé et les services sociaux et celui de l'éducation, les libéraux et les péquistes ont enregistré au niveau des autres catégories de dépenses par habitant, c'est-à-dire la justice, les transports et la gouvernance, des écarts qui sont similaires à ceux qui ont été enregistrés au niveau de ces catégories de dépenses exprimées en dollars constants.

Comme l'indiquent les données qui figurent aux tableaux 2.3, les libéraux consacrent en moyenne 74\$ par habitant au domaine de la justice, et les péquistes lui consacrent en moyenne 87\$ par habitant. Soit, un écart de -7,50% pour les libéraux et 8,93% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 80\$ par habitant. Ainsi, le montant que les libéraux dépensent en moyenne dans les transports qui correspond à 278\$ par habitant est supérieur au montant que les péquistes dépensent en moyenne dans les transports et qui correspond à 244\$ par habitant. Ce qui représente un écart de 6,08% pour les libéraux et -6,87% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 262\$ par habitant. Toutefois, dans le domaine de la gouvernance les gouvernements libéraux affichent une moyenne annuelle de 27\$ par habitant et les péquistes affichent une moyenne annuelle de 20\$ par habitant. Soit, un écart de 15,40% pour les libéraux et -14,46% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui correspond à 23\$ par habitant.

Ce résultat nous laisse donc à dire qu'il y a une différence significative qui se remarque entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses par habitant qui sont liées au domaine de la justice, aux transports et à la gouvernance. En revanche, la différence apparaît plutôt négligeable entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses par habitant qui sont liées au domaine de la santé et les services sociaux et à l'éducation.

Tableau 3. 7 budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses par habitant pendant la période 1981-2013.

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des catégories de dépenses par habitant				
		En dollars				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	2578	1226	133	326	25
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	2797	906	67	321	7
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	3257	1061	75	346	27
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	3367	1496	72	263	10
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	3629	1552	61	222	16
PLQ (14 avril 2003)	2003-2007 (5)	3833	1678	71	243	31
PLQ (8 décembre 2008)	2008-2011 (4)	3891	1738	83	193	39
PQ (4 septembre 2012)	2012-2013 (2)	3795	1409	86	76	41
Total	1981-2013	3377	1384	80	262	23
PQ	15	3284	1427	87	244	20
PLQ	18	3456	1348	74	278	27

3.4.3 Les catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB

La différence entre les profils dépensiers des gouvernements libéraux et ceux des gouvernements péquistes semble se confirmer également au niveau des catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB. Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.8, la part moyenne des budgets libéraux dans le PIB est supérieure à la part moyenne des budgets péquistes par rapport au PIB en ce qui a trait au domaine de la santé et les services sociaux, les transports et la gouvernance. Entre autres, la part moyenne des budgets péquistes par rapport au PIB est supérieure à la part moyenne des budgets libéraux par rapport au PIB dans le domaine de l'éducation et celui de la justice.

Cependant, comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.8, le ratio moyen des budgets libéraux affiche un écart de 1,84% tandis que le ratio moyen des budgets péquistes affiche un écart de -1,89% comparativement au ratio moyen de l'ensemble des dépenses dans le domaine de la santé et services sociaux par rapport au PIB. Ce qui est négligeable par rapport à l'écart qui a été enregistré entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses exprimées en dollars constants et les dépenses par habitant. Par conséquent, au niveau des dépenses en éducation le ratio moyen des budgets libéraux par rapport au PIB se chiffre à 3,85% et celui des gouvernements péquistes se chiffre à 4,39%. Ce qui représente un écart de -6% pour les libéraux et 7,20% pour les péquistes par rapport au ratio moyen des dépenses en éducation qui correspond à 4,09%. Entre autres, pour ce qui concerne les dépenses en justice les gouvernements libéraux affichent un ratio moyen de 0,22% par rapport au PIB et les gouvernements péquistes affichent un ratio moyen de 0,28%. Soit, un écart de -12% pour les libéraux et 12% pour les péquistes par rapport au ratio moyen des dépenses en justice qui correspond à 0,25%.

Par ailleurs, en ce qui a trait aux dépenses dans les transports les gouvernements libéraux affichent un ratio moyen de 0,85% par rapport au PIB et les gouvernements péquistes affichent un ratio moyen de 0,79%. Ce qui représente un écart de 3,4% pour les libéraux et -4,08% pour les péquistes, par rapport au ratio moyen des dépenses dans les transports qui correspond à 0,82%. De même pour ce qui concerne les dépenses en gouvernance, le ratio moyen des gouvernements libéraux est de 0,7% par rapport au PIB et celui des gouvernements péquistes est de 0,6%. Ce qui représente un écart de 9,7% pour les libéraux et -11,64% pour les péquistes comparativement au ratio moyen des dépenses en gouvernance par rapport au PIB qui correspond à 0,6%.

Il apparaît donc que les écarts entre le ratio moyen des gouvernements libéraux et celui des gouvernements péquistes comparativement au ratio moyen des catégories de dépenses par rapport au PIB, dépassent les 3,5% presque au niveau de toutes les catégories. Force est de reconnaître donc que les libéraux et les péquistes affichent une différence qui peut être qualifiée de significative presque au niveau des cinq catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB.

Tableau 3. 8 budgets annuels moyens des gouvernements libéraux et des gouvernements péquistes au niveau des catégories de dépenses exprimées en pourcentage du PIB pendant la période 1981-2013.

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des catégories de dépenses mesurées en pourcentage du PIB				
		En %				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	4,37	4,91	0,53	1,30	0,10
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	4,44	3,18	0,23	1,13	0,03
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	5,25	3,58	0,25	1,17	0,09
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	6,31	4,72	0,23	0,83	0,03
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	6,65	4,25	0,16	0,61	0,04
PLQ (14 avril 2003)	2003-2007 (5)	7,45	4,32	0,18	0,62	0,08
PLQ (8 décembre 2008)	2008-2011 (4)	8,06	4,36	0,21	0,48	0,10
PQ (4 septembre 2012)	2012-2013 (2)	8,14	3,50	0,21	0,19	0,10
Total	1981-2013	6,16	4,09	0,25	0,82	0,07
PQ	15	6,04	4,39	0,28	0,79	0,06
PLQ	18	6,27	3,85	0,22	0,85	0,07

3.5 L'évolution des catégories de dépenses sous les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes pendant la période 1981-2013

L'analyse des données qui figurent aux graphiques 3.1, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8 démontre que les catégories de dépenses publiques exprimées selon les différentes mesures n'ont pas évolué au même rythme pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Contrairement au domaine des transports et de la gouvernance qui ont évolué à un rythme qui n'est pas soutenu, le domaine de la santé, de l'éducation et celui de la justice ont évolué à un rythme plus ou moins soutenu pendant la période 1981-2013. D'ailleurs, à l'exception de la légère baisse des années 1996, 1997, 2008, les dépenses en santé et services sociaux ne faisaient qu'augmenter depuis 1981. Les données qui figurent au graphique 2.1 indiquent que les dépenses en santé sont passées de 6 894 milliards de dollars en 1981 à 26 825 milliards de dollars en 2013, soit une augmentation de 290% en 33 ans. Cette hausse s'explique par les coûts très élevés des soins et de services sociaux qui sont dus au vieillissement de la population et au changement démographique que le Québec a connu ces dernières années.

Cependant, les données du même graphique 3.4 indiquent également qu'à l'exception des baisses survenues en 1984, 1997, 2008, 2013, les dépenses en éducation ne faisaient qu'augmenter depuis 1981. D'ailleurs, les dépenses en éducation exprimées en dollars constants de 2007 sont passées de 9 045 milliards de dollars en 1981 à 13 977 milliards de dollars en 2012, soit une hausse de 54,52%. Il convient de souligner par ailleurs que l'évolution des dépenses qui sont liées à l'éducation est marquée par des périodes de croissance soutenue et des périodes de décroissance pendant les années 1984, 2013. À cet égard, les dépenses en éducation sont passées de 8 586 milliards de dollars en 1983 à 5 644 milliards de dollars en 1984, soit une baisse de -36%. Entre autres, ces dépenses sont passées de 13 977 milliards de dollars en 2012 à 8 883 milliards de dollars en 2013, soit une baisse de -36%. Le même

constat se remarque également au niveau des dépenses qui sont liées au domaine de la justice, qui ont connu un rythme de croissance plus au moins soutenu entre 1981-2013. D'ailleurs, comme l'indiquent les données du graphique 3.5, à l'exception de la forte baisse survenue en 1985, les dépenses en justice ne faisaient qu'augmenter à partir de 1986. Il convient de souligner que la baisse survenue en 1984 dans le domaine de l'éducation et celle qui est survenue en 1985 dans le domaine de la justice peuvent être expliquées par la baisse dans les paiements de péréquation du gouvernement fédéral, qui ont baissé de 20 millions de dollars en 1984.⁸⁰ Entre autres, la baisse survenue en 2013 dans les dépenses en éducation peut-être expliquée par les politiques de réduction des dépenses budgétaires, qui ont été menées par les gouvernements péquistes.

Toutefois, pour ce qui concerne les dépenses qui sont liées au domaine des transports et celui de la gouvernance il semble qu'elles sont évoluées avec un rythme non soutenu. Comme l'indiquent les données qui figurent à la figure 3.5, les dépenses dans le domaine des transports exprimées en dollars constants de 2007, sont passées de 2 175 milliards de dollars en 1995 à 1 574 milliards de dollars en 1996, ce qui représente une baisse de 27% en moyenne. Entre autres, ils sont passés de 2 367 milliards de dollars en 2009 à 780 millions de dollars en 2010, soit une baisse de 66% en moyenne. Par ailleurs, à part de ces deux périodes de forte baisse, les dépenses dans les transports ont connu des variations de courtes durées soit en baisse ou en hausse pendant la période 1981-2013. Ces variations de courtes durées caractérisent également l'évolution des dépenses en gouvernance, qui ont considérablement fluctué entre 1981 et 2003, et qui ont connu un rythme de croissance plus ou moins soutenu pendant la période 2004-2013. Il convient de souligner qu'au-delà de ces variations de faible magnitude, il en demeure néanmoins que le rythme d'évolution des catégories de dépenses exprimées en dollars constants est similaire à celui des dépenses par habitant et des dépenses exprimées en pourcentage du PIB.

⁸⁰ -Gérard D, Levesque, 18 décembre 1985, Discours sur le budget 1985-1986, P. 5-6.

Par conséquent, si les dépenses en santé, en éducation et en justice ont connu un rythme de croissance plus ou moins soutenu entre 1981 et 2013, est-ce que cela signifie pour autant que l'alternance des gouvernements a peu d'effet sur l'évolution de ces catégories de dépenses? L'analyse des données statistiques qui figurent aux tableaux 3.9, 3.10, 3.11 démontre que les dépenses en santé et services sociaux ont évolué au même rythme pendant les périodes de gouvernements libéraux et les périodes de gouvernements péquistes. D'ailleurs, les taux de croissance enregistrés au niveau des dépenses en santé et services sociaux par les gouvernements libéraux sont très proches de ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements péquistes.

Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.9, les dépenses en santé exprimées en dollars constants de 2007, ont augmenté à un rythme de 4,5% en moyenne pendant les périodes des gouvernements libéraux (1985-1988), (1989-1993), et à un rythme qui se situe aux alentours de 5% en moyenne, pendant les périodes des gouvernements péquistes (1994-1998), (1999-2002). Entre autres, les dépenses en santé ont augmenté à un rythme de croissance moyen qui se remarque tant pendant les périodes des gouvernements libéraux que pendant les périodes des gouvernements péquistes.

Toutefois, pour ce qui a trait au domaine de l'éducation, les données du tableau 3.9 indiquent que les dépenses en éducation ont fortement baissé pendant deux périodes de gouvernements péquistes en 1984 et en 2013, et elles ont fortement augmenté pendant la période des gouvernements libéraux en 1993. À l'exception donc de ces années (1984, 2013, 1993) dans lesquelles on peut observer une différence significative, les dépenses dans le domaine de la santé et services sociaux ont connu un rythme de croissance pendant les périodes des gouvernements libéraux qui est similaire à celui enregistré pendant les périodes des gouvernements péquistes. Cette similitude se constate également au niveau de l'évolution des dépenses dans le domaine de la justice pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes.

Comme l'indiquent les données de la figure 3.6, à l'exception de la baisse forte qui est survenue en 1985, les dépenses en justice ont connu un rythme de croissance moyen pendant les périodes des gouvernements libéraux et celles des gouvernements péquistes.

Cependant, comparativement aux catégories de dépenses précédentes, l'évolution des dépenses dans le domaine des transports et celui de la gouvernance semble indiquer qu'il y a une différence notable entre les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.9, les dépenses dans les transports ont baissé pendant presque toutes les périodes des gouvernements péquistes (1994-1998) (1999-2002) (2012-2013), alors qu'ils n'ont baissé qu'une seule fois pendant les périodes des gouvernements libéraux en 2008-2011. Par conséquent, les dépenses dans le domaine de la gouvernance ont considérablement fluctué pendant les périodes des gouvernements péquistes, alors qu'ils ont bénéficié d'une croissance plus ou moins soutenue pendant les périodes des gouvernements libéraux, en particulier pendant leur mandat de 2003-2007, et celui de 2008-2011. D'ailleurs, comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.9, les dépenses en gouvernance ont baissé pendant les périodes des gouvernements péquistes au cours de leurs mandats de 1981-1984, 1999-2002, 2012-2013, et elles ont augmenté pendant les périodes des gouvernements libéraux au cours de leurs mandats de 1985-1988, 2003-2007, 2008-2011. Il convient de souligner par ailleurs que ce rythme de croissance au niveau des catégories de dépenses exprimées en dollars constants est similaire à celui des dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB.

Figure 3. 5 Dépenses du gouvernement du Québec en santé et services sociaux et en éducation exprimées en dollars constants pendant la période 1981-2013.

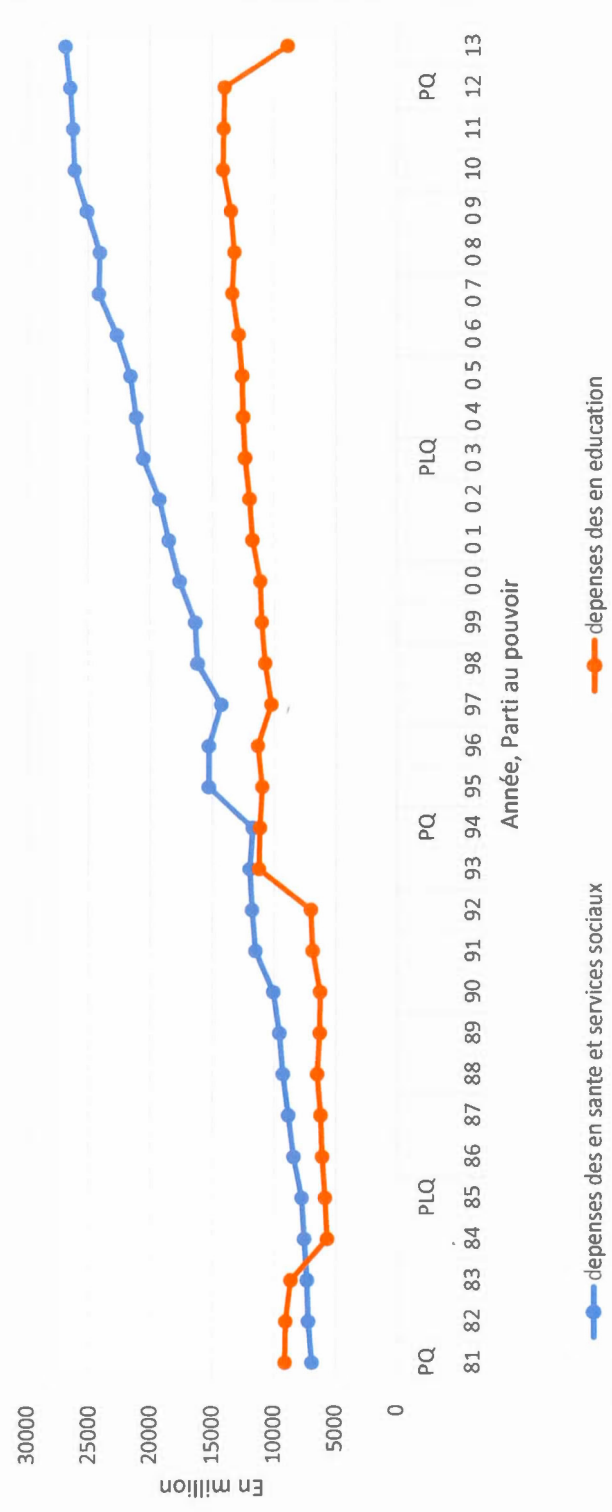


Figure 3. 6 Dépenses du gouvernement du Québec en justice, en transports et en gouvernances exprimées en dollars constants de 2007, pendant le période 1981-2013

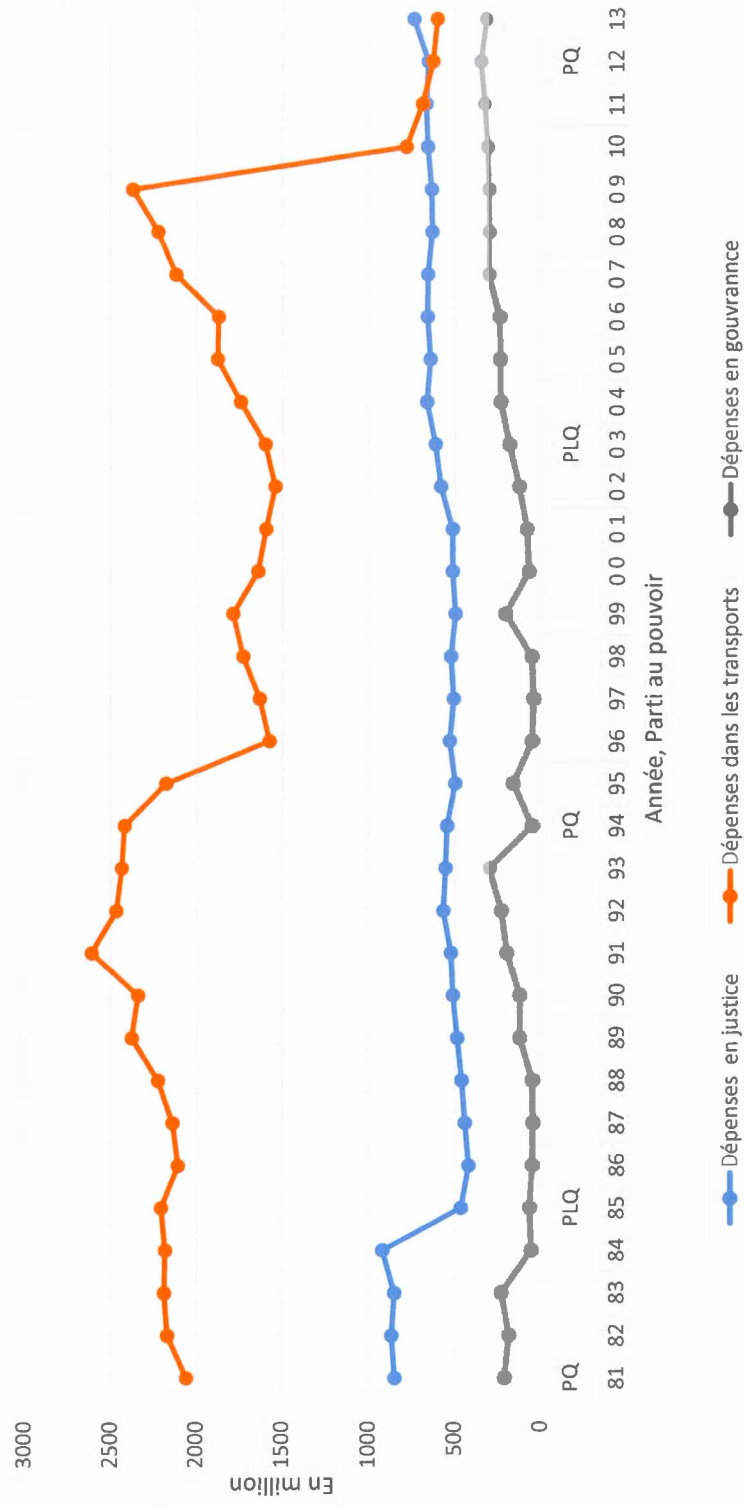


Figure 3. 7 Les dépenses par habitant en santé et services sociaux et en éducation du gouvernement du Québec, pendant la période 1981-2013.

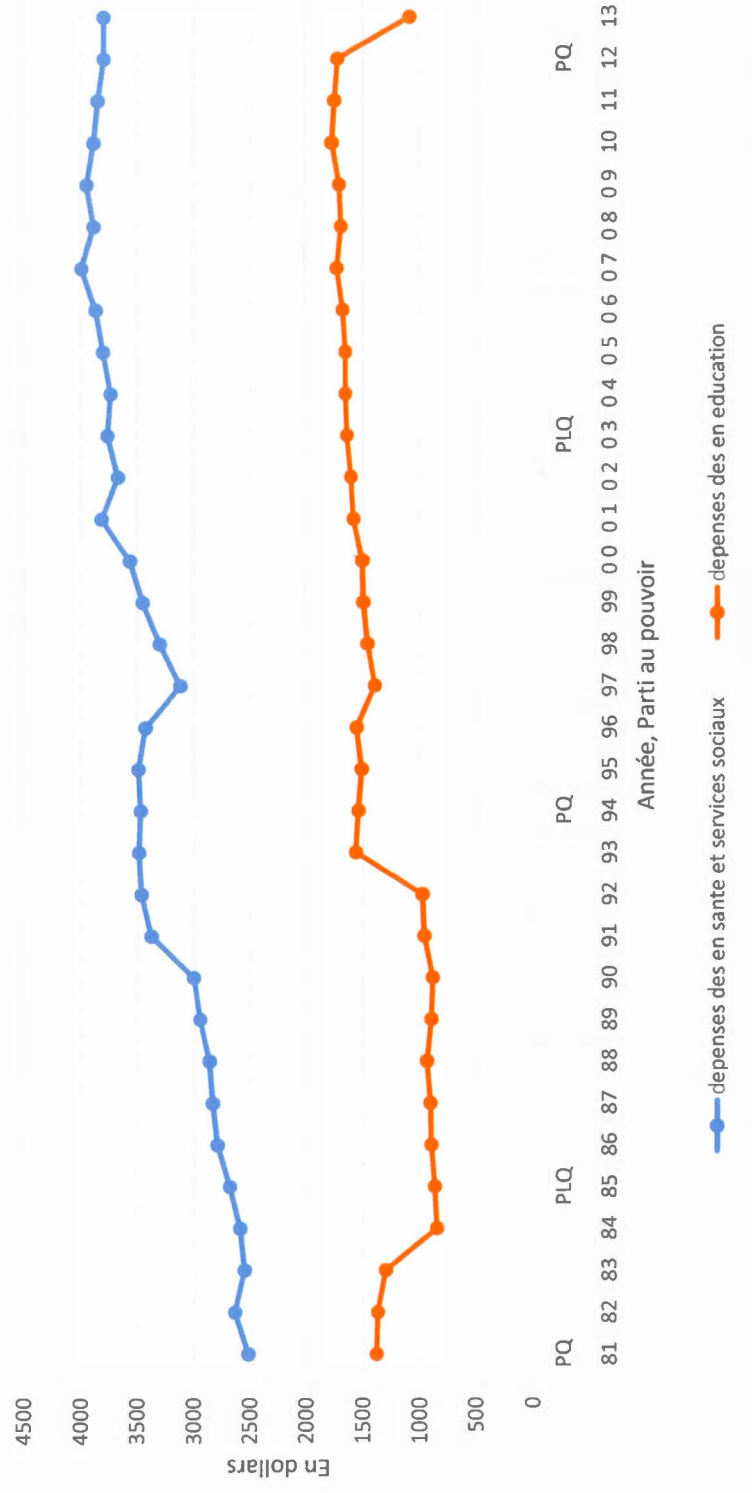


Figure 3. 8 les dépenses par habitant du gouvernement du Québec en justice, dans les transports et en gouvernance pendant la période 1981-2013.

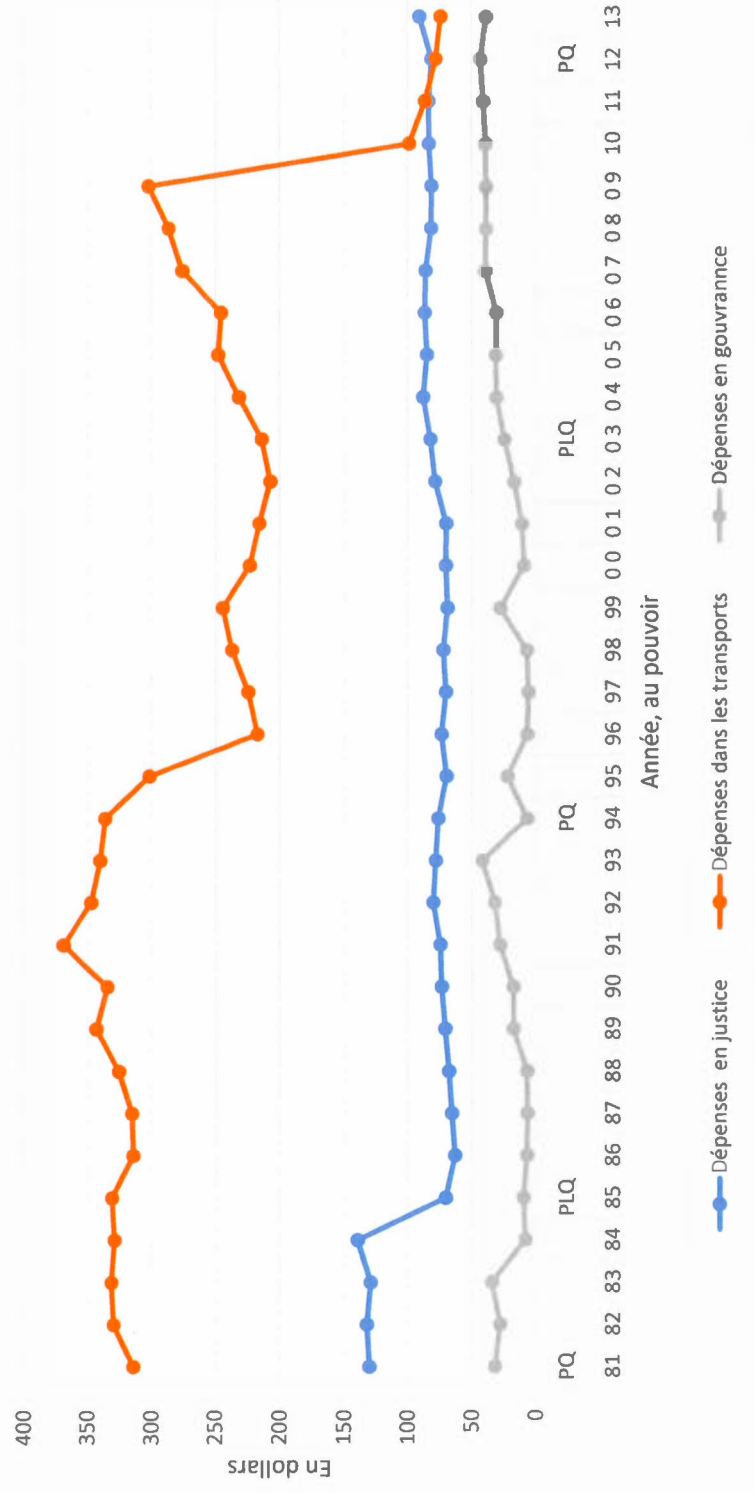


Figure 3. 9 Les dépenses du gouvernement du Québec en santé et services sociaux et en éducation exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.

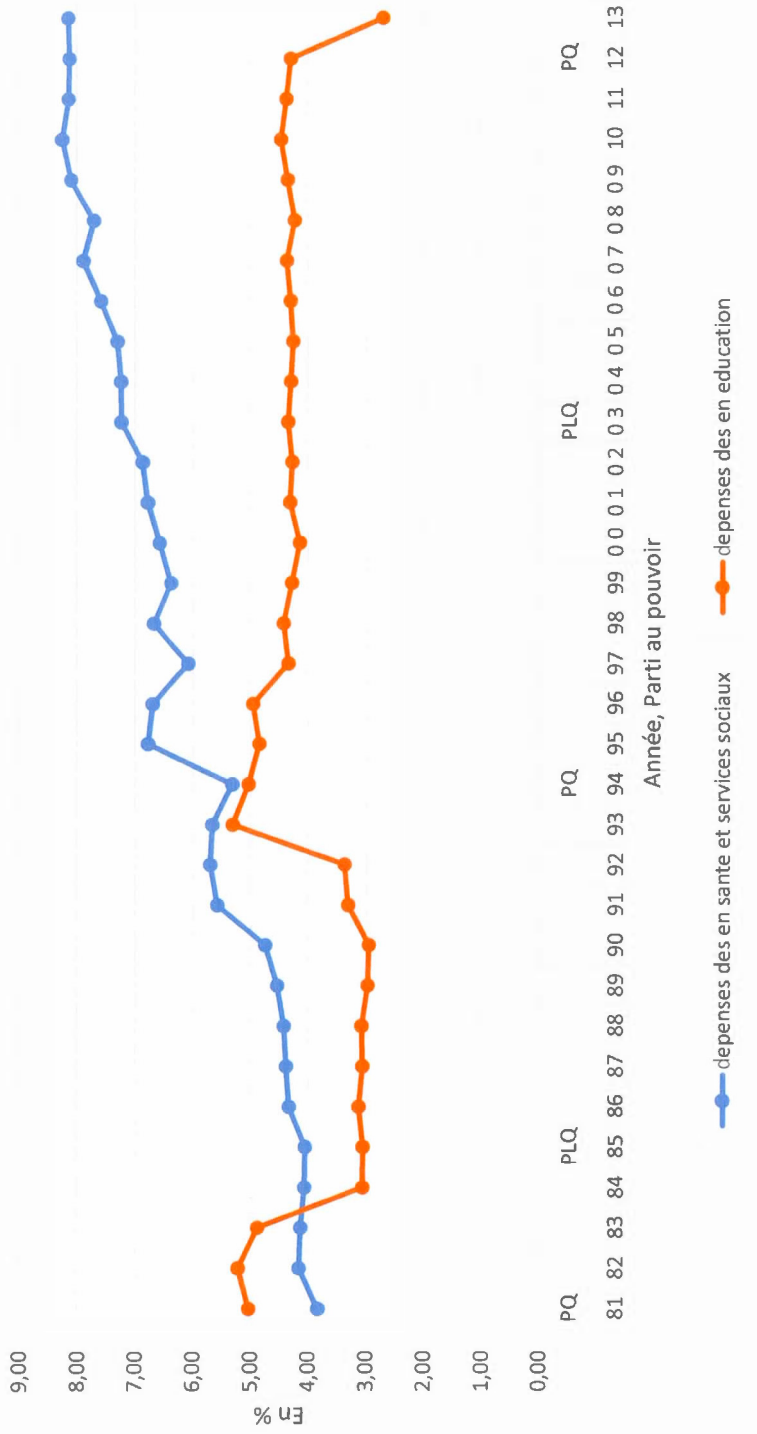


Figure 3. 10 Les dépenses du gouvernement du Québec en justice, dans les transports et en gouvernance exprimées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.

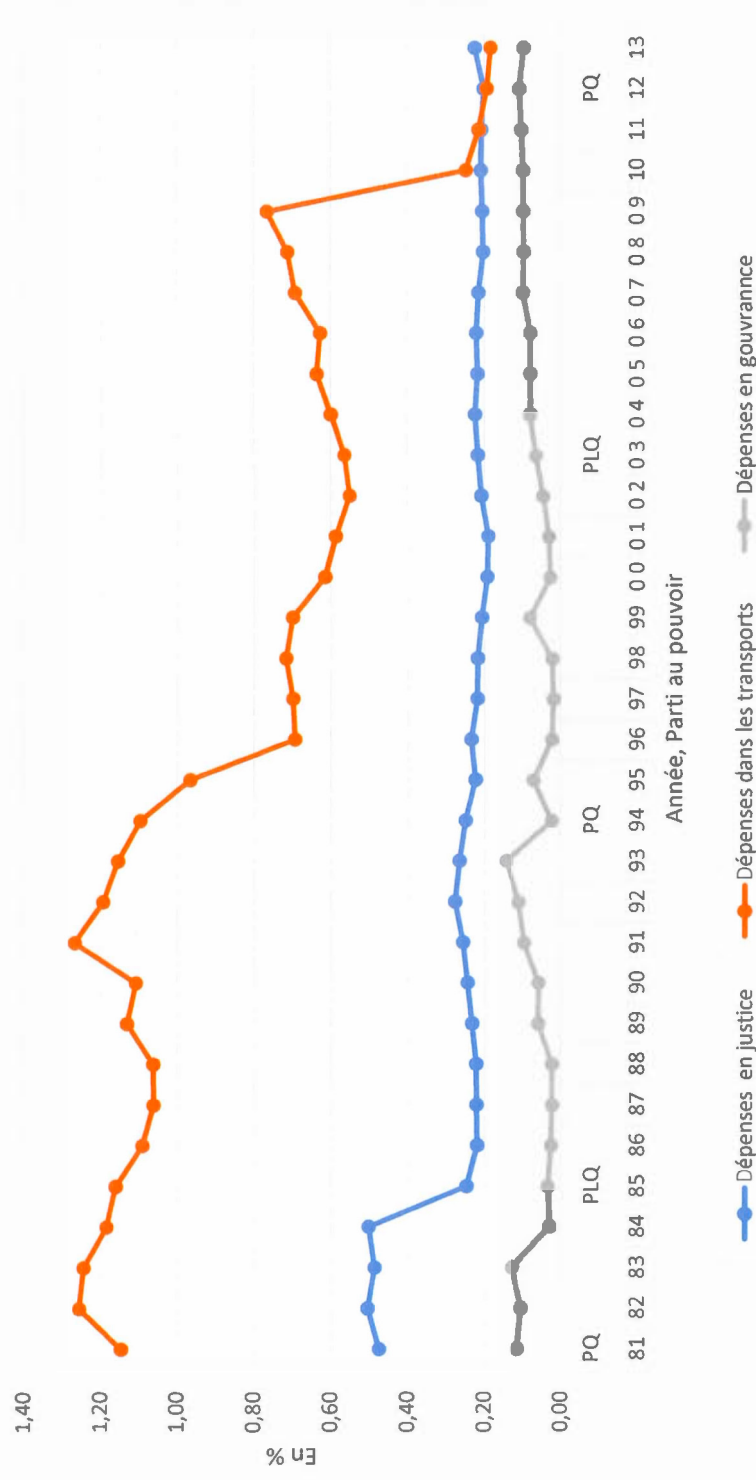


Tableau 3. 9 taux de croissance annuels moyens des catégories de dépenses mesurées en dollars constants de 2007, pendant le période 1981-2013.

Gouv	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Taux de croissance annuel moyen des catégories de dépenses mesurent en (dollars constants de 2007)				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ	1981-1984 (4)	2,12	-11,12	2,054	1,46	-29,12
PLQ	1985-1988 (4)	4,70	2,60	-0,21	0,22	-7,32
PLQ	1989-1993 (5)	4,63	12,36	2,68	0,48	19,95
PQ	1994-1998 (5)	6,60	-0,74	-0,78	-6,49	0,41
PQ	1999-2002 (4)	4,17	2,18	4,00	-3,63	-11,48
PLQ	2003-2007 (5)	3,28	1,63	1,39	5,77	10,90
PLQ	2008-2011 (4)	2,18	1,63	1,39	-25,33	2,34
PQ	2012-2013 (2)	1,46	-36,44	12,63	-3,97	-9,46
	1981-2013 (33)	4,16	-11,12	-0,41	-3,61	1,29

Tableau 3. 10 Taux de croissance annuels moyens des catégories des dépenses par habitant, pendant la période 1981-2013.

Gouv	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Taux de croissance annuel moyen des catégories de dépenses par habitant				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ	1981-1984 (4)	0,72	-11,40	1,718	1,14	-29,16
PLQ	1985-1988 (4)	1,64	1,95	-0,85	-0,41	-7,86
PLQ	1989-1993 (5)	3,389	11,624	2,001	-0,172	19,203
PQ	1994-1998 (5)	-0,97	-1,02	-1,05	-6,75	0,32
PQ	1999-2002 (4)	1,52	1,77	3,32	-4,02	-11,80
PLQ	2003-2007 (5)	1,19	1,08	0,87	5,19	10,20
PLQ	2008-2011 (4)	-0,24	0,84	0,60	-25,90	1,51
PQ	2012-2013 (2)	0,00	-37,00	11,65	-4,85	-10,28
	1981-2013 (33)	1,23	-0,71	-1,07	-4,24	0,62

Tableau 3. 11 Taux de croissance annuels moyens des catégories des dépenses mesurées en pourcentage du PIB, pendant la période 1981-2013.

Gouv	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Taux de croissance annuel moyen des catégories de dépenses mesurées en pourcentage du PIB				
		Santé et services sociaux	Éducation	Justice	Transports	Gouvernance
PQ	1981-1984 (4)	1,21	-11,91	1,143	0,56	-29,75
PLQ	1985-1988 (4)	1,71	-0,33	-3,06	-2,65	-9,97
PLQ	1989-1993 (5)	4,55	12,27	2,59	0,40	19,85
PQ	1994-1998 (5)	4,66	-2,55	-2,59	-8,20	-1,42
PQ	1999-2002 (4)	1,89	-0,05	0,25	-5,75	-13,42
PLQ	2003-2007 (5)	1,74	0,11	-0,13	4,19	9,24
PLQ	2008-2011 (4)	1,40	0,86	0,62	-25,90	1,56
PQ	2012-2013 (2)	0,27	-37,19	11,31	-10,52	-10,52
	1981-2013 (33)	2,31	-1,87	-2,23	-5,39	-0,54

3.6 Les profils dépensiers des libéraux et ceux des péquistes au niveau des dépenses sectoriels

Les deux partis politiques qui ont gouverné le Québec entre 1981 et 2013 ont enregistré des profils dépensiers différents au niveau des dépenses sectorielles. Les résultats tirés de notre analyse indiquent que les gouvernements libéraux ont enregistré des profils dépensiers un peu plus élevés que ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements péquistes, au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide aux justiciables. En revanche, les gouvernements péquistes ont enregistré des profils dépensiers plus élevés que ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements

libéraux, au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études. Cependant, la différence entre les libéraux et les péquistes se remarque tant au niveau des dépenses sectorielles exprimées en dollars constants, des dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB. Ce que nous présenterons d'ailleurs dans les paragraphes suivants.

3.6.1 L'aide financière aux études

Au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études, les gouvernements péquistes ont enregistré des profils dépensiers plus élevés que ceux qui ont été enregistrés par les gouvernements libéraux. Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.12, sur le montant total des dépenses en aide financière aux études qui correspond à 16 084 milliards de dollars, 8 482 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements libéraux et 7 602 milliards de dollars ont été dépensés par les gouvernements péquistes. Cette différence se remarque également au niveau de ce que les libéraux et les péquistes dépensent en moyenne par année dans le secteur de l'aide financière aux études. Comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.13, les péquistes dépensent en moyenne l'équivalent de 507 millions de dollars par année, et les libéraux dépensent en moyenne 471 millions de dollars par année. Ce qui représente un écart de 3,98% pour les péquistes et -3,32% pour les libéraux par rapport à la moyenne générale qui correspond à 487 millions de dollars par année.

Toutefois, les gouvernements péquistes consacrent par année en moyenne 69\$ par habitant dans le domaine de l'aide financière aux études alors que les gouvernements libéraux ne lui consacrent que 64\$ par habitant en moyenne. Ce qui représente un écart de 4,38% pour les péquistes et -3,65% pour les libéraux par rapport à la moyenne générale qui correspond à 66\$ par habitant. Ce résultat se remarque

également lorsqu'on analyse ce que représentent les dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études par rapport au PIB, sous les gouvernements péquistes et sous les gouvernements libéraux. Les données qui figurent au tableau 3.13 indiquent que le ratio moyen des dépenses en aide financière aux études par rapport au PIB se chiffre à 0,22% sous les gouvernements péquistes et à 0,19% en moyenne sous les gouvernements libéraux. Ce qui représente un écart de 7,72% pour les péquistes et -7,59% pour les libéraux par rapport à la part que représentent en moyenne les dépenses en aide financière aux études dans le PIB entre 1981 et 2013, et qui correspond à 0,20%.

Tableau 3. 12 dépenses du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.

Gouvernement	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Dépenses en aide financière aux études (dollars constants de 2007)		
		En million	Par habitant	En % PIB
PQ	1981-1984 (4)	1014	154	0,57
PLQ	1985-1993(9)	3539	511	1,73
PQ	1994-2002 (9)	5330	730	2,17
PLQ	2003- 2011(9)	4943	640	1,63
PQ	2012- 2013 (2)	1258	155	0,38
Total	1981-2013	16084	2191	6,48
PQ	15	7602	1039	3,23
PLQ	18	8482	1151	3,34

Par ailleurs, comme on peut le constater, l'écart entre ce que les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes dépensent en moyen dans le secteur de l'aide financière aux études est passé de 3,98% au niveau des dépenses exprimées en dollars constants à 4,38% au niveau des dépenses par habitant et à 7,72% au niveau des dépenses exprimées en pourcentage du PIB. Cela dit, donc qu'il y a une différence qui peut être qualifiée de significative entre ce que les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes dépensent moyenne dans le domaine de l'aide financière aux études.

Tableau 3. 13 Budget annuel moyen du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des dépenses en aide financière aux études (dollars constants de 2007)		
		En million	Par habitant	En % PIB
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	254	39	0,15
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	348	52	0,18
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	429	61	0,21
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	599	83	0,26
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	584	79	0,22
PLQ (14 avril 2003)	2003- 2007 (5)	515	68	0,17
PLQ (8 décembre 2008)	2008- 2011 (4)	592	75	0,19
PQ (4 septembre 2012)	2012- 2013 (2)	629	78	0,19
Total	1981-2013	487	66	0,20
PQ	15	507	69	0,22
PLQ	18	471	64	0,19

3.6.2 L'aide aux justiciables

Comme au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études, les libéraux et les péquistes ont enregistré des profils dépensiers et des moyennes annuelles de dépense différentes, au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide aux justiciables. Une lecture statistique des données qui figurent au tableau 3.14 démontre que les libéraux ont enregistré des profils dépensiers relativement élevés comparativement à ceux qui ont été enregistrés par les péquistes, au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide aux justiciables. D'ailleurs, sur les 5 022, milliards de dollars exprimés en dollars constants de 2007, qui ont été consacrés au secteur de l'aide aux justiciables entre 1981 et 2013, les gouvernements libéraux ont dépensé 2 803 milliards de dollars et les gouvernements péquistes ont dépensé 2 219 milliards de dollars. Entre autres, comme l'indiquent les données qui figurent au tableau 3.15, les gouvernements libéraux dépensent en moyenne 156 millions dollars dans le secteur de l'aide aux justiciables et les gouvernements péquistes dépensent en moyenne 148 millions de dollars par année. Ce qui représente un écart de 2,3% pour les libéraux et -2,79% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui se chiffre à 152 millions de dollars par année.

Cependant, en ce qui a trait aux dépenses par habitant, les libéraux affichent également une moyenne relativement supérieure à la moyenne affichée par les gouvernements péquistes. D'ailleurs, les gouvernements libéraux dépensent par année en moyenne 21\$ par habitant et les gouvernements péquistes dépensent par année en moyenne 20\$ par habitant dans le secteur de l'aide au justiciable. Soit un écart de -1,81% pour les libéraux et 2,17% pour les péquistes par rapport à la moyenne générale qui se chiffre à 21\$ par habitant. Toutefois, comme l'indiquent les données de la cinquième colonne du tableau 3.4, le ratio moyen des dépenses en aide aux justiciables par rapport au PIB est égal au ratio moyen enregistré sous les gouvernements libéraux et celui enregistré sous les gouvernements péquistes.

Toutefois, l'analyse des données qui figurent au tableau 3.15 indique un écart entre le ratio moyen des gouvernements libéraux qui se chiffre à 0,74% et celui des gouvernements péquistes qui se chiffre à -0,61%, comparativement au ratio moyen de la totalité des dépenses en aide aux justiciables par rapport au PIB.

Tableau 3. 14 dépenses du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide aux justiciables pendant la période 1981-2013 selon les différentes mesures.

Gouvernement	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Dépenses en aide aux justiciables (dollars constants de 2007)		
		En million	Par habitant	En % PIB
PQ	1981-1984 (4)	295	45	0,17
PLQ	1985-1993(9)	895	130	0,44
PQ	1994-2002 (9)	1458	200	0,59
PLQ	2003- 2011(9)	1908	248	0,63
PQ	2012- 2013 (2)	466	57	0,14
Total	1981-2013	5022	680	1,97
PQ	15	2219	302	0,93
PLQ	18	2803	377	1,06

Tableau 3. 15 Budget annuel moyen du gouvernement du Québec dans le secteur de l'aide aux justiciables pendant la période 1981-2013, selon les différentes mesures.

Gouvernement (date de l'élection)	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Moyenne annuelle des dépenses en aide aux justiciables (dollars constants de 2007)		
		en million	par habitant	en % PIB
PQ (13 avril 1981)	1981-1984 (4)	74	11	0,04
PLQ (2 décembre 1985)	1985-1988 (4)	84	12	0,04
PLQ (25 décembre 1989)	1989-1993 (5)	112	16	0,05
PQ (12 septembre 1994)	1994-1998 (5)	160	22	0,07
PQ (30 novembre 1998)	1999-2002 (4)	165	22	0,06
PLQ (14 avril 2003)	2003- 2007 (5)	213	28	0,07
PLQ (8 décembre 2008)	2008- 2011 (4)	211	27	0,07
PQ (4 septembre 2012)	2012- 2013 (2)	233	29	0,07
Total	1981-2013	152	21	0,06
PQ	15	148	20	0,06
PLQ	18	156	21	0,06

3.7 L'évolution des dépenses sectorielles sous les gouvernements libéraux et sous les gouvernements péquistes

L'analyse détaillée des données de la figure 3.10, 3.11, 3.12 indique que les dépenses dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013 ont évolué à un rythme de croissance non soutenu, comparativement aux dépenses dans le secteur de l'aide aux justiciables qui ont bénéficié d'un rythme de croissance plus ou moins soutenu. Cette observation se remarque par ailleurs, non seulement au niveau de l'évolution de ces dépenses exprimées en dollars constants,

mais également au niveau de l'évolution des dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB.

Comme l'indiquent les données de la figure 3.1, les dépenses dans le secteur de l'aide financière aux études ont considérablement fluctué pendant la période 1981-2013. Cela dit, qu'elles ont connu des variations de grande magnitude pendant certaines périodes et des variations de faible magnitude pendant d'autres périodes. Ces variations se remarquent tant pendant les périodes des gouvernements libéraux que lors des périodes des gouvernements péquistes. D'ailleurs, les données qui figurent au tableau 3.5 indiquent que les gouvernements libéraux pendant leur mandat (1985-1988) ont fait baisser les dépenses en aide financière aux études de -1,81%, et pendant leur mandat (1989-1993), ils les ont fait augmenter de 9,09%. Le même comportement a été adopté par les gouvernements péquistes qui ont fait augmenter de 8,45% les dépenses en aide financière aux études pendant leur mandat (1994-1998), pour les faire baisser ensuite de -3,74% pendant leur mandat (1999-2002). Ce scénario s'est reproduit pendant les périodes des gouvernements libéraux, qui ont maintenu la baisse des dépenses en aide financière aux études pendant leur mandat (2003-2007), pour les faire augmenter de 3,5% par la suite pendant leur mandat (2008-2011). Toutefois, les variations qui se remarquent au niveau des dépenses en aide financière aux études se sont produites presque de la même magnitude pendant les périodes des gouvernements libéraux et celles des gouvernements péquistes.

Cependant, lorsqu'on analyse les données qui figurent au tableau 3.16 on s'aperçoit que contrairement aux variations qui sont de grande magnitude au niveau des dépenses en aide financière aux études, elles sont de faible magnitude en ce qui a trait aux dépenses dans le secteur de l'aide aux justiciables. D'ailleurs, pendant la période qui s'entend de 1981 à 2013 les dépenses en aide aux justiciables ont connu un rythme de croissance moyen qui se situe entre 3,5% et 4%, et cela tant pendant les périodes des gouvernements libéraux que lors des périodes des gouvernements péquistes. Cela dit, que l'évolution des dépenses dans le secteur de l'aide aux

justiciables pendant les périodes des gouvernements libéraux est presque similaire à celle qui s'est produite pendant les périodes des gouvernements péquistes.

Tableau 3. 16 taux de croissance moyen des dépenses en aide financière aux études selon les différentes mesures pendant la période 1981-2013.

Gouv	Périodes (nombre d'années au pouvoir)	Taux de croissance annuel des dépenses en aides financières aux études		
		Dépenses en dollars constants	Dépenses par habitant	Dépenses en % PIB
PQ	1981-1984 (4)	8,72	8,27	7,75
PLQ	1985-1988 (4)	-1,81	-2,42	-4,62
PLQ	1989-1993 (5)	9,09	8,331	9,00
PQ	1994-1998 (5)	8,45	8,14	6,47
PQ	1999-2002 (4)	-3,74	-4,15	-5,85
PLQ	2003-2007 (5)	-1,19	-1,71	-2,67
PLQ	2008-2011 (4)	2,24	1,44	1,46
PQ	2012-2013 (2)	3,56	2,62	2,34
	1981-2013 (33)	3,27	2,58	1,43

Figure 3. 11 budget annuel du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013, en dollars constants de 2007.

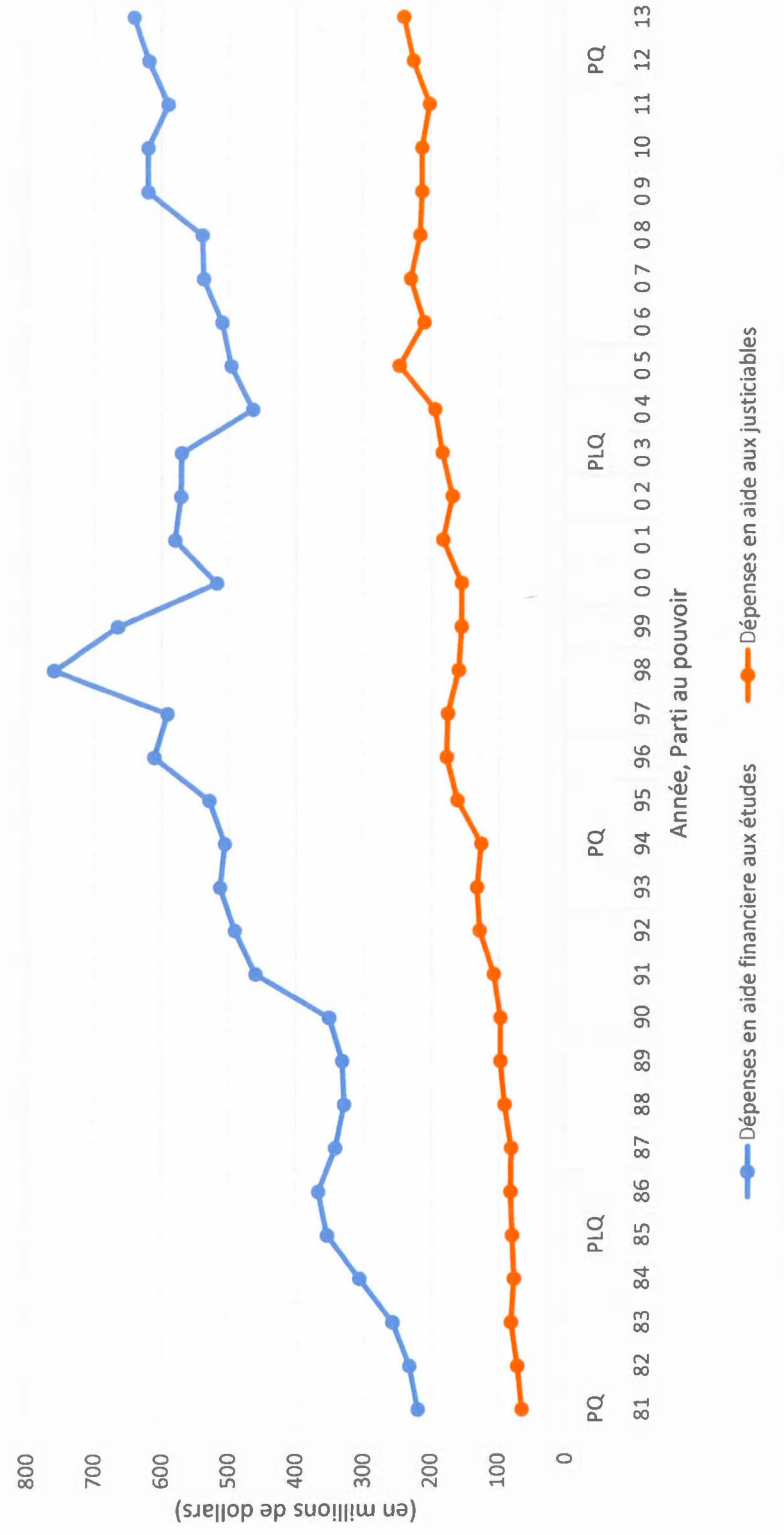


Figure 3. 12 budget annuel par habitant du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013.

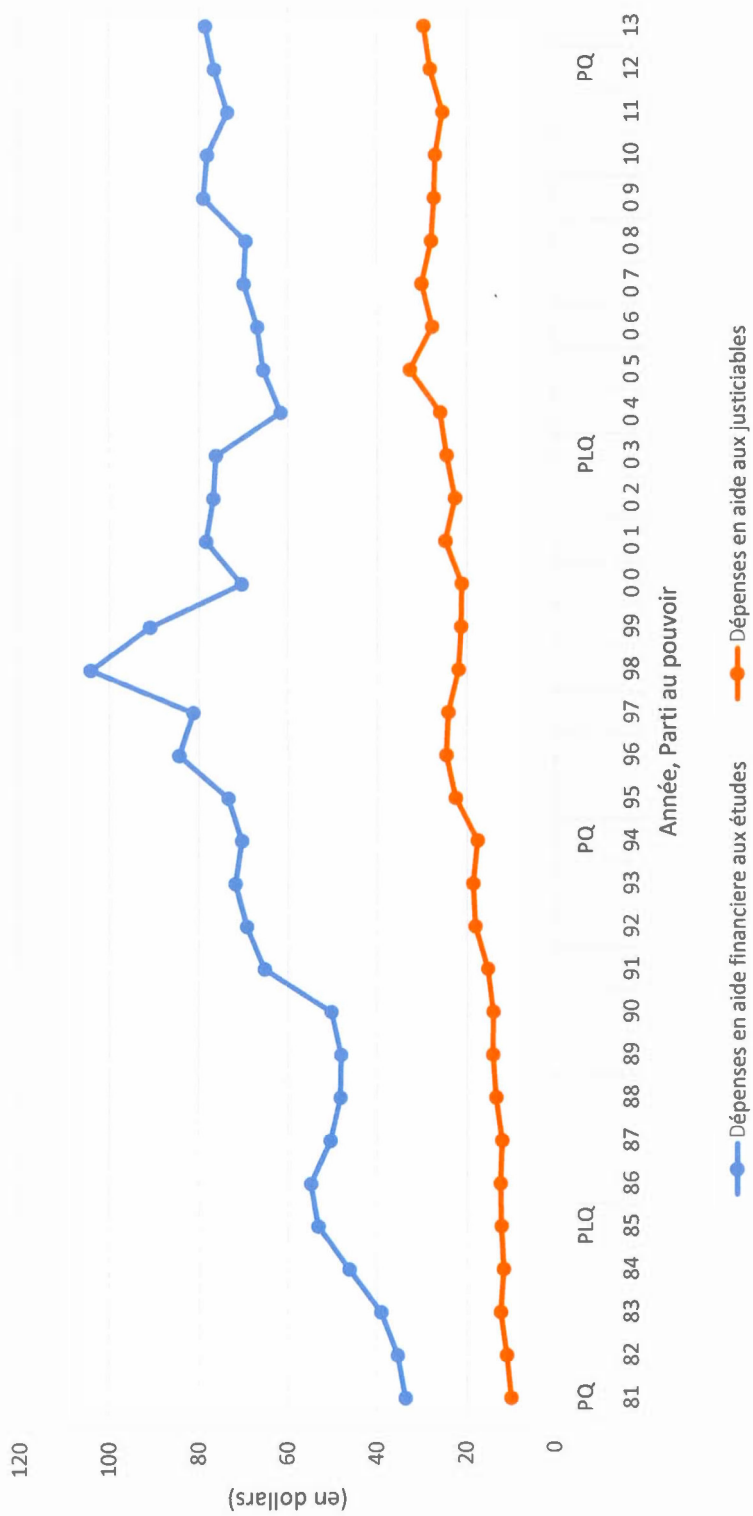
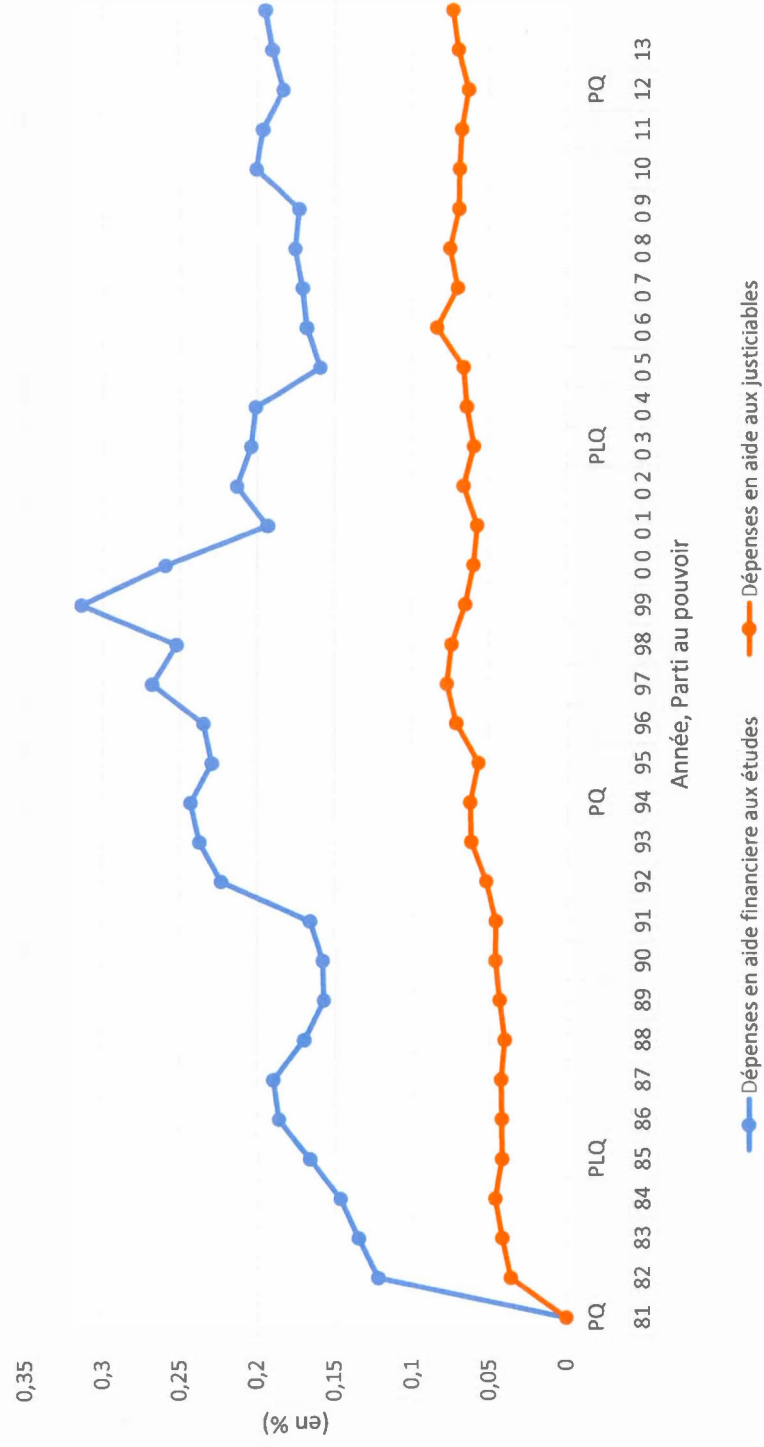


Figure 3. 13 budget annuel du secteur de l'aide financière aux études et du secteur de l'aide aux justiciables pendant 1981-2013, en pourcentage du PIB.



CHAPITRE IV

DISCUSSION ET ANALYSE

Dans le présent chapitre, nous répondrons à notre question de recherche en mettant le point sur la différence qui a été observée entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant à leur mode de répartition des dépenses publiques, pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Nous mettrons le point en premier lieu, sur la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements en ce qui a trait à leurs profils dépensiers qui ont été enregistrés au niveau du volume général des dépenses, et plus précisément au niveau des dépenses des administrations publiques. En second lieu, nous analyserons la différence qui a été enregistrée entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau de certaines catégories de dépenses. En troisième lieu, nous mettrons le point sur la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant à leur mode de répartition des dépenses sectorielles.

4.1 La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau du volume général des dépenses publiques

Compte tenu de ce qui vient d'être mentionné plus haut, il apparaît qu'il y a une différence que nous pouvons qualifier de significative entre les libéraux et les péquistes quant à leurs profils dépensiers qui ont été enregistrés au niveau des dépenses des administrations publiques, et du volume général des dépenses publiques pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Cela tient au fait, que les gouvernements libéraux ont enregistré non seulement des profils dépensiers à la hausse, mais également une moyenne annuelle de dépense supérieure à celle qui a été enregistrée par les gouvernements péquistes. D'ailleurs, l'écart est plus ou moins

élevé entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant à leur moyenne annuelle de dépense par rapport à la moyenne annuelle des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants de 2007 et par habitant, pendant la période 1981-2013. Cet écart qui se situe approximativement entre 4,5% et 5% par année en moyenne pourrait être donc qualifié de significatif.

Toutefois, l'analyse détaillée de l'évolution des dépenses des administrations publiques entre 1981 et 2013 indique des traits distinctifs entre les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. Premièrement, entre 1981 et 2013 les dépenses des administrations publiques ont connu deux périodes de forte baisse. La première est survenue entre 1994 et 1998 sous les gouvernements péquistes et la deuxième est survenue en 2008 sous les gouvernements libéraux. Cela dit, les gouvernements libéraux n'ont fait baisser sensiblement les dépenses des administrations publiques qu'une seule fois en 2008, alors que les gouvernements péquistes les ont fait baisser fortement presque pendant toutes les années de leur mandat de 1994-1999. Entre autres, la forte baisse dans les dépenses des administrations publiques qui est survenue en 2008 était dans un contexte de crise financière mondiale, en revanche, celle qui est survenue entre 1994 et 1998 était dans un contexte de déficit public et suite à un engagement politique à rééquilibrer le budget. Cela peut laisser entendre donc qu'il y a eu une réorientation significative des dépenses publiques pendant les périodes des gouvernements péquistes au cours de leur mandat de 1994-1998. D'ailleurs, c'est au cours de ce mandat que les gouvernements péquistes ont fait voter la loi sur l'équilibre budgétaire (LÉB). Toutefois, il y a eu une réorientation de dépenses pendant les périodes des gouvernements libéraux au cours de leur mandat de 2003-2007, qui a conduit au resserrement des dépenses publiques, au recentrage de l'intervention de l'État dans l'économie et en matière de l'aide aux entreprises, et à la favorisation du domaine de la santé et les services sociaux et celui de l'éducation. Dans cette perspective, lorsqu'on compare entre les choix des gouvernements libéraux et ceux des

gouvernements péquistes en ce qui a trait aux politiques de dépenses publiques on s'aperçoit qu'il y a une distinction qui se remarque entre les libéraux et les péquistes. D'ailleurs, malgré que les libéraux au cours de leur mandat de 2003-2007 faisaient face à une impasse budgétaire de 4,5 milliards de dollars⁸¹, mais leur resserrement des dépenses publiques n'a pas engendré une baisse aussi forte que celle qui a été engendrée par les décisions budgétaires des péquistes au cours de leur mandat de 1994-1998. D'ailleurs, les dépenses des administrations publiques pendant le mandat des gouvernements libéraux (2003-2007) ont augmenté à un rythme de 1,66% par année en moyenne. En revanche pendant le mandat des gouvernements péquistes ont baissé à un rythme de -0,82 % par année en moyenne. Cela dit, que la réorientation de dépenses par les libéraux n'a pas eu les mêmes conséquences sur l'évolution des dépenses des administrations publiques que celle des gouvernements péquistes.

Deuxièmement, l'évolution des dépenses des administrations publiques entre 1981 et 2013 est marquée aussi par deux périodes de forte croissance. La première est survenue pendant les périodes des gouvernements libéraux au cours de leur mandat de 1989-1993, et la deuxième est survenue pendant les périodes des gouvernements péquistes au cours de leur mandat de 1999-2002. Cependant, la sensible hausse dans les dépenses des administrations publiques pendant la période des gouvernements libéraux, est survenue dans le contexte de la récession économique qui a frappé l'économie du Québec 1991. En revanche, la hausse sensible dans les dépenses des administrations publiques pendant la période des gouvernements péquistes est survenue dans un contexte de conjoncture économique favorable. Cela peut laisser entendre que les libéraux et les péquistes adoptent des politiques de dépenses différentes. À cet égard, lorsqu'on compare entre les libéraux et les péquistes on s'aperçoit que les politiques interventionnistes qui ont été adoptées par les péquistes pour faire face à la récession qui a frappé l'économie du Québec en 1981 n'étaient

⁸¹ - Gerard D, Levesque, Discours sur le budget 1985-1986, Québec, 19

pas aussi importantes que celles qui ont été adoptées par les libéraux pour faire face à la récession économique de 1991. D'ailleurs, les dépenses des administrations publiques sont passées de 44 318 milliards de dollars en 1990 à 49 233 milliards de dollars en 1999, soit une hausse de 11,09% en une seule année. Entre autres, malgré que les gouvernements libéraux ont bénéficié des périodes de conjoncture économique favorable au cours de leur mandat (1985-1988), mais les dépenses des administrations publiques n'ont pas connu une augmentation aussi forte que celle enregistrée pendant la période des gouvernements péquistes au cours de leur mandat (1999-2002). D'ailleurs, les gouvernements libéraux ont fait augmenter les dépenses des administrations publiques de 2,6% par année en moyenne au cours de leur mandat (1985-1988), et les gouvernements péquistes les ont fait augmenter de 4,12% par année en moyenne au cours de leur mandat (1999-2002).

. Compte tenu de ce qui vient d'être illustré, il apparaît donc que les dépenses des administrations publiques n'ont pas connu le même rythme de croissance pendant les périodes des gouvernements libéraux et celles des gouvernements péquistes. Entre autres, les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes semblent afficher aussi une différence quant à leur choix en ce qui a trait aux politiques de dépenses publiques. Cela dit, si on tient compte uniquement des dépenses exprimées en dollars constants et des dépenses par habitant ainsi qu'à l'évolution des dépenses publiques, la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes peut être qualifiée de significative. En revanche, il serait délicat d'affirmer ce résultat si on prend en considération l'écart qui a été enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses des administrations publiques exprimées en pourcentage du PIB. Car, l'écart entre le ratio annuel moyen des gouvernements libéraux et celui des gouvernements péquistes par rapport au ratio moyen des dépenses des administrations publiques qui correspond à 2,5%, n'est pas aussi élevé que celui qui a été enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses exprimées en dollars constants et par habitant. Toutefois, même l'évolution des dépenses des

administrations publiques entre 1981 et 2013, semble être influencée non seulement par les choix des gouvernements, mais également par des problèmes majeurs qui pèsent énormément sur les finances publiques du Québec, dont la dette, les déficits publics, les transferts du gouvernement fédéral, la conjoncture économique et le changement démographique.

4.2 La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau des catégories de dépenses

Au niveau des cinq catégories de dépenses que nous avons analysées dans notre démarche, il apparaît que la différence entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses qui sont liées au domaine des transports et de la gouvernance peut être qualifiée de significative. En revanche, la différence qui se remarque entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses qui sont liées au domaine de la santé, de l'éducation et celui de la justice, est plutôt moyenne ou négligeable. Comme on a eu l'occasion de mentionner au chapitre précédent, les gouvernements libéraux ont enregistré des profils dépensiers à la hausse au niveau des dépenses qui sont liées à la santé, aux transports et à la gouvernance, et les gouvernements péquistes ont enregistré des profils dépensiers à la hausse au niveau des dépenses qui sont liées à l'éducation et à la justice. Par conséquent, les écarts entre les moyennes annuelles des libéraux et celles des péquistes sont significatifs au niveau des dépenses qui sont liées à la justice, aux transports et à la gouvernance, et négligeables au niveau des dépenses qui sont liées à la santé et à l'éducation.

Toutefois, les écarts significatifs entre les libéraux et les péquistes dans le domaine de la justice, les transports et la gouvernance se remarquent tant au niveau des dépenses exprimées en dollars constants qu'au niveau des dépenses par habitant et en pourcentage du PIB. Or, les écarts entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses en santé et services sociaux et en éducation exprimées en dollars constants

ont varié par rapport aux écarts qui ont été enregistrés au niveau des dépenses par habitant et en pourcentage du PIB.

Cependant, lorsqu'on analyse l'évolution de ces catégories de dépenses pendant les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes on s'aperçoit qu'à part les variations de faible magnitude, tant les dépenses en santé et services sociaux que celles en éducation et en justice ont bénéficié d'un rythme de croissance plus ou moins soutenu pendant la période 1981-2013. En revanche, les dépenses dans les transports et la gouvernance ont connu un rythme de croissance non soutenu et des variations de faible et de grande magnitude pendant la période qui s'étend de 1981 à 2013. Cela dit, que la différence qui se remarque entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses qui sont liées à la santé, à l'éducation et à la justice ne pourrait être qualifiée de significative étant donné qu'il n'a pas eu des variations considérables au cours de leur évolution pendant la période 1981-2013. En revanche, la différence qui s'observe entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses qui sont liées au domaine des transports et de la gouvernance peut être qualifiée de significative compte tenu des variations qui ont été enregistrées au niveau du rythme de leur évolution pendant les périodes des gouvernements libéraux et celles des gouvernements péquistes entre 1981 et 2013.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'il est difficile d'avancer qu'il y a une différence significative entre les libéraux et les péquistes quant à leur mode de répartition de dépenses publiques notamment lorsqu'on découvre que les libéraux et les péquistes affichent une différence négligeable au niveau des dépenses qui sont liées à la santé et à l'éducation. Ces deux catégories de dépenses qui représentent plus que la moitié du budget de dépenses de l'État.

4.3 La différence entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses sectorielles

Tout comme au niveau des catégories de dépenses, les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes affichent une différence que nous qualifions de significative au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études et une différence négligeable au niveau des dépenses qui sont liées au domaine de l'aide aux justiciables. En effet, comme nous avons eu l'occasion de le mentionner plus haut, les gouvernements péquistes ont enregistré une moyenne annuelle de dépenses supérieure à celle qui a été enregistrée par les gouvernements libéraux, non seulement au niveau des dépenses en aide financière aux études exprimées en dollars constants, mais également aux dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB.

Toutefois, les dépenses dans le secteur de l'aide financière aux études pendant la période 1981-2013 n'ont pas évolué à un rythme de croissance soutenu. Parce qu'il y a eu entre 1981 et 2013 des variations considérables entre les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes. D'ailleurs, les gouvernements libéraux ont fait baisser les dépenses en aide financière aux études au cours de leurs mandats de 1985-1988, 2003-2007, et ils les ont fait augmenter pendant leurs mandats de 1989-1993, 2008-2011. En revanche, les gouvernements péquistes ont fait baisser les dépenses dans le secteur de l'aide financière aux études pendant leur mandat de 1999-2002, et ils les ont fait augmenter pendant leurs mandats de 1981-1984, 1994-1998 et 2012-2013. Cela nous laisse donc à dire qu'au niveau des dépenses dans le secteur de l'aide financière aux études il y a une différence qui peut être qualifiée de significative entre les périodes des gouvernements libéraux et les périodes des gouvernements péquistes.

Cependant, pour ce qui concerne les dépenses dans le secteur de l'aide aux justiciables, les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes ont enregistré une différence négligeable entre leurs moyennes annuelles qui ont été enregistrées au niveau des dépenses exprimées en dollars constants, des dépenses par habitant et celles exprimées en pourcentage du PIB. Entre autres, l'évolution des dépenses en aide aux justiciables a bénéficié d'un rythme de croissance plus ou moins soutenu entre 1981 et 2013. D'ailleurs, à l'exception de la légère baisse qui est survenue en 2006, les dépenses dans le secteur de l'aide aux justiciables ne faisaient qu'augmenter depuis 1981. Cela nous laisse donc à dire que la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau de leur répartition des dépenses dans le secteur de l'aide aux justiciables est tout à fait négligeable. Force est de reconnaître qu'il est difficile d'avancer qu'il y a une différence significative entre les libéraux et les péquistes quant à leur mode de répartition de dépenses sectorielles. Car les libéraux et les péquistes affichent une différence significative au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études et une différence négligeable au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide aux justiciables.

CONCLUSION

S'intéresser à l'intervention de l'État et la différence entre les partis politiques en ce qui a trait aux politiques de dépenses publiques n'est qu'une simple expression de notre réflexion sur la relation entre l'alternance politique et la fluctuation des dépenses publiques. Ainsi, afin de nourrir notre curiosité à apprendre davantage sur le lien qui existe entre le pouvoir politique et le pouvoir budgétaire qui semble de plus en plus difficile à saisir et à mettre en évidence compte tenu de toute la complexité qui l'entoure. En effet, à travers notre analyse respective des budgets de dépenses du gouvernement du Québec entre 1981 et 2013 nous avons constaté qu'il est difficile de mettre en évidence toute la réalité qui entoure l'exercice de la gestion des finances publiques et tous les facteurs qui peuvent causer la fluctuation des dépenses publiques. Nous avons constaté également qu'il est difficile de mettre toute la lumière sur l'effet que l'alternance politique peut avoir sur la répartition des dépenses publiques.

D'ailleurs, dans le cas de notre démarche qui porte sur le Québec, nous avons constaté que les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes affichent une différence qui nous paraît significative, et cela au niveau du volume général des dépenses publiques exprimées en dollars constants de 2007 et par habitant. Toutefois suite à notre analyse de l'évolution des dépenses des administrations publiques nous avons constaté également que ces dépenses n'ont pas évolué au même rythme pendant les périodes des gouvernements libéraux et pendant les périodes des gouvernements péquistes. Ainsi, comme nous avons eu l'occasion à le souligner plus haut, il y a eu une réorientation de dépenses qui s'est produite pendant les périodes des gouvernements péquistes au cours de leurs mandats de 1994-1998, 1999-2002. Entre autres, une réorientation de dépenses pendant les périodes des gouvernements libéraux au cours de leurs mandats de 2004-2007, 2008-2011. Ces réorientations de dépenses laissent apparaître une distinction entre les gouvernements libéraux et les

gouvernements péquistes quant à leurs choix en matière de politique de dépenses publiques et leur façon de faire intervenir l'État dans les différentes sphères de la société. Cependant, ce résultat mérite d'être nuancé parce que l'écart entre le ratio annuel moyen des gouvernements libéraux et celui des gouvernements péquistes par rapport au ratio moyen des dépenses des administrations publiques qui correspond à 2,5% n'est pas aussi élevé que celui qui a été enregistré entre les libéraux et les péquistes au niveau des dépenses exprimées en dollars constants et par habitant. Autrement dit, la différence entre les libéraux et les péquistes qui est significative au niveau des dépenses des administrations publiques exprimées en dollars constants et par habitant, elle est plutôt moyenne au niveau des dépenses exprimées en pourcentage du PIB. Cela dit, qu'il est délicat d'affirmer qu'il y a une différence significative entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes au niveau des dépenses des administrations publiques.

Par ailleurs, ce constat se remarque également au niveau des catégories de dépenses et les dépenses sectorielles. D'ailleurs, en ce qui a trait aux catégories de dépenses nous avons constaté que les libéraux et les péquistes affichent une différence significative au niveau des dépenses dans les transports et la gouvernance et une différence moyenne ou négligeable au niveau des dépenses qui sont liées au domaine de la santé, à l'éducation et à la justice. Entre autres, en ce qui a trait aux dépenses sectorielles, les libéraux et les péquistes affichent une différence significative au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide financière aux études et une différence moyenne au niveau des dépenses qui sont liées au secteur de l'aide aux justiciables. Il est donc délicat d'avancer qu'il y a une différence notable entre les libéraux et les péquistes quant à leur mode de répartition de dépenses publiques, compte tenu du fait que les libéraux et les péquistes affichent une différence négligeable au niveau des catégories de dépenses qui occupent plus que la moitié du budget de l'État.

Dans notre recherche nous avons constaté également que la différence entre les gouvernements libéraux et les gouvernements péquistes quant à leurs choix budgétaires s'explique par des problèmes majeurs qui pèsent sur les finances publiques. À l'exception de la réorientation de dépenses pendant les périodes des gouvernements péquistes, au cours de leur mandat de 1999-2002 qui semble s'inscrire dans un engagement politique qui vise à réduire le fardeau fiscal des contribuables et a adopté des politiques sociales pour soutenir les plus démunies et réduire les inégalités, les autres réorientations de dépenses semblent être influencées plutôt par des facteurs qui pèsent énormément sur les finances publiques de la province, dont les déficits publics, les transferts du gouvernement fédéral, le problème de la dette publique et celui du vieillissement de la population. Cela dit, les différences qui peuvent être remarquées entre les libéraux et les péquistes s'expliqueront davantage par leur façon de gérer ces problèmes majeurs qui pèsent sur les finances publiques de l'État québécois.

Il convient de souligner par ailleurs qu'en ce qui a trait à l'analyse des dépenses publiques et à la comparaison entre les gouvernements quant à leur mode de répartition des dépenses publiques, les résultats peuvent varier selon la période étudiée, les mesures utilisées et les variables qui sont choisies comme indicateur de mesure. Par ailleurs, même s'il est difficile d'avancer une affirmation qu'il existe une différence significative entre les libéraux et les péquistes quant à leur mode de répartition des dépenses publiques, mais il en demeure néanmoins que notre démarche met en évidence certains points qui constituent la réalité qui entoure les finances publiques du Québec, et qui peuvent servir de pistes de réflexion pour d'autres recherches.

ANNEXE A

LES CATÉGORIES DE DEPENSES SELON LES DIFFÉRENTES MESURES

Tableau A. 1 Dépenses en santé et services sociaux pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en santé et services sociaux		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	7708	2686	4,05
1986		8377	2797	4,34
1987		8829	2839	4,38
1988		9261	2866	4,42
1989		9537	2951	4,54
1990		10032	3006	4,75
1991		11481	3379	5,58
1992		11783	3464	5,70
1993		11959	3486	5,67
2003		20543	3763	7,24
2004		21090	3737	7,25
2005		21566	3803	7,31
2006		22669	3868	7,59
2007		24144	3992	7,89
2008		24046	3884	7,71
2009		25073	3947	8,11
2010	26081	3885	8,26	
2011	26211	3848	8,15	
Total		300390	62200	112,92
Moyenne		16688	3456	6,27

Tableau A. 2 Dépenses en santé et services sociaux pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Santé et services sociaux		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	6894	2522	3,84
1982		7186	2641	4,16
1983		7275	2556	4,14
1984		7498	2595	4,07
1994		11735	3475	5,32
1995		15280	3494	6,78
1996		15267	3431	6,70
1997		14260	3125	6,08
1998		16156	3309	6,68
1999		16349	3458	6,37
2000		17613	3569	6,58
2001		18470	3818	6,78
2001		19252	3672	6,87
2012		26438	3795	8,13
2013		26825	3795	8,15
Total		226498	49255	90,65
Moyenne		15100	3284	6,04

Tableau A. 3 Dépenses en éducation pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.

Année	Gouv	Dépenses en Éducation		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	5816	873	3,06
1986		6045	901	3,13
1987		6169	910	3,06
1988		6445	943	3,08
1989		6252	903	2,97
1990		6236	891	2,95
1991		6818	965	3,31
1992		6967	980	3,37
1993		11196	1565	5,30
2003		12332	1647	4,35
2004		12507	1660	4,30
2005		12578	1659	4,26
2006		12854	1684	4,30
2007		13372	1738	4,37
2008		13189	1699	4,23
2009		13466	1717	4,35
2010	14112	1780	4,47	
2011	14072	1757	4,38	
Total		180426	24271	69,24
Moyenne		10024	1348	3,85

Tableau A. 4 Dépenses en éducation pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Éducation		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	9045	1381	5,04
1982		9012	1369	5,21
1983		8586	1300	4,88
1984		5644	851	3,06
1994		11099	1543	5,03
1995		10929	1514	4,85
1996		11298	1559	4,96
1997		10177	1399	4,34
1998		10694	1466	4,42
1999		10983	1500	4,28
2000		11100	1509	4,15
2001		11751	1589	4,32
2001		11974	1609	4,27
2012		13977	1729	4,30
2013		8883	1089	2,70
Total		155152	21408	65,81
Moyenne		10343	1427	4,39

Tableau A. 5 Dépenses en justice pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.

Année	Gouv	Dépenses en Justice		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	468	70	0,25
1986		423	63	0,22
1987		445	66	0,22
1988		464	68	0,22
1989		489	71	0,23
1990		515	74	0,24
1991		526	75	0,26
1992		570	80	0,28
1993		558	78	0,26
2003		616	82	0,22
2004		666	88	0,23
2005		645	85	0,22
2006		662	87	0,22
2007		660	86	0,22
2008		634	82	0,20
2009		638	81	0,21
2010		661	83	0,21
2011		670	84	0,21
Total		10310	1403	4,10
Moyenne		573	78	0,23

Tableau A. 6 Dépenses en justice pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Justice		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	850	130	0,47
1982		869	132	0,50
1983		852	129	0,48
1984		922	139	0,50
1994		548	76	0,25
1995		503	70	0,22
1996		534	74	0,23
1997		511	70	0,22
1998		527	72	0,22
1999		500	69	0,21
2000		516	70	0,19
2001		517	70	0,19
2001		585	79	0,21
2012		657	81	0,20
2013		740	91	0,22
Total		9631	1353	4,33
Moyenne		642	90	0,29

Tableau A. 7 Dépenses dans les transports pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses dans les transports		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	2202	330	1,16
1986		2105	314	1,09
1987		2136	315	1,06
1988		2221	325	1,06
1989		2374	343	1,13
1990		2337	334	1,11
1991		2605	369	1,27
1992		2464	347	1,19
1993		2432	340	1,15
2003		1599	214	0,56
2004		1743	231	0,60
2005		1877	248	0,64
2006		1871	245	0,63
2007		2117	275	0,69
2008		2220	286	0,71
2009		2367	302	0,77
2010		783	99	0,25
2011		690	86	0,21
Total		36143	5003	15,27
Moyenne		2008	278	0,85

Tableau A. 8 Dépenses dans les transports pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses dans les transports		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	2055	314	1,14
1982		2166	329	1,25
1983		2184	331	1,24
1984		2178	328	1,18
1994		2415	336	1,09
1995		2175	301	0,96
1996		1574	217	0,69
1997		1632	224	0,70
1998		1727	237	0,71
1999		1787	244	0,70
2000		1641	223	0,61
2001		1595	216	0,59
2001		1541	207	0,55
2012		629	78	0,19
2013		604	74	0,18
Total		25903	3660	11,80
Moyenne		1727	244	0,79

Tableau A. 9 Dépenses en gouvernance pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Gouvernance		
		En million	En dollars constants de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	61	9,3	0,03
1986		45	6,8	0,02
1987		43	6,3	0,02
1988		45	6,7	0,02
1989		120	17,3	0,06
1990		120	17,2	0,06
1991		195	27,7	0,09
1992		226	31,9	0,11
1993		298	41,7	0,14
2003		180	24,2	0,06
2004		230	30,6	0,08
2005		234	30,9	0,08
2006		235	30,8	0,08
2007		302	39,3	0,10
2008		299	38,6	0,09
2009		301	38,4	0,09
2010	309	39,0	0,09	
2011	328	41,0	0,10	
Total		3571	477,8	1,33
Moyenne		198	26,5	0,07

Tableau A. 10 Dépenses en gouvernance pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Gouvernance		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	206	31,5	0,12
1982		181	27,6	0,11
1983		225	34,1	0,14
1984		52	7,9	0,03
1994		48	6,7	0,02
1995		158	21,9	0,07
1996		48	6,8	0,02
1997		40	5,6	0,02
1998		49	6,8	0,02
1999		202	27,7	0,08
2000		67	9,2	0,03
2001		78	10,6	0,03
2001		124	16,7	0,05
2012		349	43,2	0,10
2013		316	38,8	0,09
Total		2143	295,1	0,94
Moyenne		143	19,7	0,06

Tableau A. 11 Dépenses en aide financière aux études pendant les périodes des libéraux, selon les différentes mesures.

Année	Gouv	Dépenses en Aide financière aux études		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	354	53	0,20
1986		367	55	0,20
1987		342	50	0,17
1988		329	48	0,16
1989		332	48	0,16
1990		351	50	0,17
1991		460	65	0,22
1992		491	69	0,23
1993		513	72	0,24
2003		570	76	0,20
2004		464	62	0,16
2005		496	65	0,17
2006		510	67	0,17
2007		537	70	0,17
2008		539	69	0,17
2009		619	79	0,19
2010	619	78	0,19	
2011	589	74	0,17	
Total		8482	1151	3,34
Moyenne		471	64	0,19

Tableau A. 12 Dépenses en aide financière aux études pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Aide financière aux études		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	219	34	0,13
1982		232	35	0,15
1983		257	39	0,16
1984		306	46	0,18
1994		506	70	0,23
1995		529	73	0,25
1996		611	84	0,28
1997		591	81	0,26
1998		759	104	0,32
1999		665	91	0,27
2000		518	70	0,21
2001		580	78	0,22
2001		571	77	0,21
2012		618	77	0,18
2013	640	79	0,18	
Total		7602	1039	3,23
Moyenne		507	69	0,22

Tableau A. 13 Dépenses en aide aux justiciables pendant les périodes des libéraux entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures.

Année	Gouv	Dépenses en Aide aux justiciables		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1985	PLQ	80	12,1	0,04
1986		82	12,3	0,04
1987		81	12,0	0,04
1988		91	13,4	0,04
1989		97	14,1	0,05
1990		97	14,0	0,05
1991		107	15,2	0,05
1992		128	18,1	0,06
1993		132	18,5	0,06
2003		183	24,5	0,07
2004		194	25,8	0,07
2005		247	32,6	0,08
2006		210	27,6	0,07
2007		230	30,0	0,07
2008		216	27,9	0,07
2009		213	27,2	0,07
2010	213	26,9	0,06	
2011	202	25,3	0,06	
Total		2803	377,5	1,06
Moyenne		156	21,0	0,06

Tableau A. 14 Dépenses en aide aux justiciables pendant les périodes des péquistes entre 1981 et 2013, selon les différentes mesures

Année	Gouv	Dépenses en Aide aux justiciables		
		En million	En dollars constats de 2007	
		En dollars constants de 2007	Par habitant	En % du PIB
1981	PQ	65	10,0	0,04
1982		72	11,0	0,05
1983		81	12,3	0,05
1984		77	11,7	0,04
1994		126	17,5	0,06
1995		161	22,4	0,07
1996		177	24,5	0,08
1997		175	24,1	0,08
1998		159	21,8	0,07
1999		155	21,2	0,06
2000		155	21,1	0,06
2001		182	24,7	0,07
2001		168	22,6	0,06
2012		226	28,0	0,07
2013		240	29,5	0,07
Total		2219	302,3	0,93
Moyenne		148	20,2	0,06

BIBLIOGRAPHIE

- Al, Godbout Luc et. *Oser choisir maintenant: Pistes de solution pour protéger les services publics et assurer l'équité entre les générations*. Québec: Presses de l'Université Laval, 2007, 150p.
- Audard, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme?: éthique, politique, société*. Gallimard, 2009, 843p.
- Audier, Serge. « Les paradigmes du «Néolibéralisme» ». *Cahiers philosophiques*, n° 2 (2013), p. 21–40.
- Bachand Raymond « Discours sur le budget », Québec : », Ministère des Finances du Québec, Québec, 30 mars 2010, 49 pages.
- Bergeron, Henri, Yves Surel, et Jérôme Valluy. « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? » *Politix* 11, n° 41 (1998), p. 195-223.
- Bernard, André. *Politique et Gestion des Finances publiques: Québec et Canada*. PUQ, 1992, 492p.
- Bertrand Maxime, « Québec investit 1 milliard \$US dans Bombardier », Ici Radio Canada, 29 octobre 2015. Consulté le 15 août 2016. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/746875/bombardier-quebec-investissement-cseries>.
- Blais, André. « Les élections affectent-elles les politiques gouvernementales? Le cas des dépenses publiques ». *Revue française de science politique*, 53, n° 6 (2003), p.929–940.
- Bottini, Fabien. *L'Etat interventionniste: Le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Editions L'Harmattan, 2012, 194p.
- Bourque, Gilles L. *Le Modèle Québécois de Développement: De L'émergence au Renouvellement*. Presses de l'Université du Québec, 2000, 270 p.
- Brasseul, Jacques. « Genèse de l'État-providence et naissance de la social-démocratie: Bismarck et Bernstein ». *Les Tribunes de la santé*, n° 1 (2012), p. 71–88.

- Campeau Jean « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 9 mai 1995, 278 pages.
- Chandler, William M. « Canadian Socialism and Policy Impact: Contagion from the Left? » *Canadian Journal of Political Science* 10, no 04 (1977), p. 755–780.
- Cliche, Pierre. *Gestion budgétaire et dépenses publiques: Description comparée des processus, évolutions et enjeux budgétaires du Québec*. Presses de l'Université du Québec, 2009, 328 p.
- Comeau, Robert. « La Révolution tranquille: une invention? » *La Révolution tranquille* 40 (2000), p.11–20.
- Côté, Louis, Benoît Lévesque, et Guy Morneau. « L'évolution du modèle québécois de gouvernance: le point de vue des acteurs ». *Politique et sociétés* 26, n° 1 (2007), p. 3–26.
- Crouch, Colin, et Wolfgang Streeck. *Capitalismes en Europe*. Paris: Découverte, 2007, 278p.
- Denord, François. *I. Les rénovateurs du libéralisme*. La Découverte, 2011, 320p.
- Esping-Andersen, Gosta. *Trois mondes de l'État-providence [ancienne édition]: Essai sur le capitalisme moderne*. Traduit par François-Xavier Merrien. Paris: Presses Universitaires France, 1999, 310p.
- Euzéby, Alain, et Marie-Louise Herschtel. *Finances publiques: une approche économique*. Dunod, 1990, 251 p.
- Foessel, Michaël. « L'intervention de l'État: éclairages métaphysiques ». *Esprit*, n° 12 (2010), p.175–185.
- Foucault, Michel. *Naissance de la biopolitique: cours au collaège de France (1978-1979)*. Paris: Gallimard-Seuil, 2004, 355p.
- Frève, Émilie Richard. « Le rôle des idées dans la formulation des politiques publiques ». In *L'analyse des politiques publiques*, 125–162, 2010, 430 p.
- Giroux, Guy. *L'état, la société civile et l'économie: turbulences et transformations*. Presses Université Laval, 2001, 251p.

- Godbout, Luc. « La Révolution tranquille et les finances publiques du Québec : bilan et regard vers l'avenir ». In *La Révolution tranquille en héritage*. Montréal: Édition de boréal, 2011, 232p.
- Hall, Peter A. « Policy paradigms, social learning, and the state: the case of economic policymaking in Britain ». *Comparative politics*, 1993, p. 275–296.
- Hofferbert, Richard I., et Ian Budge. « Patterns of Post-War Expenditure Priorities in Ten Democracies ». In *Comparing Government Activity*, 26–47. Springer, 1996, 205p.
- Imbeau, Louis M., et Robert D. McKinlay, éd. *Comparing Government Activity*. 1st ed. 1996 édition. Place of publication not identified: Palgrave Macmillan, 1996, 205p.
- Jerome-Forget Monique, « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 13 mars 2008, 39pages.
- Jobert, Bruno. « Une approche dialectique des politiques publiques ». *Pôle Sud*, n° 2 (2004), p.43–54.
- Jobert, Bruno, et Pierre Muller. *L'État en action: politiques publiques et corporatismes*. Paris: Presses Universitaires de France, 1987, 242 p.
- Kneebone, Ronald D, et Kenneth J. McKenzie. « Electoral and partisan cycles in fiscal policy: An examination of Canadian provinces ». *International Tax and Public Finance* 8, n° 5-6 (2001), p. 753–774.
- Landry, Réjean, et Vincent Lemieux. *Les politiques sociales: dilemmes des interventions de l'État-providence*. J.-M. Tremblay, 2004.
- Landry Bernard « Discours sur le budget », Québec : », Ministère des Finances du Québec, Québec, 9 mai 1996, 248 pages
- « Discours sur le budget », Québec : », Ministère des Finances du Québec, Québec, 14 mars 2000, 38 pages
- Lascoumes, Pierre, et Patrick Le Galès. « Introduction: L'action publique saisie par ses instruments ». In *Académique*, 11–44, 2005, 369 p.
- Lesemann, Frédéric. « De l'État-providence à l'État partenaire ». In G. Giroux (2001) *L'État, la société civile et l'économie*, Presses de l'Université Laval, 13–46, 2001, 251p.

Levesque D Gérard, « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 18 décembre 1985, 49 pages.

« Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 12 mai 1988, 202 pages.

« Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 9 mai 1991, 226 pages.

Marois Pauline, « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 29 mars 2001, 36 pages.

MacLeod, Alexander. « La social-démocratie a-t-elle un avenir? » In *La Social-Démocratie en cette fin de siècle*, 223-42. Québec: Presses de l'Université du Québec, 1995, 270p.

Mba, Jean-Rodrigue-Elisée Eyene. *L'État et le marché dans les théories politiques de Hayek et de Hegel: convergences et contradictions*. Harmattan, 2007, 284p.

Merrien, François-Xavier. « L'État-providence dans une perspective historique et conceptuelle ». *Que sais-je?* 3, n° 3249 (2007), p. 11-29.

Montpetit, Éric, et Christian Rouillard. « La Révolution tranquille et le réformisme institutionnel. Pour un dépassement des discours réactionnaires sur l'étatisme québécois ». *Globe: revue internationale d'études québécoises* 4, n° 1 (2001), p. 119-139.

Parizeau Jacques, « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 10 mars 1981, 117 pages.

Policar, Alain. *Le libéralisme politique et son avenir*. Paris: CNRS, 2012, 350p.

Puel, Hugues. « Le néolibéralisme, modèle économique dominant ». *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 1 (2005), p.29-51.

Reid, Bradford G. « Endogenous elections, electoral budget cycles and Canadian provincial governments ». *Public Choice* 97, n° 1-2 (1998), p. 35-48.

Robert J, Collins, et Salée Daniel. « Les politiques économiques ». In *les politiques publiques canadiennes*, 43-78. Presses Université Laval, 1998, 232p.

Rothstein, Bo, et Sven Steinmo. « La social-démocratie en crise? Quelle crise? » In *Social-démocratie*, 2:21–47, 2014, 369p.

Samir Amine et Pedro Lages Dos Santos, « l'évolution de la conception du rôle de l'État », dans, *L'État interventionniste : le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Dir, Fabien Bottini, 59-84, Editions L'Harmattan, 2012, 194p.

Seguin Yves, « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 12 juin 2003, 49 pages

_____ « Discours sur le budget », Ministère des Finances du Québec, Québec, 30 mars 2004, 49 pages

Siné, Alexandre. *L'ordre budgétaire: l'économie politique des dépenses de l'État*. Economica, 2006, 420p.

Thierry Machefert, « Les racines philosophiques de l'interventionnisme étatique ». In *L'État interventionniste : le rôle de la puissance publique dans l'économie*. Sous dir, Fabien Bottini, 27-46, Éditions L'Harmattan, 2012, 194p.

Tellier, Geneviève. *Les dépenses des gouvernements provinciaux canadiens: l'influence des partis politiques, des élections et de l'opinion publique sur la variation des budgets publics*. Presses Université Laval, 2005, 474p.

Tremblay, Pierre P. *L'argent de l'État: pourquoi et comment. Le revenu*. 1 vol. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2012, 298p.

Vigour, Cécile. « Choix politiques et inertie des dépenses ». In *Gouverner par les finances publiques. sous dir, Philippe Bezes et Alexandre Siné*, 451–489. Paris: Les Presses de Sciences Po, 2011, 523p.